

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÔLE DES BANQUES LOCALES
ET RÉGIONALES DU NORD DE
LA FRANCE DANS LE
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL

THÈSE pour le DOCTORAT

(*Sciences Économiques*)

Présentée et soutenue le Samedi 31 Mai 1924, à 1 h. 1/2

par

JACQUES LALOUX

Président : M. GERMAIN MARTIN, *Professeur*

Suffragants : { M. NOGARO, *Professeur*
 { M. OUALID, *Chargé de Cours*

PARIS

MARCEL GIARD

Libraire-Éditeur

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier (5^e)

— 1924 —

**Le rôle des Banques Locales
et Régionales du Nord de la France
dans le développement Industriel
et Commercial.**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE RÔLE DES BANQUES LOCALES
ET RÉGIONALES DU NORD DE
LA FRANCE DANS LE
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL

THÈSE pour le DOCTORAT

(*Sciences Économiques*)

Présentée et soutenue le Samedi 31 Mai 1924, à 1 h. 1/2

par

JACQUES LALOUX

Président : M. GERMAIN MARTIN, *Professeur*

Suffragants : { M. NOGARO, *Professeur*
M. OUALID, *Chargé de Cours*

PARIS
MARCEL GIARD
Libraire-Éditeur
16, rue Soufflot et 12, rue Toullier (5^e).
— 1924 —



INTRODUCTION

Les phénomènes de concentration bancaire, le développement considérable des Etablissements de Crédit et l'orientation qu'ils ont donnée à l'épargne française ont attiré depuis plusieurs années l'attention sympathique des économistes sur les vieilles banques de nos provinces. Les reproches adressés aux grandes banques sur l'insuffisant appui qu'elles prêtaient à notre industrie ont conduit à leur opposer la politique toute différente des banques locales. En outre, on accusait les sociétés de crédit d'avoir ruiné et fait disparaître la banque locale, sans la remplacer dans son rôle bien-faisant, causant ainsi une lacune regrettable dans l'organisation de notre crédit. Ces polémiques ont donné lieu, comme toujours, à des exagérations. A entendre les regrets exprimés à l'endroit de la Banque locale on aurait pu croire que celle-ci avait complètement disparu. Et, sans doute, il est vrai que de nombreux établissements secondaires n'avaient pu résister à la concurrence de leurs puissants rivaux. Mais, néanmoins, beaucoup subsistaient, se développaient et prospéraient, rendant à leur entourage d'inappréciables services. En 1913, on estimait qu'il existait en France environ six cents banques locales disposant de plus de

mille guichets et d'un capital global de 1.700 millions. Dans les divers travaux qui ont paru sur ce sujet, les exemples furent presque toujours empruntés à la région de l'Est, « terre classique, a-t-on dit, de la banque régionale et locale ». Celle-ci, en effet, y joua un rôle prépondérant dans la mise en valeur des richesses naturelles, minerais de fer, sel gemme, etc. Mais il est une autre région aussi active, aussi productrice que la Lorraine qui semble n'avoir rien à lui envier sous le rapport du régionalisme bancaire : C'est la région du Nord, qui possède, elle aussi, un réseau très complet de banques locales. Il peut donc être intéressant d'étudier l'influence qu'elles ont eue dans le développement économique, la place qu'elles occupent dans l'organisation du crédit, et les services qu'elles sont encore appelées à rendre.

Il importe avant tout de préciser ce que nous entendons par « Région du Nord », car ce terme peut être pris dans des acceptions plus ou moins larges. Il semble convenable d'y comprendre les départements du Nord et du Pas-de-Calais ; elle comprend ainsi à la première région économique, constituée, il y a quelques années, par le Groupement des Chambres de commerce de ces départements sur l'initiative de M. Clémentel, alors ministre du Commerce. Ainsi délimitée, la Région du Nord ou première région économique est une vaste plaine s'ouvrant au nord et au nord-ouest sur la mer, bornée à l'est par la frontière franco-belge, à l'ouest par la vallée de l'Authie. Au sud, elle ne comprend ni la vallée de la Somme, ni celle de l'Oise.

On peut la diviser en plusieurs sous-régions suivant la nature du sol et du sous-sol. Nous distinguerons :

1° A l'ouest, l'Artois, prolongé par le Boulonnais, bombement crayeux recouvert de limons ou d'argiles. Les villes principales sont : Arras, Saint-Pol, Boulogne-sur-mer.

2° Au nord, la Flandre maritime, terre conquise sur les eaux et brodée d'une côte sablonneuse. Les villes sont : Calais, Dunkerque, Saint-Omer et Hazebrouk. Elle se prolonge par la Flandre intérieure, traversée par la Lys et recouverte de limons très fertiles. Lille, Armentières, Roubaix et Tourcoing en sont les villes les plus importantes.

3° Au centre, le bassin houiller, longue bande de houille orientée du sud-est au nord-ouest et jalonnée par Valenciennes, Anzin, Denain, Douai, Lens et Béthune.

4° Au sud, le Hainaut, plaine plus haute et plus crayeuse, traversée par la Sambre, et dont les villes sont : Cambrai, Avesnes, Fourmies, Le Cateau, Maubeuge.

La région du nord est largement ouverte sur la mer, sur la Belgique et sur le Bassin-Parisien. Pays de plaine, elle possède le réseau de chemins de fer le plus dense de la France et de nombreux fleuves navigables et canaux. La Lys, l'Escaut et la Sambre la mettent en relation avec la Belgique, et sont reliés, d'autre part, par canaux à la Somme et à l'Oise. De communications faciles, la région du nord est cependant une de celles où l'esprit régionaliste bien compris reste le

plus fort. Très ouverte sur l'extérieur, elle est cependant très homogène. La population, travailleuse et entreprenante, y est très dense : elle atteint deux cent cinquante habitants par kilomètre carré en moyenne.

Avec son sol fertile, son sous-sol riche, ses moyens de communication aisés, ses habitants nombreux et actifs, la région du nord est, depuis de nombreux siècles, une des plus prospères de la France. Dès le Moyen-Age, on vantait sa richesse. Les progrès industriels qui ont marqué le ^{xix}^e siècle y furent particulièrement brillants : Dans l'augmentation rapide de la production, l'amélioration constante de l'outillage et la création de nouvelles entreprises qui se produisirent alors le crédit devait jouer un rôle des plus importants. Il ne fit jamais défaut. Les banques locales en furent d'abord les seules dispensatrices. Plus tard, après l'apparition en province des succursales de la Banque de France et des grands établissements de crédit, il y eut un remaniement dans la structure du crédit. Mais, dans le nouvel édifice, les banques locales, moins nombreuses mais plus puissantes, continuent à tenir leur large place.

Pour mieux comprendre leur action, nous tracerons d'abord un tableau succinct du développement industriel du Nord. Chaque région, en effet, a son originalité ; son développement obéit à des conditions qui, par exemple, ne sont pas les mêmes dans le Nord que dans l'Est. La banque locale, pour s'y adapter, doit suivre des politiques diverses ; aussi est-il nécessaire de connaître le milieu dans lequel elle agit pour dégager sa

part parmi les différents facteurs du progrès économique.

Ensuite, nous exposerons l'état de l'organisation bancaire dans la région du nord. Un historique des principales banques locales nous indiquera comment elles sont nées, se sont développées, et quelle est leur importance respective.

Puis nous étudierons l'activité des banques locales dans leur ensemble, leurs moyens d'action et les opérations par lesquelles elles ont aidé au progrès économique jusqu'à la veille de la guerre de 1914.

Enfin, nous verrons quelles transformations elles ont subies depuis la guerre, comment elles se sont adaptées à des conditions nouvelles, comment elles paraissent évoluer et dans quel sens elles devraient le faire pour continuer à remplir leur rôle si utile.

CHAPITRE I

Le développement économique de la Région Nord jusqu'en 1914.

Section I. — *L'Industrie houillère.*

La houille est une des principales richesses de la région du Nord et le facteur primordial de sa prospérité industrielle. Elle se trouve en partie dans le département du Nord et en partie dans celui du Pas-de-Calais. Mais le bassin du Nord fut découvert longtemps avant l'autre. C'est au début du XVIII^e siècle que le vicomte Désandrouin, propriétaire de mines dans le bassin de Charleroi, vint entreprendre des recherches dans les environs d'Anzin, qui aboutirent en 1734 à la découverte de la houille grasse. Mais les seigneurs hauts justiciers du pays avaient, en vertu de la législation féodale, le droit de disposer des richesses du sous-sol de leurs terres. Des procès eurent lieu entre la Société Désandrouin et les princes de Croy, le marquis de Cernay etc. ; en 1757, une entente intervint heureusement entre les inventeurs et les seigneurs de la terre et l'acte de constitution de la Compagnie des Mines d'Anzin fut signé la même année. L'extraction annuelle atteignait à cette époque 100.000 tonnes. En-

couragé par le succès d'Anzin, le marquis de Traisnel commença des recherches sur ses terres aux portes de Douai, où il découvrit le prolongement du faisceau de houilles grasses. Ce fut l'origine de la Compagnie des Mines d'Aniche, constituée en 1773. Tel est le premier aspect de la fondation des entreprises minières : la période seigneuriale.

Il faut attendre 1830 pour assister à une nouvelle étape du développement de cette industrie. A cette date, les frères Mathieu, descendants du premier directeur des Mines d'Anzin, avec le concours de plusieurs propriétaires de la région, commencèrent des recherches qui aboutirent, en 1832, à la concession de Douchy et à la constitution de la Société des Mines de Douchy. Puis, en 1836, c'est la Société des Mines de Crespin qui est fondée. Vers 1840, quatre sociétés de recherches et sondages constituées par des capitalistes valenciennois et cambraisiens fusionnent et forment la Société de Vicoigne.

A cette époque, le riche gisement houiller du Pas-de-Calais n'avait pas encore été reconnu malgré de nombreuses tentatives faites en Artois pour trouver la continuation du bassin du Nord. Ces recherches entreprises avec des moyens insuffisants et dans une mauvaise direction avaient échoué, engloutissant d'importants capitaux. En 1783, par exemple, la Société dite du duc de Guines avait dépensé en pure perte six cent mille livres, somme considérable pour l'époque, dans des sondages effectués à Tilloy, près d'Arras.

En 1834, la réussite de la Compagnie de Douchy pro-

voqua une fièvre de spéculations et de recherches jusque-là sans précédent dans le Nord et le Pas-de-Calais. Dans le Boulonnais commence alors ce qu'on a appelé la « période héroïque » lutte incessante et poursuivie obstinément jusqu'à 1885. On n'a guère à y relever que des désastres financiers et l'échec successif de toutes les entreprises qui furent tentées.

Dans le bassin du Pas-de-Calais proprement dit, l'échec fut d'abord complet et c'est au moment où l'on désespérait de la découverte du charbon qu'elle se produisit par hasard. En 1841, Mme de Clercq, faisant exécuter le forage d'un puits artésien dans son parc d'Oignies, on y atteignit à 150 mètres quelques veines de houille. En 1846, un administrateur des Mines de Vicoigne reconnut la houille à l'Escarpelle et avec un groupe de Cambraisiens fonda la Compagnie de la Scarpe, devenue Compagnie de l'Escarpelle. Cette découverte encouragea Mme de Clercq à faire d'autres sondages qui aboutirent en 1850 au creusement d'une fosse et à la constitution de la Compagnie des Mines de Dourges. L'essor était donné.

En 1849, la houille était trouvée à Courrières par les frères Mathieu, déjà fondateurs de la Compagnie de Dourges, avec l'aide de laquelle un puits était commencé. C'est l'origine de la Société des Mines de Courrières. En 1850, dans le département du Nord, des Valenciennois fondent la Compagnie de Thivencelles. La même année, des industriels Lillois forment une société de recherches qui découvre la houille dans le bois de Lens où la première fosse de la Compagnie des

Mines de Lens est mise en fonçage en 1852 avec le concours financier et technique de la Compagnie de Vicoigne. Les associés de cette dernière compagnie sont d'ailleurs particulièrement actifs. Ils entreprennent des sondages dans la région de Nœux où, en 1851, s'ouvre le premier puits. Leur société devient alors la Compagnie de Vicoigne et Nœux.

C'est à la même date encore que se fondent les compagnies de Béthune et de Bruay. Dans la région de Marles, des sondages sont pratiqués par M. Bouchet qui passe avec M. Rainbeaux, l'un des propriétaires du charbonnage belge du Grand Hornu, un traité par lequel celui-ci fournira les fonds nécessaires à l'exploitation moyennant partage des bénéfices. Ainsi débuta la Société des Mines de Marles.

En 1852, également, sont fondées la Compagnie de la Lys et la Compagnie d'Auchy-au-Bois. A partir de 1855, dans les neuf concessions existantes, se poursuit un programme d'extension et, d'autre part, des entreprises nouvelles étendent par leurs recherches les limites reconnues de la formation houillère et donnent lieu, parmi beaucoup d'échecs, à trois concessions nouvelles, celles de Carvin, de Meurchin et d'Ostricourt. Vers 1865, il semble que tout le bassin soit reconnu et la fièvre de recherches s'éteint rapidement.

Toutes ces compagnies minières que nous avons vues se former sont des sociétés civiles. Il n'y a pas, à l'origine, de capital social arrêté à un chiffre fixe. Les associés versent des fonds au fur et à mesure des besoins de l'entreprise, la gérant comme une affaire

de famille, les uns étant exemptés de certains versements en raison du temps qu'ils lui consacrent, d'autres versant par acomptes successifs, suivant leurs disponibilités. Il est à noter que ces capitaux proviennent presque exclusivement de la région; ils y ont été gagnés dans l'agriculture, l'industrie sucrière, l'industrie textile. Les intéressés aux premières concessions houillères ayant fait de gros profits se mirent à en rechercher de nouvelles. C'est ainsi que les compagnies du Pas-de-Calais reçurent un précieux concours financier et technique de la part de leurs aînées du Nord.

Ce qu'il faut remarquer aussi ce sont les risques considérables de la prospection et de l'exploitation minières à leurs débuts. Beaucoup de compagnies disparurent ou furent reprises par d'autres sociétés. Tel fut le cas dans le Pas-de-Calais des Compagnies de Cauchy à la Tour, Courcelles-les-Lens, Ferfay, Auchy au Bois, Fléchinelles, Vendin, Douvrin, Annœulin. Les exploitations du Boulonnais à elles seules ont causé environ douze millions de pertes. Quant aux compagnies qui subsistèrent, si les unes ne connurent qu'une prospérité croissante, beaucoup ne purent vivre qu'à l'aide d'emprunts et d'appels de fonds à leurs associés. Ceux-ci pouvaient, d'ailleurs, négocier leurs parts, ou deniers, avec l'autorisation de la société. C'est ainsi qu'on vit, vers 1840, la plupart des actions d'Aniche, alors en très mauvaise posture, passer entre les mains de capitalistes Valenciennois et Cambraisiens qui sauvèrent la situation.

Quel fut le rôle des banques locales dans la fondation de ces entreprises ? Naturellement, il ne peut être question d'émissions de titres, puisqu'il s'agit de sociétés civiles. Les banques ont, en général, évité de commanditer ces entreprises hasardeuses. Toutes ne furent pas aussi prudentes et l'on peut citer un banquier de Calais qui, en 1885, ayant acheté la mine de Hardingham dû suspendre ses paiements six semaines plus tard. Mais les banquiers locaux mirent souvent en rapport les capitalistes de la région qui créèrent les compagnies houillères, souvent aussi ils s'y intéressèrent à titre personnel. Il est instructif à cet égard d'étudier la composition des conseils d'administration. Et c'est auprès de la banque locale que les compagnies trouvèrent le plus souvent sous forme d'avances le concours dont elles avaient besoin.

Il serait trop long de suivre en détail l'histoire des concessions minières telles que nous les avons vues à la veille de la guerre de 1870. C'est après celle-ci qu'« ayant pu juger par les besoins qui venaient de s'affirmer des destinées promises à l'industrie houillère, les compagnies firent tous leurs efforts pour développer leurs moyens de production ; l'extraction resta stagnante. Puis, quand en 1876, 1877, 1878 les grands travaux neufs furent achevés, le tonnage reprit sa marche rapidement ascendante (1). »

Depuis cette époque, dans chaque concession, de nouveaux puits d'extraction ou d'aérage ont été creusés, les installations ont été sans cesse perfectionnées.

(1) M. Germain-Martin, *op. cit.*

On établit des ateliers de lavage, de triage et de criblage dans le Nord et dans le Pas-de-Calais qui, jusqu'alors, vendaient toute leur production en tout-venant. L'industrie de la carbonisation des houilles se développe; on construit des fours à récupérations des sous-produits, des fabriques d'agglomérés. Dans l'extraction même, on réalise des progrès continus : Augmentation de la puissance des machines d'extraction, substitution du cuvelage en fonte au cuvelage en bois, création de sièges doubles, emploi de moteurs inanimés au fond, perfectionnement des cages d'extraction, progrès relatifs à l'aérage, l'éclairage et la sécurité des ouvriers.

Tous ces travaux nécessitèrent des capitaux importants. Les compagnies les réalisèrent soit au moyen de bénéfices, soit au moyen d'emprunts ou d'augmentations de capital. Ces dernières furent facilitées par la loi du 1^{er} août 1893, qui permit aux sociétés minières de se transformer en sociétés anonymes, malgré le caractère civil de leur objet. /

En 1914, le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais comprenait 46 concessions réparties entre 25 compagnies et produisait 66 p. 100 de la production totale de la France. Le tableau suivant rendra sensible le développement de cette industrie dans la région du Nord au cours des vingt années qui ont précédé la guerre.

Année	Production en Tonnes	Nombre d'Ouvriers	Puits en activité	Puits en fonçage
1892	14.211.354	5.134.774	103	9
1895	16.120.007	5.009.538	102	12
1900	20.264.093	5.569.518	127	27
1905	23.173.649	6.188.612	136	28
1911	26.139.948	6.646.937	154	25

Section II. — *L'Industrie métallurgique.*

C'est aux environs de Valenciennes, de Maubeuge, de Douai que s'est surtout concentrée l'industrie métallurgique. Elle y fut attirée par l'existence de petits gisements de minerais locaux, particulièrement dans la région d'Avesnes, à proximité des bassins houillers d'Anzin et du Borinage. Le premier haut fourneau à coke a été installé, en 1830, à Ferrières-la-Grande, près de Maubeuge. C'était un appareil modeste qui produisait 8 à 10 tonnes de fonte par jour. Autour de Valenciennes, il existait déjà des forges à Raismes, Anzin, Trith Saint-Léger. En 1835, trois petits hauts fourneaux sont construits à Denain par la Société Serret, Lelièvre et Cie, qui, en 1849, fusionnera avec les Forges d'Anzin pour former l'embryon de la puissante société actuelle des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et Anzin.

Dans la région de Maubeuge, il existait dès avant la Révolution une importante fabrique d'armes dont la disparition laissa dans le pays une main-d'œuvre spécialisée. En 1816, des capitalistes de la ville utilisèrent ces ouvriers pour fabriquer des broches de filature

et des outils à métaux. Deux usines fondées à cette époque sont devenues aujourd'hui, après fusion, une très importante manufacture de machines-outils.

En 1837, un groupe de Valenciennois alla fonder à Maubeuge une usine pour exploiter le minerais de l'arrondissement d'Avesnes. Composée de deux, puis quatre hauts fourneaux, elle s'accrut, en 1841, d'une fonderie. Tels furent les débuts de la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge, devenue, par la suite, la Société de Senelle-Maubeuge.

La fonte produite par ces premiers hauts fourneaux était ensuite affinée au bas foyer ou au four à puddler et le fer était laminé ou forgé au marteau. L'invention du marteau-pilon date de 1840. De petits ateliers installés autour des usines productrices du fer et de la fonte les transformaient en articles divers. C'étaient des fonderies, des fabriques d'outils, de chaines, de formes à sucre. L'usage du fer se répandait de plus en plus. L'apparition des chemins de fer lui donna un énorme débouché. Vers 1848, les Mines d'Anzin font fabriquer leurs premières berlines en fer : C'est un modeste forgeron d'Anzin qui inaugure cette fabrication et son atelier est l'origine d'une de nos plus grandes usines pour la construction du matériel de Mines.

A cette époque, les usines sont des affaires de famille, ou de moyennes entreprises fondées par quelques associés ou par un ouvrier habile aidé de quelques commanditaires.

Après 1850, la métallurgie entre dans une phase

nouvelle que l'on a appelé « l'âge de l'acier ». En 1853, est découvert le procédé Martin ; en 1856 le procédé Bessemer, mais celui-ci ne fut mis en application que dix ans plus tard.

Vers 1858, l'industrie métallurgique du Nord va recevoir de Belgique un important appoint. C'est en 1858 que la concession du chemin de fer de Mons à Hautmont obtenue par la Société Générale de Belgique et MM. Rothschild frères est remise à bail à la Compagnie des Chemins de fer du Nord. La région de Maubeuge peut ainsi recevoir beaucoup plus facilement le charbon du Borinage. Dès cette même année, plusieurs industriels belges viennent installer des usines dans la partie française de la vallée de la Sambre. C'est ainsi que sont créés les Tôleries de Louvroil, les Forges et Laminoirs de l'Espérance à Louvroil, la Société de Vezin-Aulnoye pour traiter dans des Hauts Fournaux installés à Aulnoye des minerais de Vezin en Belgique. Toutes ces usines, fondées avec des capitaux belges, emploient des méthodes et des ouvriers belges venus de la région, depuis longtemps industrielle, de Charleroi.

Mais c'est des années qui suivirent la guerre de 1870 que date le grand développement métallurgique de la région du Nord. L'essor des affaires, causé par les besoins de l'après-guerre, les progrès techniques, la découverte vers 1875 du procédé Thomas, la nécessité de renouveler le matériel de guerre démodé, le programme de grands travaux de M. de Freycinet amenèrent la création de nombreuses usines nouvelles et

l'agrandissement des anciennes. En même temps, les conditions techniques et économiques poussaient à la concentration et à l'intégration : C'est ainsi que le besoin de grandes quantités de minerais de fer pousse les usines à s'intégrer des mines de fer, le besoin de coke à acquérir des mines de charbon. Le procédé Bessemer, en permettant de fabriquer directement l'acier avec la fonte liquide, rend avantageuse l'intégration du haut fourneau et de l'aciérie. L'invention du haut fourneau à récupération est un nouveau facteur de concentration. D'autre part, ces progrès, en faisant réaliser de grandes économies de combustible, attirent l'industrie métallurgique plutôt dans la région du fer que dans celle du charbon. A la même époque, l'épuisement des minerais du Nord et la concurrence des usines de l'Est, devenue formidable depuis la découverte du procédé Thomas qui permet d'obtenir de l'acier dans la cornue Bessener avec les fontes phosphorées de Lorraine, mettaient en grande difficulté la métallurgie de la région du Nord. En 1880, dans le bassin de la Sambre, 40 p. 100 des hauts fourneaux étaient éteints.

Et, cependant, l'industrie du fer se maintint et rede-vint prospère dans le Nord. D'excellentes lignes de communication facilitant les arrivages des minerais de l'Est ou d'outre-mer et les exportations de produits finis, la proximité du charbon, l'existence d'une main-d'œuvre spécialisée, en sont les causes principales. Il faut y joindre les avantages d'une installation au milieu d'une région industrielle où les produits trouvent

facilement des débouchés. Signalons aussi l'invention du procédé de fabrication de l'acier au four Martin, appliqué pour la première fois à Denain en 1886, qui exige beaucoup de chaleur et, par conséquent, beaucoup de charbon.

Sous l'influence de ces conditions nouvelles, les usines métallurgiques du Nord se répartirent en trois groupes: 1° celles qui reçoivent leur fonte de hauts fourneaux qu'elles possèdent dans l'Est; c'est le cas de la Société du Nord et de l'Est; 2° celles, comme la Société de Senelle-Maubeuge, qui sont alimentées en fonte à la fois par des hauts fourneaux annexés aux usines et par des hauts fourneaux annexés aux mines; 3° enfin, celles qui produisent toute leur fonte sur place et reçoivent du minerai soit de l'Est, soit d'outre-mer. Citons comme exemple la Société de Denain et Anzin, et celle des Aciéries de France à Isbergues.

Quoiqu'il en soit, c'est après 1870 que la production de l'acier fondu apparaît dans le Nord et s'y développe rapidement en même temps que diminue la production du fer puddlé. C'est en 1874 que la Société de Denain et Anzin met en marche à Denain la première aciérie Bessemer du Nord. L'essor sera plus rapide encore quand on aura reconnu le Bassin de Briey aux couches riches et profondes: La première concession y est accordée, à Homécourt, en 1883 à la Société de Vezin-Aulnoye.

La concentration industrielle provoque la substitution aux anciennes sociétés privées de Sociétés anonymes, dont la forme juridique convient à la grande

entreprise et que celle-ci peut revêtir facilement depuis la loi de 1867. Quelques exemples caractéristiques peuvent illustrer cette courte description de l'évolution de la métallurgie dans la région du Nord.

Les Forges de Denain et les Forges d'Anzin qui, au moment de leur fusion en 1849, produisaient au plus 6.000 tonnes de fer marchand par an, se transforment en 1870 en société anonyme. Celle-ci construit en 1874 une aciérie Bessemer à Denain. Elle 1888, elle porte son capital à 10 millions. En 1896, la Société entreprend un vaste programme de travaux pour lesquels elle emprunte 8 millions en 1898. L'ancienne usine de Denain est transformée et, en 1904, on achève la construction d'une nouvelle aciérie. La Société a acquis des minières dans les bassins de Nancy et de Briey, en Normandie, et en Espagne près de Bilbao. Elle possède une flotte de mer pour le transport des minerais étrangers. En 1908, elle achète le charbonnage d'Azincourt et s'assure une part dans la concession houillère d'Ablain-Saint-Nazaire. En 1909, elle augmente de nouveau son capital. Elle possède, en 1910, deux cents fours à coke. C'est l'exemple d'une puissante société intégrée.

Dans la région de Maubeuge, la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge, dont nous avons vu les modestes débuts en 1837, obtient, en 1865, dans le Bassin de Longwy, la concession de la mine des Côtes Rouges. En 1883, elle crée à Senelle, près de Longwy, une nouvelle usine de trois hauts fourneaux à grande capacité. Le capital de cette nouvelle affaire est de quatre

millions. En 1902, les deux sociétés fusionnent sous le nom de Société Métallurgique de Senelle-Maubeuge au capital de six millions porté, en 1904, à neuf millions. Elle construit à Senelle une aciérie Martin et un blooming, et constitue, en 1905, la société des Mines de Jarny au capital de 6 millions. En 1908, elle entreprend la construction d'une aciérie Thomas, dont la défense est couverte partie par les disponibilités, partie par une émission d'obligations, et partie au moyen d'un emprunt en banque convertible en obligations.

A Douai, où l'apparition de la grosse métallurgie est plus récente, les Forges de Douai sont fondées en 1884 en société anonyme au capital de 1.200.000 francs. Au travail des pièces de grosse forge, elles adjoignent bientôt un atelier d'emboutissage de tôles, puis une aciérie, un laminoir, des ateliers de constructions navales, d'éléments de canons, de wagons. En 1908, elles fusionnent avec les Forges de Couzon sous le nom d'Etablissements Arbel.

Dans le Pas-de-Calais, c'est en 1881 que la Société des Aciéries de France formée au capital de huit millions, porté en 1883 à dix millions et en 1901 à quinze millions fonda la puissante usine d'Isbergues qui réunit des hauts fourneaux, des forges et des aciéries. Elle possède des forges à Grenelle et le charbonnage d'Aubin.

A partir de 1881, il faut signaler également une nouvelle extension des usines métallurgiques belges de notre côté de la frontière. A cette époque, la France revenait au régime de la protection et plusieurs indus-

triels belges, pour s'assurer des fournitures qu'ils avaient faites jusqu'alors, s'établirent dans le Nord. Citons quelques exemples parmi beaucoup d'autres, En 1882, la Société des Tubes de la Meuse fonde une filiale à Valenciennes. En 1884, la Fabrique de fer de Charleroi fonde à Louvroil la Société anonyme de la Fabrique de fer de Maubeuge. Plus tard, la Société des Ateliers de constructions électriques du Nord de la France, création de la Banque Empain de Bruxelles, s'établit à Jeumont.

Au cours de cette étude, nous nous sommes particulièrement attachés à la grosse métallurgie dont l'évolution est la plus intéressante. Il ne faudrait toutefois pas oublier que la moyenne et la petite métallurgie s'est développée parallèlement dans notre région. Elles sont représentées par des entreprises plus modestes mais très nombreuses qui, pour la plupart, ont gardé le caractère d'affaires de famille : Ce sont des fonderies, ateliers de construction, fabriques de câbles, de chaines, d'outils, boulonneries, chaudronneries, usines de découpage et d'estampage des métaux.

En terminant, soulignons par quelques chiffres le développement de la production de la fonte, du fer et de l'acier dans le Nord et le Pas-de-Calais, et celui des usines qui y concouraient, jusqu'à la veille de la guerre.

Usines à Fer du Nord et du Pas-de-Calais

Année	Nombre d'usines	Hauts four- neaux	Fours à puddler	Convertisseurs		Fours Martin	Nombre d'ouvriers
				Bessemer	Thomas		
1890	28	9	271	3		6	
1900	31	14	188	9		14	
1905	26	12	114	4	4	14	15.912
1911	34	19	94	16	6	32	26 393

Production de la Fonte du fer et de l'acier dans le Nord et le Pas-de-Calais

Année	Fonte	Fer	Fer et acier soudé	Acier	Acier fondu
1890	319.872 Tonnes	327.584 T [»]		149.834 T [»]	
1895	283.395 »	285.076 »		175.560 »	
1900	412.907 »	289.469 »		318.960 »	
(1) 1905	389.381 »		275.492 T [»]		435.569 T [»]
1911	736.307 »		176.051 »		783.663 »

En 1890, la production de fonte, fer et acier du Nord et du Pas-de-Calais représentait une valeur de 91 millions 240.932 francs; en 1914, une valeur de 257 millions 829.232 francs.

(1) A partir de l'année 1905, la statistique ne distingue plus la production d'après la nature du produit (acier ou fer) mais d'après le mode de fabrication (métal soudé ou métal fondu): L'ancienne catégorie du « fer » ss'accroît donc des aciers obtenus par puddlage, affinage ou réchauffage.

Section III. — *Les Industries textiles.*

On peut diviser les industries textiles de la région du Nord en trois branches suivant les matières premières qu'elles transforment : lin et chanvre, coton ou laine.

L'Industrie du lin et du chanvre.

Les origines de l'industrie du lin et du chanvre sont liées à celles de leur production agricole, très importante dans la région de la Lys et celle d'Hasnon où l'on cultive en grand ces plantes textiles et où les eaux sont particulièrement propres au rouissage. Mais, jusqu'au début du XIX^e siècle, cette industrie resta surtout familiale et rurale bien que Colbert ait encouragé l'établissement de manufactures. Elle devait se transformer complètement à la suite d'une initiative de Napoléon I^{er} qui, en mai 1810, promit une somme de un million de francs à celui qui inventerait un métier à filer le lin. Deux mois après, Philippe de Girard découvrait un procédé qu'il faisait breveter. Malheureusement, à la chute de l'Empire, l'inventeur, privé de la récompense promise, se trouva ruiné et un de ses employés vendit aux Anglais les plans de son métier. Aussitôt, les Anglais s'en servirent pour équiper des usines à Belfast, Leeds, Dundee, dont les produits se répandirent dans le monde entier. En France, on se borna à adapter tant bien que mal le métier à coton et on installa à Lille, en 1823, les premières filatures de lin.

Quelques années plus tard, M. Antoine Scribe, un Lillois, partait pour l'Angleterre, d'où il parvenait à ramener au péril de sa vie, malgré la douane anglaise qui punissait de mort cette fraude, les modèles créés par Philippe de Girard. Mais l'industrie d'outre-Manche avait une avance considérable sur la nôtre et, en 1835, il n'y avait encore que 14.000 broches à filer le lin en France contre 250.000 en Angleterre.

A partir de 1842, des tarifs protecteurs permirent à nos usines de prospérer, de développer leur outillage. De nouvelles fabriques se créèrent tandis que le filage à main diminuait progressivement. C'est dans l'arrondissement de Lille que la filature mécanique du lin se concentra. En 1844, elle occupait 120.000 broches. En 1913, elle en comptait 675.000, qui produisaient 90 p. 100 des 72.000 tonnes de fils de lin et des 35.000 tonnes de fils de chanvre produites alors en France et qui permettaient non seulement d'alimenter le tissage et la filterie, mais encore d'exporter 11.000 tonnes de fils.

À côté de la filature, prospérait l'industrie de la filterie ou fabrication du fil à coudre exclusivement cantonnée à Lille et Comines dans douze usines employant plusieurs milliers d'ouvriers et exportant une grande part de leur production.

Quant au tissage de la toile, depuis longtemps effectué au métier à main, il fut doté, en 1825, de métiers mécaniques. Le nombre de ceux-ci s'accrût progressivement, surtout après 1845. Toutefois, en 1860, on ne comptait encore dans le Nord que 2.500 métiers méca-

niques contre 250.000 métiers à main. Quelques années plus tard, apparurent les toiles métisses à chaîne de coton et trame de lin. Dès lors, le tissage mécanique de la toile progressa beaucoup à Lille et Armentières où, en 1913, plus de 12.000 métiers produisaient 60 p. 100 de la production française.

C'est plus au Sud, dans les arrondissements de Valenciennes et de Cambrai, que s'était localisée la fabrication des toiles fines et baptistes. Depuis des siècles, on y filait à la main les excellents lins cultivés et rouis à Hasnon et on en faisait des toiles d'une extrême finesse. A la fin du XIX^e siècle, les besoins de la consommation forcèrent les fabricants de baptistes à employer des fils mécaniques, car les fileuses à la main ne parvenaient pas à les approvisionner suffisamment. De plus, les ouvriers tisserands, attirés par les usines métallurgiques qui se développaient dans la vallée de l'Escaut se faisaient rares, et les patrons montèrent alors des tissages mécaniques permettant d'employer la main-d'œuvre féminine. Mais la filature et le tissage à la main gardent toute leur supériorité pour les baptistes les plus fines. Les métiers mécaniques ne peuvent donner que les fils du numéro 300, alors que les fileuses obtiennent des fils du n° 800. De même, il faut compter que 8.000 métiers à bras subsistent pour tisser ces fils qui ne pourraient supporter la fatigue du métier mécanique. Plusieurs fabricants font tisser à façon par de petits tisserands qui travaillent en chambre et à qui il fournissent le matériel et la matière première.

L'Industrie du coton

C'est l'industrie cotonnière qui bénéficia la première de l'application des métiers mécaniques. Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle furent inventées en Angleterre la « Jenny » et la « Mull Jenny » pour la filature du coton. Ces métiers introduits en France y furent perfectionnés, notamment par l'augmentation du nombre des broches dont ils sont munis. Ils étaient primitivement actionnés par des manèges à chevaux; en 1816, on y adapte les premières machines à vapeur ou « pompes à feu » qui rendent leur production plus intensive. En 1810, à Lille, il y avait 22 filatures de coton. A Tourcoing, en 1815, on produisait pour 1.700.000 francs de tissus de coton. Quant à Roubaix, on y avait à la fin du XVIII^e siècle abandonné l'industrie de la laine pour se consacrer à celle du coton, que l'on devait délaisser à son tour vers 1835 pour revenir au travail de la laine.

Le mouvement de concentration se manifeste de bonne heure dans l'industrie cotonnière. Les filatures deviennent de plus en plus puissantes, mais leur nombre diminue. La moyenne des broches par usine passe de mille en 1815 à deux mille en 1830.

Mais, vers 1860, la disette du coton et les traités de commerce défavorables menacent de ruiner la filature de coton, qui, à Lille, subit une réduction de moitié. Le tarif plus protecteur de 1892 devait lui permettre de se relever rapidement et de devenir l'industrie capi-

tales de l'arrondissement de Lille, très prospère également à Roubaix et Tourcoing.

En 1914, on comptait à Lille et aux environs 25 filatures de coton contenant 2.000.000 de broches à filer et à retordre. A Roubaix-Tourcoing, il y avait 31 filatures de coton et 1.375.000 broches à filer et à retordre. Toutes ces usines produisaient par an environ 100.000.000 de kilogs de fil de coton d'une valeur de plus de 200.000.000 de francs, soit 60 p. 100 de la production française.

L'Industrie de la laine

Le centre lainier de Roubaix-Tourcoing est un des plus importants du monde. Le négoce des laines brutes, le peignage, la filature, le tissage, la teinture et l'appret, le négoce des tissus, sont les branches principales de son activité. La rapidité de son développement est affirmée par les chiffres suivants : En 1820, Roubaix et Tourcoing avaient environ 32.000 habitants; en 1914 on en comptait plus de 225.000.

L'origine de l'industrie textile dans ces deux villes est très ancienne. En 1429, Charles le Téméraire accordait aux « manants et habitants de Roubaix le droit de licitement draper et faire drap de toute laine ». En 1491, Maximilien d'Autriche accordant une foire à Tourcoing proclamait la renommée de ses draps « dans plusieurs royaumes pays et lieux étrangers et lointains ». Au cours des siècles, le développement industriel de Roubaix et Tourcoing fut entravé par les réglementations étroites et l'âpre rivalité de Lille,

mais, à partir du XIX^e siècle, il allait s'accélérer grâce aux inventions techniques, et à l'esprit entreprenant de ses habitants favorisés désormais par un régime de liberté.

C'est à partir de 1820 qu'apparurent dans la région les premières machines à vapeur, mais elles ne s'y généralisèrent que plus tard.

Le premier progrès réalisé dans l'outillage fut la substitution du filage mécanique au filage au rouet. Les premiers métiers à filer inventés dès la fin du XVIII^e siècle n'étaient applicables qu'au travail du coton. Il fallut de longs tâtonnements avant que l'on pût les rendre propres à celui de la laine et installer à Tourcoing et plus tard à Roubaix les métiers « Mull Jenny » à filer la laine. Les industriels ne reculèrent jamais devant les frais d'installation nécessités par le perfectionnement du matériel. En 1860, au « Mull Jenny » succéda le métier renvideur qui fut sans cesse amélioré jusqu'en 1880. Enfin, apparut le métier continu qui se généralisa suivant les besoins de la production.

En ce qui concerne le tissage, il était pratiqué depuis longtemps à Tourcoing, quand, en 1835, l'introduction du métier à tisser Jacquard lui donna un grand développement. Roubaix reprit alors le travail de la laine; après 1840, de nombreuses filatures de coton y furent transformées en filatures de laine et Roubaix supplanta bientôt sa rivale dans la production des draps.

Mais c'est l'invention du peignage mécanique réalisée en 1845 par MM. Heilmann et Lister qui opéra une véritable révolution dans l'industrie lainière.

Entre 1854 et 1860, le peignage mécanique se substitue au peignage à la main à Roubaix et Tourcoing, malgré les résistances ouvrières. En permettant d'employer non plus seulement les mèches longues mais aussi les mèches courtes, il amène une augmentation considérable de la production des laines peignées. Aussi est-ce à partir de 1860 et surtout de 1870 que l'industrie lainière de Roubaix-Tourcoing prit son magnifique essor. L'apparition du métier renvideur, du peignage mécanique, l'établissement à Tourcoing, en 1863, d'une distribution d'eau industrielle, la création de voies ferrées, puis, à partir de 1867, les premières importations directes de laines de la Plata et d'Australie furent les causes d'un développement dont quelques chiffres peuvent donner une idée :

Vers 1860, Tourcoing possédait 50 peigneuses mécaniques et 83.600 broches de filature de laine ; en 1900, on y compte 460 peigneuses et 420.000 broches. Quant à Roubaix, la production des tissus y passe de 9 millions de kilogs en 1861 à 40 millions en 1907.

Jusqu'à la veille de la guerre, ces progrès furent continus dans les deux villes sœurs. Toutes deux pratiquaient le peignage, la filature et le tissage d'étoffes de laine pure ou de laine et coton, mais Roubaix était surtout spécialisée dans la draperie pour l'habillement, Tourcoing dans les tissus d'ameublement, les tapis, et aussi le négoce des laines brutes.

Leur agglomération industrielle comptait en 1914 :

1.200 unités peigneuses pouvant fournir 60.000.000 de kilogs de laine peignée, soit 85 p. 100 de la production française ;

1.220.000 broches à filer et retordre la laine peignée, produisant 30 millions de kilogs de fil, dont 30 p. 100 étaient exportés;

153.000 broches pour laine cardée produisant 9 millions de kilogs;

20.000 métiers à tisser pour la draperie, donnant 100.000.000 de mètres de tissus dont 45 à 50 p. 100 étaient exportés;

2.100 métiers à tisser des tapis qui donnaient les $\frac{3}{4}$ de la production française.

Quant au commerce des laines, les statistiques de la Chambre de commerce de Tourcoing permettent de se rendre compte de son importance. Il a été importé dans cette ville, en 1907, 77.000.000 de kilogs de laines brutes d'une valeur globale de 155.000.000 de francs. Les exportations sont aussi très importantes sous la forme de laines peignées, filées, déchets de laine et tissus de toutes sortes. Enfin, la teinturerie a traité, en 1914, 840.000 pièces de tissus et 7.150.000 kilogs de laines peignées et filées.

L'industrie de la laine avait été également introduite à Cambrai et à Fourmies vers 1820. Elle y fut longtemps prospère, mais, après 1895, la concurrence des pays étrangers, notamment de l'Allemagne qui d'acheteuse devint vendeuse, créa une situation difficile. Cependant, il y avait encore dans la région de Fourmies, en 1914 : plus de 700.000 broches de filature de laine peignée produisant annuellement 13.000.000 de kilogs et 6.190 métiers à tisser produisant 24.000.000 de mètres de tissus de laine et coton. Cambrai possé-

daît à la même époque pour le travail de la laine 44 peigneuses, 99.000 broches de filature et retordage, 9.500 métiers mécaniques.

Autres industries textiles

Pour compléter ce tableau de l'industrie textile dans la région du nord, il faut encore citer l'industrie du tulle et de la dentelle mécanique qui s'exerce à Calais et à Caudry. Le premier métier à tulle fut monté à Calais en 1817 par un fabricant qui en importa les modèles en dépitant la douane anglaise. De là, l'industrie tullière gagna Caudry en 1829. Après 1841, l'application du système Jacquard au métier à tulle permit la fabrication de la dentelle mécanique, industrie qui prospéra jusqu'à la guerre de 1914, fournissant un gros contingent à l'exportation.

Enfin, l'industrie du jute introduite par Malo en 1843 à Dunkerque s'y est localisée et y alimentait en 1914 plus de 25.000 broches.

Section IV

Industries diverses. — La verrerie

C'est la présence des mines de houille qui a fait naître dans le Nord l'industrie de la verrerie. Autrefois, les fours étant chauffés au bois, les verreries s'établissaient près des forêts. Mais, au milieu du XVII^e siècle, on commença à employer la houille à cet usage.

Vers 1680, des verriers lorrains s'établirent en Belgique dans les centres charbonniers de Liège et de Charleroi. En 1720, lorsque furent mis en exploitation dans la région d'Anzin, les premiers gisements houillers du Nord, des verriers belges de Lodelinsart vinrent s'y établir. A la fin du XVIII^e siècle, six verreries sont en activité dans le Nord. Mais les moyens de production sont alors assez rudimentaires. Ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle qu'ils se perfectionnèrent. On imagina alors de chauffer les fours au gaz de houille et les frères Siemens améliorèrent ce procédé en utilisant la chaleur qui s'échappait par les cheminées pour chauffer les gaz et l'air alimentant la combustion. Les nouveaux fours, dits fours à bassin, permettant un travail continu, donnent une production supérieure de 58 p. 100 à celle des anciens fours à creuset. Vers 1880, s'établirent dans le Nord les premiers fours à bassin. Leurs avantages étaient tels que les anciens fours ne pouvaient subsister. Aussi les verriers qui, faute de capitaux, ne purent renouveler leurs fours furent contraints de fermer leurs usines. De plus, si de nouveaux débouchés s'offraient aux industries du verre à vitre (constructions nombreuses dans les nouveaux centres industriels) et du verre à bouteille (extension du commerce des vins) les nouveaux procédés amenèrent à diverses époques des crises de surproduction dans lesquelles succombèrent diverses verreries. Ainsi s'accrut dans le département du Nord le mouvement de concentration que le tableau suivant fait ressortir :

Année	Verreries à vitre en activité		Verreries à bouteille en activité	
	Etablissements	nombre moyen d'ouvriers par établissement	Etablissements	nombre moyen d'ouvriers par établissement
1880	17	134	18	147
1890	13	214	10	315
1900	12	265	8	388
1910	10	338	6	466

Ces verreries sont concentrées dans les environs de Valenciennes (Fresnes, Denain, Blanc-Misseron), de Douai (Aniche) et d'Avesnes. Pour le verre à vitre seul, la production d'avant-guerre atteignait annuellement 8.000.000 de mètres carrés, d'une valeur de 40 millions de francs, soit 75 p. 100 de la production française.

Il y avait, en outre, en 1913, trois importantes manufactures de glaces dans la région de Maubeuge produisant 1.160.000 mètres carrés par an, d'une valeur de 12 millions de francs, représentant 60 p. 100 de la production de la France.

La sucrerie

C'est au début du XIX^e siècle que, pour suppléer au manque de sucre de canne dont la France se trouvait privée par suite du blocus continental, on commença à extraire du sucre de la betterave. Napoléon I^{er} encouragea beaucoup la culture de la betterave et la fabrication du sucre qui, intimement liées dans le Nord, y devinrent une source de grande richesse. Dans toutes nos campagnes, les principaux propriétaires et fermiers se groupèrent pour fonder des sucreries. Beau-

coup y firent fortune et leurs capitaux aidèrent puissamment au développement économique de la région. Mais, à la fin du XIX^e siècle, les progrès techniques incessants dans cette industrie ne permirent de subsister qu'aux sucreries qui purent se moderniser, acquérir un outillage mécanique de plus en plus perfectionné. Le mouvement de concentration fut très sensible et de nombreuses sucreries de campagne durent fermer leurs portes. En même temps, l'industrie sucrière se déplaçait vers le sud du département. L'extension des centres industriels faisait reculer la culture de la betterave remplacée par l'élevage de bestiaux pour la boucherie. C'est ainsi que l'arrondissement de Valenciennes qui comptait 30 fabriques de sucre en 1890 n'en comptait plus que 8 en 1912.

Quoiqu'il en soit, le département du Nord possédait encore en 1912, 48 sucreries et raffineries produisant 142.468.000 de kilogs de sucre par an. L'industrie sucrière y est donc resté très florissante; elle a, d'ailleurs, été soutenue d'une manière très efficace par les banques locales au moyen de crédits saisonniers nécessaires pour les approvisionnements en betteraves et en combustible.

Autres industries

Il serait trop long d'étudier en détail tant d'autres industries qui contribuent à la prospérité du Nord et du Pas-de-Calais. Il faut nous contenter d'énumérer : les brasseries au nombre de 1.322 en 1912 dans le

département du Nord et produisant par an 8 millions d'hectolitres de bière, les malteries, les distilleries produisant un million d'hectolitre d'alcool, les minoteries, les fabriques de chocolat et de chicorée, les huileries, les fabriques de savon au nombre de 80 dans le Nord et le Pas-de-Calais; puis les exploitations de carrières, les fabriques de chaux et ciment, de carreaux céramiques, les faïenceries de la région de Saint-Amand, l'industrie du marbre à Consobre, les briquetteries. Et encore les tanneries, courroieries et manufactures de cuir au nombre de 142 dans le Nord et le Pas-de-Calais, les papeteries de la vallée de l'Aa, les chantiers de construction de navires, de bateaux de pêche et de péniches, l'industrie du zinc qui produisait environ 38.000 tonnes en 1912. Enfin, l'industrie chimique si importante dans l'arrondissement de Lille, berceau des Etablissements Kühlmann fondés en 1825 à Loos-les-Lille par M. Kühlmann, professeur à l'Université de Lille, aidé par des capitalistes de la région; 15 usines chimiques dans le Nord et le Pas-de-Calais fabriquaient principalement de l'acide sulfurique, de l'eau de Javel, des colorants, de l'oxygène liquéfié, des goudrons, de l'ammoniaque, des superphosphates et engrais chimiques.

Conclusion

Lès caractéristiques du développement économique de la Région du Nord jusqu'en 1914

Cet examen rapide du développement économique de

la région du Nord nous permet d'en dégager les traits caractéristiques qui font mieux comprendre le rôle joué par les banques locales dans cette évolution.

1° Les industries capitales de la région du Nord sont toutes d'origine ancienne. Elles ne sont pas nées récemment à l'état de grande industrie, mais exercées depuis longtemps dans de modestes établissements, elles ont passé au XIX^e siècle par toutes les phases du progrès industriel. Longtemps, les banques locales ont été seules à les soutenir. Les entreprises se sont agrandies peu à peu, elles ont dû plusieurs fois renouveler complètement leur outillage pour le mettre au niveau des perfectionnements successifs. En un temps où, suivant l'expression de M. Colson, « le progrès technique a consisté surtout dans l'invention et l'amélioration pratique des machines et des métiers », les qualités personnelles de l'entrepreneur ont joué un rôle prépondérant. Un simple ouvrier qui découvrait un procédé plus perfectionné pouvait en trouvant du crédit devenir patron et faire réaliser des progrès à toute une branche de l'industrie. C'est au banquier local qu'il appartenait de soutenir ces initiatives. De nombreux exemples, en particulier dans les industries textiles de Lille, Roubaix, Tourcoing montrent qu'il fut à la hauteur de sa tâche.

2° Mais les découvertes scientifiques, les avantages techniques et économiques de la production en grand, ceux de l'intégration ont, vers la fin du XIX^e siècle, produit un mouvement de concentration industrielle. Il s'est manifesté dans toutes les branches de l'industrie, mais nulle part aussi vivement que dans la grosse mé-

tallurgie. Beaucoup des anciennes usines à fer sont devenues de grandes sociétés anonymes au capital de plusieurs millions, occupant des milliers d'ouvriers et effectuant tout le cycle des opérations métallurgiques. Les sociétés concentrées ont, en général, pris cette forme anonyme qui leur permet de réunir facilement d'énormes capitaux venus de tous côtés. Mais, à cet effet, la société anonyme a besoin du concours de la grande société de crédit qui, par ses guichets ouverts dans tout le pays, assurera le placement de ses actions et obligations. La banque locale opérant sur un marché plus restreint ne peut lui donner à ce point de vue qu'une aide plus restreinte. De plus, le crédit solide et connu de la grande affaire industrielle en fait la cliente de choix des grandes banques qui cherchent à se l'attirer par des conditions très favorables. Que devient alors la banque locale ? N'y a-t-elle pas disproportion entre elle et la grande société anonyme ? Peut-être ; mais celle-ci ne peut oublier que souvent elle doit sa naissance à la banque locale qui a collaboré à la formation de la modeste entreprise dont elle est issue. Des rapports étroits et anciens les unissent, qui apparaissent dans la formation des conseils d'administration. Et puis, dans les périodes de crise, d'adaptation ou de transformation, la plus puissante société peut avoir besoin d'une aide qu'elle ne trouvera pas toujours auprès de la Société de Crédit. « Que d'entreprises de moyenne ou de grande importance, écrit M. Buffet, sont devenues puissantes qui ont connu de ces phases redoutables où le brusque retrait d'une

main protectrice eut entraîné leur chute ». Cette main protectrice et sûre fut souvent celle du banquier local. La grande société anonyme a donc intérêt à entretenir toujours de bonnes relations d'affaires avec la banque locale qui peut, le moment venu, lui rendre de si grands services.

3° Il faut d'ailleurs remarquer que si les conditions de la concentration ont orienté beaucoup d'entreprises dans la voie de la société anonyme, les habitants du Nord ont conservé une grande prédilection pour les affaires de famille. Très nombreuses sont les affaires qui passent de père en fils, se développant avec la fortune de leur propriétaire sans faire appel d'une manière durable à des capitaux étrangers. Ces entreprises familiales sont quelquefois considérables, comme, par exemple, les fameux établissements Motte à Roubaix. Mais la petite et la moyenne entreprise est très vivace dans le Nord. La grande industrie loin de la faire disparaître a provoqué la création d'usines plus modestes qui lui fournissent des outils et des matériaux, ou achètent ses produits bruts pour les transformer sur place en produits finis. Les statistiques d'avant guerre montrent que les ateliers de la petite industrie, c'est-à-dire n'occupant pas plus de vingt ouvriers et n'usant pas d'un moteur mécanique, demeuraient très nombreux dans le département du Nord, bien qu'en léger recul.

Statistique de la grande et de la petite industrie dans le Département du Nord

Année	Grande Industrie			Petite Industrie		
	Nombre d'Etablis ^{ts}	Proportion	Nombre d'ouvriers	Nombre d'Etablis ^{ts}	Proportion	Nombre d'ouvriers
1898	4.829	22,55 ^o / _o	284.752	16.593	77,45 ^o / _o	41.086
1900	5.764	26,24 ^o / _o	298.032	16.197	73,76 ^o / _o	53.202

Ces faits ont une grande importance au point de vue de la banque locale. Beaucoup de ces affaires privées se créent avec un fonds de roulement calculé au plus juste et qui, dans maintes circonstances, doit être étendu au moyen d'avances à plus ou moins long terme. Et c'est à ces affaires personnelles que la banque locale, avant tout dispensatrice de crédit personnel, est surtout nécessaire.

4° Si l'habitant de la région du Nord témoigne une préférence envers les affaires de famille, c'est qu'il a l'esprit entreprenant. Il n'hésite pas à assumer, soit seul, soit avec quelques associés, le risque de l'entrepreneur. Aussi la région a-t-elle trouvé en elle-même la majorité des capitaux nécessaires à l'exploitation de ses richesses. La mise en valeur du bassin houiller en a offert un exemple saisissant. La population du Nord, plutôt que de vivre de rentes fixes, préfère en général placer son argent dans ses propres affaires. De là, le grand nombre des entreprises personnelles, des commandites et des associations. Or, le banquier local du Nord joue un grand rôle dans leur création. Le plus souvent, elles ne se fondent qu'assurées à l'avance de son appui; ou bien il les commandite directement, ou

il y place une fraction de sa fortune personnelle. Les plus importantes sont presque toujours aux mains de ses amis ou de ses parents. Quelquefois, il a été l'instigateur de l'entreprise, ou bien il a servi d'intermédiaire entre le capitaliste son client et l'entrepreneur. Toutefois, il ne faudrait pas méconnaître la part qui revient dans le développement économique du Nord aux capitalistes venus d'autres points de la France ou de l'étranger. De grandes banques d'affaires parisiennes, la Banque de Pays et des Pays-Bas, par exemple, ont puissamment collaboré à cette œuvre. Il faut faire aussi une place particulière aux initiatives belges. Nos voisins sont si entreprenants que leur pays est trop petit pour suffire à leur activité. Aussi, quand des barrières douanières empêchent l'écoulement de leurs produits n'hésitent-ils pas à fonder des entreprises en dehors et le long de leurs frontières. Le département du Nord a largement profité du travail et des capitaux belges.

5° Cette exploitation intensive de toutes les richesses du sol et du sous-sol par ses habitants donne à l'industrie de la région du Nord une très grande diversité. Certes, elle a des industries capitales, le textile, la houille, la métallurgie, mais presque toutes les branches de l'activité humaine y sont représentées par des établissements nombreux et prospères. Cette diversité est une condition favorable aux banques locales. Elle leur permet de mieux observer dans l'emploi de leurs ressources le principe de la division des risques, qui en matière de banque est un des princi-

paux gages de sécurité. Les banques du Nord, surtout depuis leur extension régionale, ont pu ainsi éviter plus aisément le danger des crises particulières à telle ou telle industrie et échapper à un écueil souvent funeste aux banques locales dans les régions qui n'ont qu'un ou deux genres d'industries importantes.

6° Enfin l'ampleur même de l'accroissement de la production dans le Nord au cours du XIX^e siècle et particulièrement depuis 1870 a été un facteur important du succès des banques locales. Une telle activité a nécessité des appels constants au crédit. Certes, la banque locale a contribué au progrès économique de la région du Nord, mais ce progrès a lui-même provoqué celui de la banque locale, alors que dans tant d'autres régions de la France celle-ci disparaissait ou entrait en sommeil. Nous ne cherchons pas à établir un lien de causalité entre le développement de la banque locale et celui de l'industrie du Nord, mais seulement à montrer la liaison de ces deux phénomènes entre lesquels il y eut action et réaction réciproques.

CHAPITRE II

Le Régionalisme bancaire et l'organisation du crédit dans la région du Nord

Section I

Historique des principales banques régionales et locales de la région du Nord

1° Le Crédit du Nord

C'est la banque la plus importante de la région du Nord par son capital, son chiffre d'affaires et son rayon d'action. Fondée en 1848 sous le nom de Comptoir d'Escompte de l'Arrondissement de Lille, son capital fut porté en 1854 à 2 millions de francs. En 1866, elle fut transformée en société anonyme autorisée sous le nom de Société de Crédit Industriel et de Dépôts du Nord, au capital de 20 millions de francs dont un quart versé. En 1870, elle devenait société anonyme libre sous le régime de la loi de 1867. En 1871, elle prit le nom de Crédit du Nord sous lequel elle est aujourd'hui si connue. Le capital fut succes-

sivement porté en 1900 à 30 millions dont 12 versés, en 1910 à 60 millions dont 15 versés, en 1912 à 100 millions dont 25 versés. Puis, en 1913, à 125 millions dont un quart versé, pour acquérir la Banque Henri Devilder et Cie. Celle-ci était une ancienne et importante banque de Lille. Société en commandite par actions, elle avait été fondée en 1867 au capital de 878.000 francs et s'était considérablement développée puisqu'en 1911 le capital s'élevait à 50 millions libéré du quart et qu'elle possédait une quinzaine d'agences et bureaux.

Le Crédit du Nord avait d'abord été une banque purement lilloise et jusqu'en 1890 il n'avait créé de succursales que dans les environs immédiats de Lille, à Roubaix, Tourcoing, Armentières. En 1890, il crée un bureau à Paris, en 1895 à Cambrai. Puis, à partir de 1900 et à la suite de l'augmentation de son capital, il commence sa grande extension régionale et même extra-régionale. De 1900 à 1913, sont fondés les succursales et comptoirs de : Amiens, Arras, Béthune, Halluin, Henin-Liétard, Lannoy, Valenciennes (1900), Croix, Douai, Dunkerque, Hazebrouck (1905), Saint-Quentin (1906), Rouen (1907), Le Havre (1908), Baileul, Calais, Lens (1911), Saint-Omer (1912), Abbeville, Bergues, Carvin, Charleville, Corbie, Denain, Fourmies, Haubourdin, La Bassée, Péronne, Saint-Pol (1913) et, par suite de l'annexion de la Banque Devilder, Comines et Mâcon. A la veille de la guerre, le Crédit du Nord était donc déjà une puissante banque régionale disposant de guichets dans plus de 37 villes.

Il avait, en outre, créé en Belgique une filiale au capital de 5 millions.

Pendant la guerre, il continua son mouvement d'extension dans la partie non envahie de la région du Nord et dans les autres régions de la France, afin de satisfaire les besoins de sa clientèle émigrée. De 1914 à 1918, des bureaux sont ouverts à Auchel, Bordeaux, Creil, Estaires, Eu, Flers-de-l'Orne, Hesdin, Lisieux, Merville, 7 nouveaux bureaux de quartier sont ouverts à Paris en plus du siège central.

Après la guerre, le Crédit du Nord reconstitua ses agences détruites et compléta son réseau par de nouvelles créations. En 1921, il libère le deuxième quart de son capital de 125 millions au moyen d'un prélèvement sur le solde bénéficiaire des exercices de 1914 à 1919 et sur les réserves. En 1923, il dispose, outre le siège social de Lille et le siège central de Paris, de : 90 agences, succursales ou comptoirs, 6 bureaux permanents, 34 bureaux périodiques.

Très fortement organisé dans la région du Nord qui reste son centre d'action principal et où il possède des guichets dans toutes les agglomérations de quelque importance, le Crédit du Nord étend aujourd'hui son action jusqu'à Rouen, Le Havre, Bordeaux, Macon. Il a, de plus, réorganisé en 1919 sa filiale de Belgique, qui a pris le nom de Crédit du Nord Belge, au capital de 15 millions, dont un quart versé, et qui possède des agences à Gand, Namur, Mons.

Quelques chiffres feront ressortir la progression des affaires du Crédit du Nord.

Année	Chiffre total du Bilan	Entrées en Portefeuille	Bénéfices nets	Réserves
1884	49.657 639	255.840.523	356.871	498.643
1889	93.087.042	578.959.066	558.604	600.000
1912	216.532 599	1.955.144.133	3.342.140	10.320.000
1922	1.747.536.492	16.975.597.892	11.033.065	22.565.789

Le Crédit du Nord compte désormais, comme a pu le dire en 1919 son président, au rang des plus grandes banques de France. Sa puissance est telle que, pendant la guerre, alors que la majorité de ses clients était en territoire envahi, il a pu recueillir des souscriptions aux emprunts et bons de la Défense Nationale pour l'énorme somme de 2.700.000.000 de francs: Et, cependant, malgré son développement, le Crédit du Nord est resté une banque régionale et en a conservé toutes les qualités qui font sa force.

Son Conseil d'administration est composé de :

M. Delebart, filateur de coton, président du syndicat des filateurs et retordeurs de coton de Lille, président;

M. Lemay, ancien notaire, vice-président;

M. Baudon, métallurgiste, président de la Chambre syndicale métallurgique de Lille et du Nord;

M. Beghin, fabricant de sucre et raffineur à Thumeries;

M. Brabant, industriel à Paris;

M. Colombier, fabricant de toiles à Armentières,

vice-président de la Confédération générale des Fabricants de toiles de France.

M. Crespel, manufacturier à Lille, administrateur des Mines de Lens;

M. Desurmont, filateur de laine et fabricant de bonneterie à Tourcoing;

M. Devilder, ancien banquier, à Paris;

M. Glorieux-Fauchille, à Roubaix;

M. Eugène Motte, filateur et tisseur de laine et coton à Roubaix;

M. Peltreau, président d'honneur du syndicat des cuirs et peaux de France.

M. Thiriez-Wallaert, filateur de coton à Loos.

M. Thiberghien-Motte, manufacturier, à Tourcoing.

2° La Banque Générale du Nord

(Ancienne Banque Verley-Decroix)

L'actuelle Banque Générale du Nord fut fondée en 1858 sous le nom de Caisse commerciale de Lille, société en commandite par actions, sous la gérance de MM. Verley, Decroix. Son capital primitivement fixé à 3 millions est porté en 1865 à 5 millions, en 1878 à 10 millions. En 1888, cette banque fut reconstituée sous le nom de Banque du Nord et du Pas-de-Calais au capital de 20 millions dont la moitié versée.

Dans la première phase de son existence, elle avait créé un comptoir à Armentières et deux comptoirs dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, à Béthune et Carvin. A partir de 1889, elle poursuit un programme

régulier d'ouvertures de succursales à Arras, Calais, Cambrai, Lens (1889), Roubaix, Tourcoing (1890), Dunkerque (1893), Saint-Omer (1895), Hazebrouck Bailleul (1900), Valenciennes, Douai (1902), Estaires, Aire-sur-la-Lys, Bruay, Amiens, Aniche, Mons (1903 à 1911), soit, à la veille de la guerre, 21 comptoirs.

Après la guerre, le 1^{er} octobre 1919, se fondait la Banque Générale du Nord, société anonyme au capital de 50 millions. Elle reprit la suite des affaires de la Banque du Nord et du Pas-de-Calais (Banque Verley-Decroix) et de la Banque centrale de Maubeuge. Cette dernière avait été fondée à Maubeuge en 1872, pour prendre la suite de la banque locale Harry et Autier, par la Banque centrale de la Sambre, à Charleroi (filiale de la Société Générale de Belgique) dont elle ne fut d'abord qu'une simple succursale. En 1895, par suite de l'extension de ses affaires, elle fut transformée en société anonyme autonome sous le nom de Banque centrale de Maubeuge, dont la Banque centrale de la Sambre et la Société générale de Belgique possédaient la majorité des actions. Le développement des industries belges dans la région de Maubeuge explique la présence de cette banque presque entièrement belge. Le capital primitif était de 2 millions, porté par la suite à 4 millions, dont 1.187.000 francs versés. Au moment de son absorption par la Banque générale du Nord, la Banque centrale de Maubeuge possédait des agences : à Avesnes, Aulnoye, Bavay, Fourmies, Hautmont, Jeumont, Landrecies, Le Quesnoy.

Au cours de l'année 1920, la Banque générale du

Nord pour fortifier ses moyens d'action portait son capital à 100 millions, dont plus de la moitié versée.

La même année, elle reprenait la clientèle de la Banque Museux et Braillon, ancienne maison de Saint-Quentin, avec ses installations de Ham, Montdidier, Nesle, Rosières, Roye. En 1921, elle prenait dans l'augmentation de capital de la Caisse d'Escompte de Beauvais (Ancienne Banque Dumont) un intérêt qui lui assurait une part prépondérante dans cette banque bien connue de l'Oise, qui possède des agences à Méru, Gournay, Gisors, Mouy. Au cours de la même année, elle reprenait la clientèle de la Banque centrale de la Bresle (ancienne Banque Testu) avec sa succursale de Gamaches et celle de la Banque Peltier à Neufchâtel en Bray avec ses guichets de Gournay-en-Bray et Forges-les-eaux. En même temps, elle créait de nombreux bureaux et agences. Au 31 décembre 1923, son réseau comprenait, outre le siège social de Lille, et les sept agences de l'arrondissement de Lille qui y sont rattachées, 22 succursales à : Paris, Amiens, Armentières, Arras, Aumale, Beauvais, Béthune, Blanzky-sur-Bresle, Calais, Cambrai, Dieppe, Douai, Dunkerque, Ham, Lens, Maubeuge, Neufchâtel-en-Bray, Roubaix, Saint-Omer, Saint-Quentin, Tourcoing, Valenciennes. De ces succursales dépendent 64 agences et 35 bureaux périodiques.

Sans s'écarter de la région du Nord qui reste le centre de son activité, la Banque générale du Nord étend ainsi son influence jusque dans l'Île de France et la Normandie. Le tableau suivant montrera le che-

min parcouru depuis une trentaine d'années par cette considérable maison de banque.

Années	Mouvement Gl des Comptes Courants	Entrées en Portefeuille	Réserves
1890	1.457.912.770	410.409.452	43.262
1900	2.309.964.491	551.381.582	2.264.961
1913	4.237.990.262	1.153.489.045	7.580.226
1922	38.894.204.936	12.159.007.981	10.525.783

Le Conseil d'administration est actuellement composé de :

M. Robert Decroix, président;

M. Franqui, vice-gouverneur de la Société générale de Belgique, vice-président;

M. Verley-Bigo, administrateur délégué;

M. Maurice Decroix, administrateur délégué;

Paul Barbé, directeur général honoraire de la Banque de l'Union parisienne;

M. de Brabandère, directeur de la Société générale de Belgique;

M. Catoire, négociant à Lille;

M. Crépy-Saint-Léger, filateur de coton à Lille;

M. Descamps, président de la Chambre de commerce de Lille, président de la Société des Mines de Lens;

M. François-Marsal, administrateur de la Banque de l'Union parisienne;

M. Hénin, industriel à Charleroi;

M. Masquelier, négociant importateur de cotons à Lille.

3° *La Banque L. Dupont et Cie, à Valenciennes*

La Banque Dupont nous offre l'exemple d'un établissement qui a passé par toutes les phases de l'évolution: d'abord banque purement privée, puis Société en commandite par actions, enfin Société anonyme.

Elle fut fondée en 1819 au moment où après le désarroi causé par les dernières guerres et la chute de l'Empire, le commerce et l'industrie renaissaient. C'est M. Louis Dupont qui fut le créateur de cet établissement d'abord de proportions modestes qui se développa progressivement en même temps qu'il rendait des services de plus en plus grands autour de lui.

En 1846, la Banque Dupont est transformée en Société en commandite par actions au capital de 5 millions, dont 750.000 francs versés. En 1855, le capital est porté à 10 millions, dont 3.750.000 francs versés. C'est la deuxième étape de l'existence de la Banque Dupont, étape également prospère comme le montrent les augmentations de capital nécessitées par le développement des affaires. En 1852, elle s'est établie à Douai qui devient, après Valenciennes, son second centre d'action.

Puis, au début du xx^e siècle s'ouvre une nouvelle phase d'extension. En 1900, le capital est porté à 20 millions, dont 8 versés. La Banque Dupont commence à se constituer un réseau d'agences: à Saint-Amand (1898), Aniche (1901), Le Quesnoy (1905), où elle prend la suite des affaires d'une banque locale: La Caisse commerciale du Quesnoy. En 1910, elle fonde

une succursale à Cambrai où elle reprend la clientèle de la banque locale Roth-le-Gentil, en 1912 à Lille, en 1914 à Paris.

Pendant la guerre, fut fondée, à Paris, la « Banque Dupont (de Paris) », qui se constitua une clientèle importante, prit part aux émissions de guerre et fonda une succursale à Bordeaux. En 1919, les deux Banques Dupont fusionnèrent pour former l'actuelle Banque L. Dupont et Cie, société anonyme au capital de 60 millions, dont 15 versés. Celle-ci continua son mouvement d'extension régionale en fondant une succursale à Arras, des bureaux à Béthune et Denain, des bureaux périodiques à Gomegnies, Bapaume, Poix du Nord, Inchy Beaumont, Flines-les-Rachès.

Soulignons, par quelques chiffres, la progression des affaires de la Banque Dupont jusqu'à la veille de la guerre.

Années	Mouvement du Porte-	Mouvement des C ^{tes} C ^{ts}
	feuilleEntrées et Sorties	
1852	151.000.000	210.000.000
1890	473.000.000	791.000.000
1905	670.000.000	1.345.000.000
1913	1.109.000.000	2.321.000.000

Pour permettre de comparer l'activité de la Société actuelle à celle d'avant-guerre, on peut ajouter que, dans l'exercice 1920, par rapport à celui de 1913, le chiffre d'affaires a décuplé, le portefeuille quintuplé, les comptes créditeurs sextuplé. Ces exemples mon-

trent la vitalité dont cette importante maison a fait preuve au cours des 105 ans de son existence. Elle n'a pas hésité à se transformer pour rester toujours à la hauteur de sa tâche, mais en s'adaptant à des conditions nouvelles elle a conservé les traditions de la vieille banque locale, qui ont fait sa force et sa prospérité.

Voici la composition du Conseil d'administration actuel de la banque L. Dupont et Cie :

Président : M. Mercier, directeur général des Mines de Béthune, président des Aciéries de France, président de la Société Dyle et Bacalan, administrateur de la Société générale de Crédit industriel et commercial.

Vice-présidents : MM. Paul Dupont, président de la Chambre de commerce de Valenciennes, administrateur de la Compagnie des Mines d'Aniche; Louis Dupont, vice-président de la Chambre de commerce de Douai; président des Mines de Vicoigne, Nœux et Drocourt; Henri Dupont, administrateur de la Société des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et Anzin.

Administrateurs : Dupas, malteur, à Valenciennes; Roth-le-Gentil, ancien banquier, à Cambrai; Sirot, industriel, président de la Société des Boulonneries de Thiant, administrateur des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est; Vanlaer, président de la Compagnie d'assurances « La Mondiale », à Lille; de Vaux, censeur de la Société générale de Crédit industriel et commer-

cial; Etienne Dupont et Charles Roth le Gentil, administrateurs-directeurs.

4° *La Banque Adam, à Boulogne-sur-Mer*

La Banque Adam est la plus ancienne des banques de la région du Nord.

Vers la fin du règne de Louis XV en 1766, Jacques Adam-Hochart fonda à Boulogne-sur-Mer une maison de commerce dans le but de faire l'armement, le transit et la commission. Mais c'est seulement en 1784, avec le concours de son fils Alexandre Adam-Yvart qu'il y adjoignit les opérations de recouvrement, de change, de banque et de négociations de fonds publics.

En 1786, sous le ministère Calonne, à la suite du traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, la maison Adam commença à étendre ses relations avec l'étranger, notamment avec Londres, Birmingham, Manchester, et les augmenta surtout, dans une large mesure, à l'époque de la Paix d'Amiens, en 1802.

La guerre qui survint peu après les interrompit un moment, mais le séjour de la Grande-Armée à Boulogne-sur-Mer donna un nouvel essor au développement de la Banque. Les rapports multiples qu'elle entretenait avec l'Administration et les chefs de l'armée la firent connaître au loin en France et à l'étranger et, à cette époque, elle développa considérablement ses relations avec la Belgique, la Hollande et les villes hanséatiques.

Le nouvel organisme fondé par Jacques Adam peu de temps avant la Révolution française, avait réussi à traverser cette crise et à se développer malgré la période si troublée du commencement du XIX^e siècle, quand, en 1807, M. Alexandre Adam-Yvart prit pour collaborateur son fils aîné, Alexandre Adam-Terneaux. Sous la direction de ce dernier, la maison acquit une telle prospérité que le chiffre d'affaires en fut presque doublé, c'est pourquoi, en 1819, M. Alexandre Adam-Yvart, pour faire face à l'extension des affaires, constitua une Société dans laquelle entrèrent ses trois fils, MM. Alexandre Adam-Terneaux, Achille Adam-Carmier et Hercule Adam-Wissocq, ainsi qu'un Anglais sir Owen Thomas.

En 1833, sir Owen Thomas se retira de l'association. La même année, les trois frères décidèrent la liquidation de toutes les affaires d'armement qui représentaient une branche de leur activité, pour s'intéresser uniquement aux opérations de banque.

MM. Alexandre Adam-Terneaux et Hercule Adam-Wissocq continuèrent les opérations de l'ancienne maison sous la raison sociale Alexandre Adam et Cie, à laquelle ils ajoutèrent le titre de Old Bank, pour éviter la confusion avec la nouvelle firme que fonda au 10 de la rue de l'Ecu, à Boulogne-sur-Mer, leur troisième frère Achille Adam.

La prospérité des deux maisons s'affirma, malgré cette séparation, et, dans le but de faciliter les rapports commerciaux de leur clientèle, elles émirent toutes deux des billets de banque, payables au por-

teur et à vue, qui furent acceptés avec faveur, en place des espèces, dans tout le Boulonnais.

Ces billets ne disparurent que le jour où le privilège de la Banque de France d'abord limité à la ville de Paris, puis aux villes où cette banque possédait un comptoir, fut étendu à tout le territoire métropolitain par le décret du gouvernement provisoire de 1848.

Des relations d'affaires suivies s'étant établies en 1857 entre les associés des deux maisons, les Sociétés Alexandre Adam et Cie et Achille Adam et fils furent dissoutes et une nouvelle association fut constituée, sous la raison sociale Adam et Cie (1858).

A la même époque, la Banque Fontaine et Lesage, qui existait à Boulogne-sur-Mer cessait ses affaires et sa clientèle, par suite du mariage de Mlle Fontaine avec M. Achille Adam, passa à la Banque Adam et Cie. Cette banque, à partir de 1858, groupait donc les trois maisons : Alexandre Adam et Cie, Achille Adam, et Fontaine et Lesage.

Avant de poursuivre l'examen du développement de la maison Adam et Cie il peut être intéressant de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la façon dont elle a réalisé son œuvre.

Les nombreuses marques d'estime que leurs concitoyens ont données aux membres de la famille Adam, et la simple lecture de l'histoire de la ville de Boulogne témoignent de l'action efficace qu'exerça cette maison sur la croissance de la ville. Mais bien que, favorisant plus spécialement les industries régionales, la Banque Adam ne se désintéressa pas des questions

d'ordre plus général. En dehors de l'intérêt immédiat qu'elle a pris à la constitution de certaines grandes affaires comme celle des Chemins de fer de Boulogne à Amiens qui devait être absorbée par la Compagnie des Chemins de fer du Nord, elle intervint souvent pour la défense des intérêts du commerce français. C'est ainsi qu'en 1864, lors de la première étude de la loi qui nous donna le chèque tel que nous le connaissons, la Banque Adam ayant des relations très suivies avec l'Angleterre où cette forme de paiement était d'un usage courant, fut admise à présenter ses observations. Elle contribua ainsi à faire aboutir la loi de 1865, et, par l'intermédiaire de M. Achille Adam, membre de l'Assemblée Nationale et de la Chambre des Députés, elle ne cessa de s'intéresser à cette question lors des révisions de 1871, 1874 et des projets présentés en 1879.

En toutes occasions, elle essaya d'améliorer les conditions de travail autour d'elle et, en 1870, entre autres faits, pour atténuer, dans la limite de son influence, la crise qu'engendra la guerre, à l'exemple de quelques grands établissements financiers, elle procéda à l'émission de bons de monnaie, reprenant un moment le rôle qu'elle avait eu avant 1848.

C'est en 1906 que la Banque Adam commença à ouvrir des agences à Montreuil-sur-Mer, Berck, Etaples, Hesdin, puis fonda en 1907 une agence à Paris, et une à Fruges. En 1908, elle ouvrit des bureaux à Saint-Pol-sur-Ternoise, et à Paris-Plage. Dans Boulogne même, elle

dut créer une caisse auxiliaire à proximité du port en 1911 et s'installa la même année à Rue.

A ce moment, le chiffre croissant des affaires amena les associés à substituer la forme anonyme à celle en nom collectif. Cette transformation a été effectuée en 1911. La société anonyme fut constituée au capital de 25 millions, dont 5 versés et 5 constitués par des apports, sous la raison sociale de « Banque Adam », et M. Félix Adam prit la présidence du Conseil d'administration.

Depuis cette date, la Banque Adam n'a cessé d'étendre son réseau de succursales. MM. Adam et Cie n'en possédaient que 9 en 1911. Actuellement, la Banque Adam possède, outre son siège social de Boulogne-sur-Mer, 2 agences à Paris, 32 agences ou bureaux dans le Pas-de-Calais, 9 dans la Somme, 3 dans l'Oise, 1 dans la Seine-Inférieure, 9 dans la Vienne, 2 dans l'Indre, 6 dans les Deux-Sèvres, soit au total 64 établissements. Les agences de la région de l'ouest ont été, aux termes du rapport à l'assemblée générale, « fondées à la suite de circonstances tout à fait spéciales et sans que leur création constitue un abandon de la ligne de conduite de la Banque Adam : demeurer fidèle à la région du Nord ».

Le versement du deuxième quart sur les actions a été appelé à la fin de 1917, mais, en fait, le capital se trouve aujourd'hui libéré de beaucoup plus des trois quarts par suite de versements anticipés des actionnaires.

Le Conseil d'administration est composé de :

M. de Senevas, administrateur de la Compagnie des Chemins de fer du Nord, président;

MM. Berthémy, de la Bouilleries-Adam, Brutinel, Burin des Rozières, Desmytère, ancien associé de la Banque Adam et Cie, Dufay Sainte-Claire Deville, Dufour, François-Marsal, administrateur de la Banque de l'Union Parisienne, de Chomel-Adam, de Loyennes, de la Rochefoucault, Administrateur du Crédit Foncier de France, Schmitt, Sevène, de Wissocq.

5° *La Banque Piérard, Mabille et Cie*

à Valenciennes

La Banque Piérard Mabille et Cie a été créée à Valenciennes en 1855 sous la dénomination Edouard Hamoir, Piérard et Cie, société en commandite par actions, devenue ensuite Piérard et Cie, puis Piérard, Mabille et Cie. Le capital initial était de 4 millions dont 1.500.000 francs versés; il fut porté en 1884 à 10 millions dont 2.500.000 francs versés, en 1920 à 10 millions dont 7.500.000 francs versés, en 1923 à 30 millions dont 9.500.000 versés.

Comme la plupart des banques locales prospères, elle se mit à essaimer vers la fin du XIX^e siècle, d'abord dans les environs immédiats de Valenciennes à Denain en 1884, et à Saint-Amand en 1898, puis à Maubeuge en 1899, où l'attiraient d'étroites et anciennes relations avec les industries de la région. Pendant la guerre, une succursale fut fondée à Paris en 1915, et depuis l'armistice d'autres furent ouvertes à

Bruxelles (1919), à Jeumont (1920) et à Hautmont (1921).

Malgré l'extension de ses affaires et l'accroissement de son capital, la Banque Piérard, Mabille a conservé la forme de société en commandite par actions; elle est dirigée depuis sa fondation par les familles Piérard et Mabille de Poncheville qui se transmettent la gérance de père en fils. Elle a toujours gardé une notion très nette du rôle particulier que doit jouer la banque locale dans notre région, rôle que le président de son conseil de surveillance définissait dès 1859 dans des termes si heureux, que nous les reproduisons en entier : « La Banque de notre pays essentiellement producteur ne se fait pas comme dans les villes où le négoce et la spéculation l'emportent sur l'industrie et l'agriculture. Elle doit se prêter ici aux besoins de chacun et considérer la valeur de ses clients plus que la nature du papier qu'ils peuvent lui donner. La Banque de France ne fait que l'escompte et demande trois signatures. Une banque particulière qui voudrait opérer de la même manière ne satisferait pas aux besoins qui l'entourent. Il faut qu'elle soit plus large et plus facile. Mais elle doit cependant éviter avec soin de venir en aide à l'industrie dans des proportions qui ne lui permettraient pas de s'en retirer un peu près quand bon lui semble. Le prêt aux industries avec une trop grande facilité dégènerait en commandite; il immobiliserait les fonds et retirerait ainsi à la banque particulière son principal moteur : la circulation. »

Comme pour les autres banques, mettons en lumière par un court tableau les progrès accomplis dans les 40 dernières années par la Banque Piérard, Mabillet et Cie.

Années	Chiffre d'affaires	Mouvement du Portefeuille Entrées et Sorties
1880	363.000.000	88.000.000
1900	1.337.000.000	307.000.000
1913	2.031.000.000	465.000.000
1922	10.818.000.000	1.355.000.000

La gérance est exercée par :

MM. Louis Piérard, président du Conseil d'administration des Mines de Courrières, Georges Piérard, Henri Mabillet de Poncheville, Louis Piérard fils, Georges Piérard fils, Louis Mabillet de Poncheville.

Le Conseil de surveillance se compose d'industriels et de propriétaires de la région de Valenciennes.

6° *La Banque Scalbert, à Lille*

La Banque Scalbert fondée en 1837 par M. Auguste Scalbert est la plus ancienne maison de banque de Lille. Elle fut donc associée étroitement et dès leur origine aux progrès des vieilles industries lilloises au cours du XIX^e siècle : Industries linière et cotonnière, sucrerie, distillerie, tannerie, meunerie.

Jusqu'en 1920, elle resta strictement banque privée

et locale. Ses affaires se développaient régulièrement sur une place où son ancienneté et les qualités traditionnelles de sa gérance lui donnaient un rang privilégié. Au cours de la guerre, toutefois, en 1917, une agence fut fondée à Paris.

Le 1^{er} octobre 1920, la Banque A. Scalbert se transforma en société anonyme au capital de 30 millions de francs dont plus de 18 millions sont versés.

En même temps, tout en réservant comme par le passé son large appui à l'industrie et au commerce lillois par ses escomptes et ses avances, elle se traçait un programme d'extension qu'elle a déjà commencé à réaliser : Des agences ont été ouvertes à Loosles-Lille (1920), Tourcoing (1921), Roubaix (1922), Lambersart (1923), La Madeleine (1923), Haubourdin (1923).

Le Conseil d'administration de la Banque Scalbert, société anonyme, est composé de la manière suivante :

M. Pierre Scalbert, administrateur de la Société de Réassurances contre l'Incendie, président ;

M. Jean Plichon, président de la Compagnie des Mines de Béthune, administrateur de la Société Générale de Crédit industriel et commercial, vice-président ;

MM. Henri et Michel Scalbert, administrateurs délégués ; André et Jean Scalbert, administrateurs-directeurs ; Alfred Breuvart, filateur de lin à Armentières, président du Conseil de surveillance de la Banque Georges Clairin et Cie ; Léon Thiriez, industriel à Loosles-Lille, administrateur de la Compagnie des Mines

de Béthune; Paul Tiberghien, filateur, tisseur de laine, à Tourcoing; Jacques de Vaux, Censeur de la Société générale de Crédit industriel et commercial.

7° La Banque régionale du Nord, à Roubaix

La Banque régionale du Nord est la seule banque du Nord qui ait revêtu dès sa fondation la forme anonyme. Elle a été créée à Roubaix en 1876. Nous avons dit combien les banques locales ont contribué à la fondation des industries du Nord. La Banque régionale du Nord est un exemple du phénomène inverse qui ne montre pas moins l'étroite liaison entre banques et affaires locales : les industriels d'une ville comprenant l'utilité d'une banque locale et se groupant pour la créer. « Fondée surtout par des capitaux du pays, lit-on dans le rapport de 1877, soutenue par les affaires de ses actionnaires qui sont devenus ses clients, la Banque régionale du Nord forme pour ainsi dire une mutualité unique parmi les sociétés financières. » Le capital primitif était de 4 millions dont un quart versé, en 1894, il fut porté à 8 millions dont 2 versés; en 1897, deux autres millions sont versés. Enfin, en 1919, le capital fut porté à 12 millions, libéré de 6 millions.

Malgré sa dénomination, la Banque régionale du Nord n'avait pas fondé de succursales jusqu'à la guerre. En 1921, profitant d'une autorisation donnée par une assemblée générale extraordinaire en 1914, elle ouvrit une agence à Lille, puis en 1922 une agence à la même année et de 10.671.750 francs en 1922.

Armentières, complétée en 1923 par l'adjonction d'un bureau à Estaires. Elle n'a donc élargi son rayon d'action qu'avec une extrême prudence, sans s'éloigner de son centre, la place lainière de Roubaix. C'est que ses administrateurs ont conscience des avantages uniques de la banque locale. En 1921, malgré la crise qui sévissait, ils déclaraient : « Nous envisageons l'avenir avec confiance car notre société possède une grande force : la connaissance directe des faits et des hommes qui n'est possible que dans le cadre d'une affaire régionale comme la nôtre. »

Le développement progressif des affaires de la Banque régionale du Nord apparaît dans les chiffres suivants :

Années	Mouvement du Portefeuille Entrées et Sorties	Mouvement des Comptes Courants	Réserves
1876	84.800.000	122.900.000	8.812
1895	236.500.000	472.200.000	305.699
1905	295.300.000	498.400.000	559.550
1913	524.600.000	816.700.000	800.000
1922	1.550.700.000	3.879.400.000	2.691.304

En 1921, la Banque régionale du Nord s'est assuré le concours de la Banque des Pays du Nord, que M. de Larrard représente dans son conseil d'administration. Celui-ci se compose de MM. Leclercq-Huet, filateur-tisseur, à Watrelos, président; Ferlié, propriétaire; Joseph Pollet, fabricant de tissus à Roubaix; Henry Caul-

liez, importateur de laines à Roubaix; Fernand Carissimo, de la maison F. et H. Carissimo; L. de Larrard; Humbert, administrateur-délégué.

8° *La Banque Petyt, à Dunkerque*

Elle fut fondée au lendemain de la Révolution de 1848 par arrêté du ministre des Finances du 10 juillet de cette année. La mémorable catastrophe politique avait ébranlé le crédit jusque dans ses derniers fondements. Le gouvernement eut l'idée de fonder une institution financière dans chaque centre industriel au moyen des éléments dont il pourrait disposer avec le concours des particuliers. Cette institution créée sous le titre de « comptoirs nationaux d'Escompte » reçut une organisation régulière et uniforme. Le capital qui devait lui servir de base varierait selon l'importance des localités et serait formé : un tiers par des souscriptions ou versements effectifs, un autre tiers par les communes en obligations ou en garanties, et le dernier tiers par une subvention de l'Etat.

La Chambre de commerce de Dunkerque, toujours vigilante lorsqu'il s'agissait des intérêts de la cité et secondée qu'elle fut par d'honorables citoyens, parvint, par des efforts persévérants à réunir un capital suffisant. Le Comptoir d'Escompte de Dunkerque fut alors constitué au capital de 1.500.000 francs dont 160.000 seulement furent versés. Il devint en 1854 le « Comptoir d'Escompte A. Petyt et Cie », au capital

de 480.000 francs dont 160.000 souscrits. Le 1^{er} janvier 1866 fut fondée la « Société en commandite A. Petyt et Cie », qui fut elle-même transformée en société anonyme au cours de l'année 1920. Le capital fut successivement porté jusqu'à 7 millions dont 4.900.000 versés en 1913, 10 millions dont 8.750.000 versés en 1920, 25 millions entièrement versés en 1921.

Avant la guerre, la Banque Petyt avait déjà ouvert des bureaux aux environs de Dunkerque à Bergues en 1895, Gravelines en 1911, Bourbourg en 1913.

Depuis la guerre et sa transformation en société anonyme, pour répondre aux besoins toujours croissants de sa clientèle, elle a élargi son rayon d'action en fondant des succursales ou agences à : Hazebrouck en 1920, Paris en 1921, Tourcoing en 1923, Hondschoote en 1923, Bailleul en 1923, Lannoy en 1924. D'autres agences seront prochainement ouvertes à Estaires, à Roubaix et à Halluin.

La progression remarquable du chiffre d'affaires depuis l'origine de la Banque Petyt jusqu'à l'heure actuelle montre l'ampleur du développement de cette vieille maison de notre Flandre maritime :

1848 :	2.838.000 francs	} Comptoire d'Escompte A. Petyt et Cie
1865 :	33.480.000 —	
1866 :	118.995.000 —	} Société en Commandite A. Petyt et Cie
1900 :	564.127.000 —	
1913 :	1.270.587.000 —	} A. Petyt et Cie
1919 :	2.806.800.000 —	
1920 :	5.801.000.000 —	Soc. Anonym. Bque Petyt.

Le Conseil d'administration comprend :

MM. Paul Petyt, président, administrateur-délégué; Morel, courtier maritime; Alfred Breuvart, filateur de lin à Armentières, président du Conseil de surveillance de la Banque Clairin; Pierre Flipo, négociant en laines, à Tourcoing; Charles Lévy, banquier à Paris; Gabriel Millassoux, industriel à Paris; Louis Dewulf, de la maison Dewulf-Cailleret; Lucien Delrue, de la Maison G. Delrue; André Vaudroy, de la Maison Vaudroy-Jaspar, de Bergues.

9° *La Banque J. Joire, à Tourcoing*

« Un des reproches que l'on a fait aux banquiers individuels, écrivait M. Leroy-Beaulieu, et qui les soumet dans leurs relations avec le public à quelque infériorité par rapport aux sociétés par actions, c'est qu'ils ne publient pas de bilan et qu'on ne peut que pressentir leur situation. »

Ce que M. Leroy-Beaulieu appelait une cause de faiblesse est au contraire considéré comme une cause de supériorité par les dirigeants de la Banque J. Joire, de Tourcoing ; c'est dire le crédit dont jouit cette maison très ancienne et importante. Il est naturellement impossible de citer des chiffres pour montrer son activité et son développement, mais quelques remarques d'ordre général seront peut-être intéressantes à faire sur ce type de banque privée, qui tend à disparaître pour se transformer en celui de société par actions.

La Banque Joire a été fondée en 1826 à Tourcoing

par M. Jean Joire, grand-père de son chef actuel, M. Jules Joire-Wattine. Elle est passée de père en fils depuis lors, restant un établissement privé dans toute l'acception du terme, n'admettant ni associés étrangers, ni commanditaires. Elle voit dans cette politique la principale raison de sa force. La formule de la banque privée lui semble être celle qui convient le mieux à la banque locale. Le propriétaire et unique chef, dépositaire de l'expérience acquise par ses ascendants dans l'étude des affaires locales, connaissant personnellement ses clients, leur fortune, leur capacité, recevant lui-même leurs demandes, leurs renseignements et parfois leurs confidences, assurant à leurs affaires le maximum de secret, prend seul et rapidement les décisions nécessaires, dont il est seul responsable. S'il est vrai que la banque locale vit surtout du crédit personnel, il paraît certain que nulle part les relations personnelles ne sont plus étroites que dans une telle banque. Quoiqu'il en soit, la Banque J. Joire a su utiliser au maximum ces avantages, aussi sa situation est-elle de premier ordre sur la place de Tourcoing. Outre son siège situé dans cette ville, elle possède une succursale à Lille et des maisons en Belgique. Elle travaille surtout avec l'industrie textile de sa région au développement de laquelle elle a incontestablement contribué pour une large part. Les principales opérations sont les avances en comptes-courants, les acceptations et l'escompte. Elle possède un portefeuille commercial considérable. Sans y avoir de succursales, elle fait beaucoup d'affaires avec les pays producteurs de laine,

principalement l'Argentine. Elle est une des premières banques françaises qui soient entrées en relations avec les banques de ce pays. Son papier y jouit d'un excellent crédit et elle joue un grand rôle dans le commerce des laines au moyen d'acceptations et de lettres de crédit. Sur la place de Tourcoing, sa connaissance des personnes et aussi du marché textile, due à sa grande spécialisation, lui a souvent permis d'aider dans leurs débuts des nouveaux commerçants ou fabricants. En leur avançant leurs fonds de roulement, elle surveillait en même temps de très près l'emploi de ces capitaux, se faisant ainsi la conseillère de ses clients.

10° *La Banque Robert, à Arras*

Comme la Banque J. Joire, la Banque Robert, d'Arras, est une banque privée. Elle a été fondée à Arras en 1868 par M. Spire Robert, auquel son fils M. André Robert succéda en 1909. Depuis lors, elle est devenue une véritable banque régionale, ce qui est remarquable étant donné qu'elle a conservé son caractère privé. Elle possède aujourd'hui deux agences à Paris et des agences ou bureaux à Lille, Roubaix, Amiens, Aubigny-en-Artois, Auxi le Château, Avesnes le Comte, Bapaume, Barlin, Bully-Grenay, Doullens, Frévent, Hersin-Compigny, Pont à Marcq.

11° *La Banque Georges Clairin et Cie, à Lille*

La Banque Georges Clairin et Cie est une banque

d'affaires. Comme telle, elle occupe une place unique dans l'organisation bancaire de la région du Nord. Son activité est toute différente de celle des autres banques régionales ou locales; elle ne se limite d'ailleurs pas à notre région. Cependant, la Banque Clairin doit être classée parmi les banques du Nord à cause de la situation de son siège social, et surtout parce qu'elle a été créée en majeure partie avec des capitaux du Nord. Sans doute, elle finance des affaires situées dans les pays les plus divers, mais elle n'en est pas moins un instrument forgé par les capitalistes du Nord; elle reflète un aspect particulier de leur activité: activité prête à s'employer partout où des profits sont à escompter.

La Banque Georges Clairin étudie les affaires nouvelles, prépare leur constitution en sociétés, forme des syndicats financiers pour souscrire leur capital, garantit leurs émissions dans le public, prend des participations et conserve des titres en portefeuille. Ce que la banque locale ordinaire, qui est une banque de dépôts et d'escompte, ne peut faire sans gros risques, la banque d'affaire peut l'entreprendre parce qu'elle est organisée pour cela. Elle possède des services qui étudient les affaires au point de vue technique; de plus, opérant avec son capital ou avec des fonds qui lui sont prêtés à long terme, elle ne craint pas les immobilisations qui sont, au contraire, le but de son activité. Elle continue à s'intéresser de très près aux titres qu'elle a placés, et aux affaires qu'elle a fondées. Entre la banque d'affaires et les sociétés qu'elle patron-

ne le lien peut d'ailleurs être plus ou moins étroit. On sait combien est rigide le contrôle exercé par la Société générale de Belgique sur de nombreux charbonnages belges, auxquels elle impose, par exemple, une comptabilité uniforme. La Banque Clairin n'intervient pas d'une façon aussi méticuleuse dans les affaires qu'elle crée, se contentant d'une simple surveillance et d'être représentée au sein de leurs Conseils d'administration.

La Banque Georges Clairin et Cie a été fondée à Lille le 19 novembre 1912 en société en commandite par actions pour reprendre le fonds social et la clientèle de la Société en commandite simple Clairin, Guenot et Cie, petite banque lilloise qui s'occupait surtout d'opérations de bourse. En 1914, M. Guenot, d'abord cogérant avec M. Clairin, démissionna et fut remplacé par M. Liagre. Le capital primitif était de 2 millions. Le premier exercice fut celui de 1913. A cette époque, la Banque Clairin orienta surtout ses efforts vers la réalisation des affaires de pétroles qui ont aujourd'hui à la bourse de Lille leur principal marché. C'est ainsi qu'elle s'intéressa à la Société des Karpathes, créa la Compagnie Dabrowa au capital de 2 millions. Potok, au capital de 6 millions. Elle prêta également son concours à la constitution d'autres sociétés : la Société Mono-Service à Roubaix, la Société de Chalutage du Maroc, la Banque industrielle de Chine. En 1914, elle participa à la fondation de la Société des Pétroles de Wankowa au capital de 15 millions, et procéda à l'augmentation de capital de la Société de Dabrowa,

qui fut interrompue par la guerre. En outre, elle garantit l'augmentation de capital de la Société méditerranéenne de pêcheries et s'intéressa à la formation de la Société des Huileries de Roubaix et d'Odessa. Pendant la guerre, l'activité de la banque Clairin fut complètement arrêtée.

Après la guerre, la reprise de ses opérations l'amena à prendre des participations telles qu'elle dût garantir des émissions pour un chiffre supérieur à son capital. En 1919, elle ressentit donc la nécessité d'augmenter celui-ci qui fut porté à 10 millions, puis, en mai 1920, à 25 millions sur lesquels plus de 18 millions sont versés. Puis « se rendant compte qu'elle pourrait difficilement réaliser par ses propres forces un organisme capable de vivre, la Banque Clairin essaya de mettre sur pied un groupement international puissant par son organisation d'ensemble : technique, commerciale, industrielle et bancaire ». Pour cela, elle forma en Suisse, avec le concours de l'Union de Banques suisses, l'Union internationale de pétroles, au capital de 210 millions de francs suisses, assurant à son groupe un rôle important dans le développement de l'industrie du pétrole dans la France elle-même. De même, elle participa à la fondation d'organismes financiers tels que : Omnium pétrolifère du Nord et de l'Est, au capital de 10 millions, Omnium pétrolifère du Sud-Ouest et Omnium pétrolifère du Sud-Est, chacun au capital de cinq millions.

A côté des affaires de pétroles, la Banque Clairin s'intéressa aussi à des organismes bancaires en partici-

pant à leurs augmentations de capital. C'est ainsi qu'elle possède un intérêt dans plusieurs banques du Nord : la Banque Petyt, la Banque Scalbert, la Banque générale du Nord. Dans la pensée de ses chefs, une banque d'affaires doit être pour ainsi dire prolongée par des banques de dépôts qui, en rapport direct avec le public, assurent le classement des titres des sociétés patronées. Une telle collaboration peut être, en effet, fructueuse.

La Banque Clairin a, en outre, garanti tout ou partie de l'émission des sociétés suivantes : Compagnie générale de Réassurances, dont le capital fut porté de 1 à 15 millions; Société des Huileries de Valenciennes et de Tournai, au capital de 3 millions; Etablissements Motte-Cordonnier, brasserie au capital de dix millions.

En 1921, année d'activité ralentie pour la Banque Clairin, elle participa, entre autres, à l'émission de la Société des Etablissements Charles Tiberghien (manufacture de draperie à Tourcoing, au capital de 38 millions 322.000 francs entièrement versés) et de la Société des Carrières du Mont-Vireux et de l'Hermitage réunis. La Banque Clairin a ainsi contribué au mouvement qui, depuis la guerre, pousse beaucoup d'anciennes affaires privées du Nord à se transformer en sociétés anonymes avec ou sans appel au public. Voici la progression des principaux postes du bilan de la Banque Clairin :

Années	Portefeuille Titres	Participa- tions	Syndicats et Sociétés	Bénéfices nets	Réserves totales et provisions
1914	5.830.910			947.029	4.787.780
1920	15.375.530	6.772.983	7.162.067	756.945	8.155.536
1921	14.490.511	8.672.295	30.062.878	841.744	6.603.190
1922	13.055.430	8.620.543	34.801.433	1.009.306	6.059.234

Les comptes créditeurs sont passés de 25.034.180 francs en 1920 à 39.118.485 francs en 1922, dont 24.204.076 francs de créditeurs à terme. Le rapport sur l'exercice 1922 exprime la conviction que l'ère des grosses difficultés « créée par la baisse continue du mark polonais et les restrictions à la sortie des produits et des capitaux est passée ».

Le Conseil de surveillance de la Banque Clairin se compose de :

MM. Alfred Breuvart, filateur de lin à Armentières, président; Amédée Prouvost, peigneur de laines à Roubaix, vice-président; Fernand Dewavrin, industriel à Tourcoing; Emile Eloy, industriel à Roubaix; de Guerre, industriel à Remiremont; Jouglez-Eloy, à Tourcoing; Peters, à Paris; Georges Pollet, à Paris; Charles Tiberghien, fabricant de draperie, à Tourcoing; Emile Tiberghien, industriel, à Tourcoing; Wallotte, à Paris; Winkler, à Epinal.

12° Banques diverses

Nous avons étudié en détail le développement des

principales banques de la région du Nord, dont il est possible d'obtenir des renseignements et des chiffres sur lesquels on puisse s'appuyer pour juger l'ordre de grandeur de leur activité. Nous avons également fait une place à part aux banques Joire et Robert, malgré leur caractère privé, en raison de leur importance. Il nous reste à citer, pour être complets, les noms d'autres établissements du Nord et du Pas-de-Calais, de moindre importance et sur les résultats desquels il est impossible d'avoir des précisions. La plupart ne se livrent d'ailleurs qu'à des opérations de Bourse. Ce sont : La Banque Eugène Grilhot, fondée en 1900 à Arras, et qui possède des bureaux à Abbeville et au Crotoy; la Banque Achille Picavez fondée en 1902 à Lille; les banques André Callens, à Lille; Alfred Deswaf, à Lille, Marcel Eysenbout, à Lille, Liagre Dujardin, à Lille, Larrieu et Monnoye à Lille et Paris, Pajot et Lefebvre à Lille, Wastiaux à Lille, Naessens et Martin à Roubaix, Mangin à Roubaix, Pajot et Cozette à Roubaix; enfin, la Banque de MM. Gosselin Huret et Cie à Boulogne-sur-Mer, avec ses agences de Ardres, Audruicq, Licques et Marquise; la Banque Tiquet-Remont à Bapaume, et la Banque Woussen-Castrique à Saint-Omer.

Section II

La place des banques régionales et locales dans l'organisation bancaire de la région du Nord Leur évolution

Il y a un siècle, la circulation des capitaux était, comme le commerce et l'industrie, presque uniquement locale. Aussi les banques locales étaient-elles aux débuts du XIX^e siècle les seules distributrices du crédit dans nos provinces. Dans la région du Nord la plus ancienne d'entre elles, la Banque Adam de Boulogne-sur-Mer, remonte aux dernières années du XVIII^e siècle. Puis, après les guerres de l'Empire, au moment où la paix permit une reprise des affaires plusieurs banques se fondèrent : la Banque Dupont en 1819 à Valenciennes, la Banque J. Joire en 1826 à Tourcoing, plus tard la Banque A. Scalbert à Lille en 1837.

Mais c'est à partir de 1848 que le mouvement de création de banques s'accrut : « La crise commerciale et financière qui coïncida avec la chute du gouvernement de Louis Philippe, la disparition à peu près complète du crédit au milieu d'un profond bouleversement économique à une période où des besoins considérables de capitaux allaient se faire sentir, les doléances du commerce parisien, tout cela incita le gouvernement provisoire à décider, par un décret du 7 mars 1848, la création dans toutes les villes industrielles et

commerciales de France d'un Comptoir d'Escompte (1). » Telle fut l'origine du Comptoir d'Escompte de l'Arrondissement de Lille, créé en 1848 et devenu le Crédit du Nord, et du Comptoir d'Escompte de Dunkerque créé la même année et devenu la Banque Petyt. Sous le II^e Empire, les besoins de crédit, l'influence des campagnes saint-simoniennes en faveur de son organisation, amenèrent la fondation de nouveaux établissements : La Banque Verley-Decroix ou Caisse commerciale de Lille en 1858, la Banque Hamoir Piérard et Cie devenue Piérard Mabilie et Cie à Valenciennes en 1858, la Banque Robert à Arras en 1868.

Ces banques ont été dans toute la première moitié du XIX^e siècle les seuls organes du marché financier local « vivant de lui et le faisant vivre » suivant l'expression de M. Brocard.

Quand la Banque de France commença à établir des succursales en province (2), leur réseau se superposa à l'organisation locale déjà existante. Il s'établit entre eux une collaboration des plus utiles. On a quelquefois reproché à la Banque de France d'avoir, par le développement de ses succursales, contribué à la disparition des banques locales. Il est certain que la création d'une de ces succursales en rendant une place bancaire permet les recouvrements sans frais sur cette place et supprime ainsi les commissions que les ban-

(1) André Théry, *Les grands établissements de crédit français avant, pendant et après la guerre*, pages 19-20.

(2) La Banque de France s'établit à Valenciennes en 1846. En 1848, elle s'installe à Lille en absorbant la Banque d'émission de Lille fondée en 1836.

quiers locaux percevaient sur les effets remis à l'encaissement par leurs correspondants des autres places (1). Or, le nombre des places bancables (sièges de succursales ou de bureaux auxiliaires, ou villes rattachées) s'est sans cesse accru. De 264 en 1897 il était passé à 583 en 1913. Néanmoins, cet inconvénient, celui aussi qui peut résulter de l'escompte direct fait par la Banque, est largement compensé par l'aide accordée par les succursales de la Banque de France aux Banques locales en ce qui concerne le réescompte de leur portefeuille et la mobilisation de leurs avances.

Mais des adversaires plus dangereux pour les banques de province devaient se présenter. Dès la seconde moitié du xix^e siècle, le marché régional tend à s'élargir de plus en plus. Les échanges de produits ne se font plus entre producteurs de la même agglomération ou région, mais entre tous les points du territoire et même entre les diverses nations. Le marché devient mondial. C'est alors que certains banquiers eurent l'idée d'organiser une circulation nationale et internationale des capitaux, de recueillir les capitaux disponibles dans toutes les parties de la France pour les employer eux-mêmes en opérations à court terme, ou encore pour en conseiller le placement, sur les marchés où le besoin s'en ferait sentir. Dans leur pensée, la France n'étant pas susceptible d'un très grand déve-

(1) Roth le Gentil, *Le mouvement de concentration des banques en France*, pages 38-39.

loppement industriel il était même désirable que ses épargnes fussent employées au dehors et que notre pays devint ainsi « le banquier du monde ». Tel fut le but des grands établissements de crédit dans leur programme d'extension par toute la France. C'est surtout à partir de 1870 que la Société Générale, puis le Crédit Lyonnais et plus tard le Comptoir National d'Escompte le réalisèrent d'année en année, si bien qu'en 1912 les principales sociétés de crédit parisiennes possédaient 1.350 succursales en province. La concurrence fut rude et fit tout d'abord fléchir certaines banques locales. Elle survenait à une époque où précisément les épargnants urbains et ruraux prenaient goût aux valeurs mobilières. En effet « le développement des grandes sociétés de crédit est intimement lié au développement pris à la fin du siècle dernier par les valeurs mobilières et plus spécialement par les fonds d'Etat (1). ». Or, les succursales des grandes banques rendaient en cette matière de très grands services aux capitalistes, tandis que le banquier local négligeait le plus souvent la branche « titres ». Aussi de nombreux banquiers particuliers virent-ils les chiffres de leurs dépôts s'abaisser (2).

La concurrence allait être plus vive encore sur le terrain de l'escompte où les établissements de crédit, en raison du faible intérêt servi à leurs déposants, étaient à même de faire des conditions particulièrement avan-

(1) et (2) Roth le Gentil, *op. cit.* pages 27 et 28.

tageuses (1). Aussi n'est-il pas surprenant que dans beaucoup de régions de la France les banques locales aient disparu. Dans le Nord même, on en cite plusieurs. C'est ainsi que le Crédit Lyonnais s'installa à Calais lorsque toutes les banques locales y eurent sombré. De même, les petits escompteurs qui existaient autrefois dans la plupart des cantons et qui pratiquaient d'ailleurs des taux très élevés ne purent résister à la concurrence. Mais les banques locales solides et importantes, comme celles dont nous avons fait l'historique, étaient trop étroitement liées au développement du commerce et de l'industrie pour ne pas survivre, s'adapter et prospérer.

Leur premier moyen de défense fut l'association. En 1881, fut constituée l'Union des Banquiers des Départements dont le but était surtout de créer un centre d'études et de renseignements pour résister à l'envahissement de la province par certains

(1) Ces conditions défiaient en effet à certaines époques toute concurrence. Nous tenons du directeur d'une succursale de la Banque de France, le fait suivant : Un industriel d'une grande ville du Nord reçut un jour une communication téléphonique du directeur de l'agence d'un Etablissement de crédit lui demandant s'il n'avait pas de papier à lui remettre car il pourrait lui accorder un taux extrêmement avantageux. De fait, celui-ci était si bas que l'industriel, désireux d'en profiter, et n'ayant pas de papier en portefeuille, tira sur un banquier local auquel il demanda son acceptation et escompta cet effet à l'agence de l'Etablissement de Crédit. Le taux de l'escompte, augmenté de celui de la commission prise par le banquier local pour son acceptation, était encore bien inférieur au taux auquel l'industriel aurait pu se procurer des fonds sous forme d'avances.

certain établissements de Paris, tout en restant étroitement unis à ceux qui respectent la clientèle des Banques de province.» En 1889, le Syndicat des Banquiers de province fut fondé pour étudier les affaires qui pouvaient intéresser ses adhérents et faciliter leur participation à des syndicats d'émission de titres. Au Congrès de 1909, M. Achille Adam, de Boulogne-sur-Mer, constatait qu'il groupait déjà quatre cents maisons de banque. Enfin, en 1904, on créa la Société centrale des Banques de province, qui devint l'organe exécutif du syndicat, surtout en ce qui concerne la participation aux grands emprunts.

Mais la meilleure méthode de défense contre la concurrence des Etablissements de crédit la banque locale la trouva dans l'extension régionale. « La grande banque, a dit Saurel, ne travaille pas à moindre frais, mais davantage (1). » Pour travailler davantage, pour accroître son chiffre d'affaires, la banque locale, qui possède des ressources suffisantes, va créer des succursales dans sa région où, dit M. Germain Martin, « elle est connue, où elle a des relations personnelles, où elle peut apprécier les qualités des hommes qui recherchent du crédit (2). »

Cette extension s'est faite en plusieurs étapes. Le plus souvent, la banque locale commence par installer des bureaux auxiliaires à proximité immédiate de sa

(1) Saurel, *Sociétés de crédit contre Banques locales*.

(2) M. Germain-Martin. Préface de « *Banques régionales et banques locales* » (édité par la France Economique et Financière) p. 6.

ville d'origine. La région du Nord se divise, en effet, nous l'avons vu, en plusieurs sous-régions. Dans chacune d'elles, les villes principales comme Lille, Arras, Valenciennes, Dunkerque, Boulogne sont des centres autour desquels un certain nombre d'agglomérations est groupé. Les banques de ces villes ont ainsi une sorte de rayon naturel d'expansion où elles peuvent fonder leurs premières agences, sans se faire concurrence entre elles. Mais le mouvement s'étendit et devint bientôt tout à fait régional. Plusieurs banques ouvrirent des guichets dans toutes les villes importantes du Nord et du Pas-de-Calais et même en dehors de ces deux départements. Le plus souvent, elles procédèrent par fondations nouvelles, mais parfois elles reprirent des petites banques qui n'avaient pas la même force de résistance et d'expansion. Elles agirent vis-à-vis de celles-ci comme ont agi souvent les sociétés de crédit et en particulier le Comptoir National d'Escompte. C'est ainsi que, en 1898, la Banque Piérard Mabilie reprit à Saint-Amand la maison Plichon-Havez; en 1905, la Banque Dupont absorba la Caisse commerciale du Quesnoy et, en 1910, la Banque Roth-le-Gentil, de Cambrai; en 1913, le Crédit du Nord reprit la Banque Devilder et ses succursales; depuis la guerre, la Banque générale du Nord (ancienne Banque Verley-Decroix) après fusion avec la Banque centrale de Maubeuge, a pris la suite des affaires de la Banque Musson et Brailon de Saint-Quentin, de la Banque centrale de la Bresle, de la Banque Peltier de Neufchatel en Braye, de la Banque Bignon, d'Abbeville. L'expansion des ban-

ques locales commencée dès la fin du XIX^e siècle s'est fortement accentuée depuis la guerre. Le tableau suivant nous en montrera les étapes pour les plus importantes banques du Nord.

BANQUES	Nombre de Succursales, Comptoirs et Bureaux en :				
	1880	1890	1900	1914	1923
Crédit du Nord.....	3	4	5	36	130
Banque Générale du Nord....	3	9	13	21	127
Banque Dupont.....	2	2	2	7	17
Banque Adam.....	»	»	»	29	64
Banque Piérard Mabille.....	»	1	3	3	8
Banque Régionale du Nord..	»	»	»	»	3
Banque Scalbert.....	»	»	»	»	7
Banque Petyt.....	»	»	1	3	8
Total.....	8	16	24	99	364

« Grâce au développement de leur action, dans plusieurs villes d'une même région, ces banques arrivent à diversifier leurs risques, sans toutefois perdre contact avec les individus. Même les banques ayant de nombreuses succursales tiennent à placer à la tête de leurs services des hommes nés dans la contrée où la succursale fonctionne, afin que l'appréciation du crédit personnel des clients soit à la base des relations d'affaires (1). »

Certaines banques du Nord ont pris un développe-

(1) M. Germain-Martin, *Les problèmes du crédit en France*, page 224.

ment tel qu'elles n'ont plus guère de traits communs avec les anciennes banques locales et que l'on se demande si l'expression de « banque régionale » est assez large pour les désigner. Cette évolution de la banque locale, même quand elle n'a pas été poussée aussi loin, ne s'est pas faite sans une certaine altération de ses caractères originels. Autrefois, la banque locale était un établissement privé, propriété personnelle de son chef, ou de quelques associés généralement pris dans la même famille. Cette sorte de banque tend de plus en plus à disparaître. Depuis longtemps déjà, les banques du Nord revêtaient de préférence la forme de société en commandite par actions, où les commandités se succédaient d'ailleurs de père en fils, gardant à la maison son caractère et ses traditions familiaux. Plus tard, et surtout depuis la guerre, c'est vers la société anonyme qu'évoluèrent les banques locales les plus importantes du Nord : la Banque Adam en 1906, la Banque Dupont en 1918, la Banque Verley-Decroix en 1919, les banques Scalbert et Petyt en 1920 se transformèrent en sociétés anonymes. Il faut toutefois remarquer que les anciens chefs de la maison y conservent en général une part d'intérêt prépondérante : ils en demeurent les maîtres, mais non plus les maîtres absolus. La Banque J. Joire de Tourcoing, la Banque Robert d'Arras demeurent les seuls représentants importants de l'ancien type de banque locale privé. La banque Piérard, Mabille et Cie a également, malgré son développement conservé depuis sa fondation la forme de commandite par actions.

De plus, dès 1908, M. Baréty avait signalé une certaine « tendance des banques locales à entrer dans la sphère d'influence d'un établissement plus puissant (1). » Il faut dire que cette tendance n'a fait que s'accroître et tout particulièrement dans la région du Nord, à la faveur du développement rapide des banques locales, que celles-ci n'ont pas toujours pu réaliser par leurs propres moyens. La transformation des banques locales en sociétés anonymes a facilité la prise de parts d'intérêts plus ou moins importantes par les grands établissements financiers. La lecture de la composition des conseils d'administration est instructive à cet égard. Cela constitue une sorte d'alliance entre la grande banque et la banque locale, la puissance financière de l'une venant fortifier les avantages que l'autre tient de sa connaissance intime du milieu dans lequel elle opère. Cette collaboration peut être féconde à condition que la banque locale ou régionale conserve une bonne part de son indépendance et garde les caractères qui font sa force et son utilité, qu'elle n'évolue pas en simple succursale d'un établissement de crédit.

Aujourd'hui, au terme de l'évolution que nous venons d'étudier, l'organisme bancaire de la région du Nord comporte trois catégories d'établissements :

La Banque de France qui reste avant tout l'établissement de réescompte, bien qu'elle fasse de plus en plus d'escompte direct, et qui est de plus le grand encais-

(1) M. Baréty, *L'évolution des banques locales*.

seur pour le compte des autres banques. Sur chaque place de la région du Nord, la succursale de la Banque de France est de la sorte, pour ainsi dire, la régulatrice du crédit. A côté d'elle, se trouvent des banques régionales plus ou moins développées, mais toutes fortement constituées, chacune d'elles tenant généralement la place prépondérante dans son lieu d'origine, bien qu'elles commencent à se faire concurrence entre elles. Elles sont les meilleurs soutiens de l'industrie et du commerce locaux auxquels elles accordent d'une façon prudente mais libérale le crédit à échéance moyenne, plus ou moins indéterminée, et parfois à découvert. Ainsi n'est-il pas étonnant que les banques locales aient si bien résisté et prospéré dans la région du Nord, région de production et d'entreprises personnelles. Elles se partagent avec les succursales des établissements de crédit, troisième organe du marché, la distribution du crédit à court terme au moyen de l'escompte des effets de commerce, et les opérations de Bourse pour le compte des particuliers capitalistes.

Le marché financier de la région du Nord est donc parfaitement outillé pour satisfaire aux besoins régionaux; il est, en outre, en relations étroites avec les autres marchés et spécialement avec le marché parisien; nous devons insister un peu sur ce point.

La présence dans le Nord de ces succursales des grands établissements de crédit parisiens y fait affluer de tous les points de la France les capitaux dont la région a besoin, surtout en matière de crédit à court terme

sous forme d'escompte. De même, par le moyen de la Banque de France et grâce à l'aide qu'elle prête aux banques locales du Nord, celles-ci font profiter les industries de leur région des capitaux empruntés à la circulation nationale toute entière.

Entre le marché parisien et de nombreux banquiers du Nord avec lesquels il forme une sorte de syndicat le Crédit industriel et commercial établit un lien. Longtemps, il fut le seul représentant de ces banquiers à Paris, mettant tous ses services à leur disposition et devenant pour eux une sorte de caisse centrale. Il faisait exécuter leurs ordres de bourse, leur consentait des avances sur titres, des escomptes de papier dépiacé à des taux réduits; il recouvrait leur papier sur toute la province; il les faisait profiter de son service d'assurance contre le risque de non-vérification des tirages et de remboursement au pair, leur ristournant une partie de la commission prélevée pour ces opérations. Les banquiers syndiqués avaient une compte-courant au Crédit industriel et commercial et pouvaient opérer des virements d'un compte à l'autre.

« De plus, le Crédit industriel se chargeait pour les membres du syndicat de toutes les opérations sur titres: souscriptions, échanges et renouvellements de titres, versements, conversions, mutations et transferts, encaissement de coupons, etc. Enfin, dans les émissions publiques auxquelles le Crédit Industriel coopérait, il cédait une part de ses participations aux banquiers syndiqués qui voulaient bien s'engager (1). »

(1) Roth le Gentil, *op. cit.*, p. 123-124.

De son côté, le banquier local, pour placer une émission de valeurs régionales dont il se chargeait, recevait l'appui du Crédit Industriel et Commercial. C'est avec sa collaboration, par exemple, que la Banque Dupont plaça en 1905 l'emprunt des Mines de Béthune.

Le Crédit Industriel et Commercial qui s'était volontairement abstenu de créer des succursales en province laissait d'ailleurs la plus grande indépendance aux banques locales avec lesquelles il collaborait. Depuis la guerre, il a été amené à aider plusieurs d'entre elles dans leurs augmentations de capital et transformation en sociétés anonymes. Ce fut le cas, par exemple, pour la Banque Dupont et la Banque Scalbert, dans le Conseil d'administration desquelles il est représenté.

La Société centrale des Banques de province est l'autre organe de liaison entre les banquiers du Nord et les autres marchés. Son rôle aurait pu être des plus intéressants si, laissant à ses adhérents la plus grande autonomie en ce qui concerne la distribution du crédit personnel, elle avait su resserrer les liens qui les unissaient et assurer la collaboration des divers marchés de province pour l'émission des valeurs régionales. Par son intermédiaire, les capitalistes des régions dénuées d'industries se seraient intéressés aux valeurs des grandes régions industrielles du Nord et de l'Est. Certes, elle publiait d'intéressants renseignements sur les valeurs régionales, elle collaborait à leur circulation, quelquefois même à la préparation de leur émis-

sion. Mais, en général, la Société centrale des Banques de province s'est fort peu préoccupée d'être cet organe interrégional; elle a été surtout le représentant à Paris des banquiers affiliés au Syndicat des Banquiers des Départements. Elle leur permit ainsi de participer aux grandes émissions publiques en adhérant aux syndicats de garantie ou en souscrivant ferme à un certain nombre de titres. C'est ainsi qu'elle a pris part : en 1905, aux emprunts Ottoman, Crédit Foncier Egyptien 3 p. 100, Indo-Chine 3 1/2 p. 100, Japonais 4 p. 100, conversion roumaine; en 1906, aux emprunts Russe 5 p. 100, conversions oblig. ottomanes 1890, rente italienne 5 p. 100, communales 1880, et la même année elle a procédé directement à l'émission d'obligations et actions du Chemin de fer des Alpes Bernoises; en 1909, elle enleva de haute lutte l'emprunt Danois 1909 « sous l'œil étonné d'adversaires surpris de sa puissance et de sa cohésion (1) ».

Le capital de la Société centrale des Banques de province fut porté en 1912 de 50 à 100 millions et elle devint une banque indépendante. On lui a reproché d'avoir détourné les banques de province de leur fonction régionale, car les emprunts dont elle s'occupa furent surtout des emprunts étrangers, mais elle les aida du moins à subsister en leur faisant réaliser des profits.

Mais, pendant la guerre, grisée par les gains que lui

(1) Roth le Gentil, *op. cit.*, p. 118. Discours de MM. Petit et Adam au Congrès de 1909.

procurait l'élévation des changes sud-américains, la Société centrale évolua d'une façon imprudente. Elle crut pouvoir remplir les fonctions incompatibles de banques d'affaires et d'émissions et de banque de dépôts ayant plusieurs succursales dans Paris, mais ne possédant pas des réserves suffisantes. En 1921, elle fut mise en difficulté. Elle reçut alors l'aide des Etablissements de crédit et des principales banques françaises (1) et aujourd'hui, portée au capital de 200 millions et sous une direction nouvelle, elle paraît devoir reprendre la voie logique qui lui fut tracée à son origine. « Toutefois, la période difficile qu'elle a traversé n'a pu affecter profondément des firmes qui avaient une existence indépendante et une activité dans un domaine différent de la Société centrale (2).

Enfin, il faut signaler que toutes les banques du Nord se sont, les unes après les autres, mises en relations directes avec Paris en y créant des succursales. Pen-

(1) « Les pouvoirs publics nous ont appelés, concurremment avec tous les grands Etablissements de Crédit et les principales maisons françaises de banque, à apporter notre concours à la Société Centrale des Banques de Province. Il peut être utile de rappeler ici que, malgré des souvenirs communs et déjà anciens, notre Banque n'est attachée à cet Etablissement par aucun lien financier. Comme tous nos confrères invités à une œuvre commune, nous n'avons pas cru cependant devoir refuser l'effort qui nous était demandé pour éviter une défaillance dont les répercussions eussent été d'une gravité considérable pour l'ensemble du marché français. (Rapport du Conseil d'administration de la Banque Adam, exercice 1921).

(2) M. Germain-Martin, *Préface de « Banques Régionales et banques locales »* édité par la « France économique et financière », p. 9.

dant la guerre notamment, toutes celles qui ne possédaient pas encore leur agence parisienne furent amenées à la créer pour satisfaire aux besoins de leurs clients qui avaient fui les régions envahies pour se réfugier en France libre.

Les rapports entre la place de Paris et les organismes bancaires de la région du Nord deviennent ainsi plus étroits.

CHAPITRE III

L'activité des banques régionales et locales de la région du Nord jusqu'à la veille de la guerre de 1914

En étudiant l'activité des banques régionales et locales de la région du Nord non seulement nous indiquerons de quelle manière et par quelles opérations elles sont venues en aide au commerce et à l'industrie, mais encore nous essayerons de préciser l'ordre de grandeur de cet appui financier. Les chiffres qu'il est possible de recueillir auprès des banques locales sont malheureusement très incomplets. Etant donné leur caractère privé, beaucoup de ces banques ne publiaient même pas un bilan de fin d'année (1). De plus, les perturbations causées par la guerre et l'occupation allemande dans les archives des Banques du Nord y rendent les recherches particulièrement difficiles.

(1) En raison du caractère privé de la plupart des Banques du Nord avant la guerre, nous ne pourrions dans la plupart des cas utiliser les chiffres qu'elles nous ont confiés et qui n'étaient pas destinés à être publiés, qu'en les présentant sous forme de résultats globaux concernant l'ensemble de ces banques ; ce n'est qu'exceptionnellement que nous pourrions les détailler banque par banque.

Le commerce de banque consistant essentiellement à emprunter pour prêter, l'étude de l'activité des banques de la région du Nord comporte d'abord l'examen des ressources dont elles disposaient et ensuite celui de l'emploi qu'elles faisaient de leurs capitaux.

1° *Les ressources*

a) *Le capital*. — Les premières ressources d'une banque sont constituées par son capital. Il est difficile de se rendre compte exactement de l'importance du capital global des banques du Nord, plusieurs banquiers privés n'indiquant pas de capital. Leur capital c'était leur fortune personnelle, dont une partie, d'ailleurs, variable, était engagée dans les opérations de leur banque; celle-ci pouvait ne pas avoir de capital propre, ou tout au moins celui qui lui était attribué, dans un but purement comptable, n'obéissait pas au principe de fixité qui régit le capital des sociétés et, le plus souvent, il était inconnu du public.

Voici, à plusieurs époques successives, quel était le capital nominal et le capital versé des six principales banques de la région du Nord :

Capital nominal des 6 principales Banques de la Région du Nord,

BANQUES	1870	1880	1890	1900	1913
Crédit du Nord....	20.000.000	20.000.000	20.000.000	30.000.000	60.000.000
Verley, Decroix....	5.000.000	10.000.000	20.000.000	20.000.000	20.000.000
Dupont....	10.000.000	10.000.000	10.000.000	20.000.000	20.000.000
Piérard, Mabilles....	4.000.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	10.000.000
Banque Régionale du Nord.		4.000.000	4.000.000	8.000.000	8.000.000
Petyt.....	1.847.000	2.000.000	2.410.800	4.220.000	7.000.000
Total....	40.847.000	50.000.000	60.410.800	92.220.000	125.000.000

Capital versé des 6 principales Banques de la Région du Nord

BANQUES	1870	1880	1890	1900	1913
Crédit du Nord....	5.000.000	15.000.000	15.000.000	12.000.000	15.000.000
Verley, Decroix....	2.500.000	5.000.000	10.000.000	10.070.000	10.070.000
Dupont....	4.000.000	4.000.000	4.000.000	8.000.000	8.000.000
Piérard, Mabilles....	1.500.000	1.500.000	2.000.000	2.500.000	2.500.000
Banque Régionale du Nord.		1.000.000	1.000.000	2.000.000	4.000.000
Petyt.....	923.500	1.500.000	2.410.800	4.220.000	4.900.000
Total....	13.923.500	28.000.000	34.410.800	38.790.000	44.470.000

Pour l'ensemble des banques régionales et locales du Nord, il semble que le chiffre de leur capital en 1913 ne doive pas être évalué à moins de 150 millions dont 50 millions environ versés; il avait triplé depuis 1870.

Cette progression constante du capital de ces banques est remarquable, les augmentations successives furent motivées par le développement de la clientèle, l'exécution des programmes d'expansion, « la nécessité de maintenir un certain rapport entre le chiffre du capital et celui des dépôts, et la concurrence des Sociétés de Crédit qui se prévalaient de disposer des gros capitaux pour inspirer confiance » (1).

b) *Les réserves.* — A côté du capital, il faut ranger, dans les ressources propres des banques, les réserves qu'elles constituent à l'aide de prélèvements sur les bénéfices ou des primes à l'émission de leurs actions. Elles figurent pour un chiffre important et sans cesse croissant au passif des banques du Nord. Pour les six banques citées plus haut, voici quelle en a été la progression :

1890.....	3.400.000
1900.....	6.550.000
1913.....	39.210.000

ce qui donne, en 1913, une proportion de 30 p. 100 par rapport au capital nominal.

c) *Les bénéfices.* — Ce qui montre la prospérité des banques locales dans la région du Nord avant la guerre, c'est qu'elles ont pu constituer ces importantes réserves tout en distribuant des dividendes qui, en général,

(1) Rapport du Conseil de Surveillance de la Banque Piérard, Mabilie, en 1893.

furent compris entre 5 p. 100 et 10 p. 100 et atteignirent quelquefois des taux plus élevés (1).

d) *Les ressources provenant des tiers : les dépôts.* — Les ressources provenant des tiers figurent dans les bilans des banques, au passif, sous diverses rubriques : comptes de dépôt, comptes courants créditeurs, comptes à terme, bons de caisse.

Beaucoup de banques de province ne faisaient pas autrefois, et quelques-unes ne font pas encore actuellement, dans leur bilan, de distinction entre les comptes courants créditeurs et les comptes de dépôt. Il est difficile d'établir théoriquement une distinction entre ces deux catégories de comptes. La définition juridique du compte courant donnée par MM. Lyon-Caen et Renault : « contrat par lequel deux personnes, en prévision des opérations qu'elles feront ensemble et qui les amèneront à se remettre des valeurs, s'engagent réciproquement à laisser perdre aux créances qui en résulteront leur individualité en les transformant en articles de crédit et de débit, de façon à ce que le solde résultant de la compensation finale de ces articles soit seul exigible » est une définition également applicable à ce qu'on appelle en termes bancaires « comptes courants » et « comptes de dépôts » (1). Mais, pratique-

(1) Citons, à titre d'exemple les dividendes distribués par le Crédit du Nord dans les douze années qui précédèrent la guerre : 1901 : 5 0/0 ; 1902 : 5 0/0 ; 1904 : 5 1/2 0/0 ; 1905 : 6 0/0 ; 1906 : 7 0/0 ; 1907 : 7 1/2 0/0 ; 1908 : 8 1/2 0/0 ; 1909 : 9 0/0 ; 1910 : 14,40 0/0 ; 1911 : 14,40 0/0 ; 1912 : 15,20 0/0.

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité élémentaire de Droit Commercial*.

ment, la distinction est plus facile. Les comptes courants sont des comptes ouverts aux industriels ou commerçants, qui reçoivent des remises provenant de dépôts de fonds et surtout de recouvrements ou escompte d'effets de commerce. Ils sont souvent accompagnés d'une ouverture de crédit. Le compte de dépôt est au contraire ouvert à un particulier et reçoit surtout des versements en espèces et le produit des encaissements de coupons. Théoriquement, il ne peut devenir débiteur. En fait, les banquiers qui ne font apparaître dans leur bilan qu'un seul article pour tous leurs créditeurs, les distinguent dans leur comptabilité suivant leur catégorie. Autrefois, ils les divisaient en « comptes commerçants » et « comptes capitalistes » et aujourd'hui en « comptes courants » et « comptes de dépôt ». Il y a un double intérêt à connaître la proportion respective des comptes courants et des comptes de dépôt dans les comptes créditeurs. En premier lieu, bien que les fonds soient en principe dans les deux cas exigibles à vue, il y a une différence dans leur stabilité. Dans des circonstances économiques fâcheuses, le commerçant sera moins prompt à se laisser troubler par les nouvelles pessimistes; du moins, hésitera-t-il à retirer ses fonds pour ne pas rompre le contrat qui le lie au banquier et qui lui offre certains avantages. De plus, le banquier peut mieux calculer et prévoir les retraits sur les comptes courants qui ont des mouvements plus réguliers que les comptes de dépôt. Autrefois, au contraire, les comptes de capitalistes pouvaient être plus stables que les comptes de commerçants. Certains amis et parents du banquier lui confiaient une partie de leur

fortune à gérer, moyennant un intérêt fixe. Ces dépôts offraient beaucoup plus de fixité que les actuels dépôts à vue, qui ne comprennent que les disponibilités momentanées des particuliers, toujours prêts à les utiliser pour régler les dépenses par chèques ou donner des ordres de bourse.

La distinction entre les comptes courants créditeurs et les comptes de dépôt permet, en outre, de mieux se rendre compte du genre de clientèle et d'opérations qui font vivre la banque. Dans les banques locales, la proportion des comptes de commerçants est plus forte que dans les grandes banques parisiennes. En 1913, les comptes de dépôt attaquaient 50 p. 100 des comptes courants créditeurs dans trois importantes banques du Nord, dont les bilans permettent de faire cette distinction, tandis que dans les trois établissements de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte) les comptes de dépôt atteignaient 66 p. 100 des comptes courants créditeurs. Les banques locales étaient donc davantage les banques du commerce que les banques des capitalistes.

En ce qui concerne la stabilité des dépôts, elle est surtout réalisée par les comptes à terme. Le solde créditeur de ceux-ci ne constitue pas, en effet, un passif immédiatement exigible et le banquier peut, non pas l'immobiliser, mais le placer à plus long terme, ce qui, pour le banquier local, qui pratique largement les avances, est particulièrement intéressant.

Les fonds peuvent être déposés à terme chez le banquier sous diverses formes. Tantôt sous la forme de comptes à préavis, c'est-à-dire de comptes de dépôts

dont les fonds ne sont exigibles qu'après un préavis de trois mois, six mois, un an suivant les conventions. Tantôt c'est sous la forme de bons de caisse, délivrés par la Banque et qui sont à échéance variable de un an, deux ans, trois ans ou même davantage. Autrefois, les banques locales émettaient beaucoup de ces bons de caisse, qui étaient un placement recherché des capitalistes de province. Aujourd'hui, cette forme tend plutôt à disparaître, et celle du compte à préavis à l'emporter. La banque locale a le plus grand intérêt à rechercher les comptes remboursables à terme, dont l'utilité est de « servir de contrepoids aux opérations financières et aux avances qui ne sont pas aussi facilement mobilisables que les effets de commerce (1) ». Les banques de la région du Nord n'ayant pas en général l'habitude de distinguer dans leurs bilans les comptes à terme des autres comptes créditeurs, il est impossible de chiffrer l'importance des fonds déposés à terme. Ils atteignaient dans certaines banques une proportion importante des dépôts. C'est ainsi par exemple qu'au 31 décembre 1913 les deux banques Dupont, de Valenciennes et Adam, de Boulogne, avaient à leur passif :

21.272.400 francs de bons de caisse et créditeurs à échéance pour 65.683.801 francs de comptes courants créditeurs et comptes de dépôts à vue, soit une proportion de 32 p. 100 environ des premiers par rapport aux seconds.

(1) M. Saurel, *Sociétés de Crédit contre Banques locales*.

Voyons, maintenant, quel pouvait être l'ordre de grandeur des ressources totales dont disposaient les banques de la région du Nord du fait des tiers : comptes courants créditeurs, comptes de dépôts, comptes à préavis, bons de caisse. Pour les sept principales banques : le Crédit du Nord, la Banque Régionale du Nord, les Banques Verley-Decroix, Dupont, Piérard-Mabille, Scalbert et Petyt, nous avons les chiffres suivants :

1900..... 217.600.000 francs

1913..... 325.800.000 »

soit une augmentation de 50 p. 100 environ. En ajoutant aux chiffres de 1913 ceux de la Banque Adam, nous obtenons le total de 371.300.000 francs.

Le total des ressources dont disposaient les banques locales du Nord en 1913, capital et ressources provenant des tiers, devait donc être compris entre 400 et 500 millions de francs.

Ici, se place la question importante de savoir si la banque locale du Nord travaillait avec son capital propre dans une proportion plus forte que ne le faisaient les établissements de crédit.

Pour les sept banques dont nous connaissons à la fois le chiffre du capital et celui des comptes créditeurs en 1913, c'est-à-dire pour le Crédit du Nord, la Banque Générale du Nord, les Banques Verley-Decroix, Dupont, Piérard-Mabille, Petyt et Adam, nous avons les résultats suivants :

Capital nominal..... 150.000.000 francs

Capital versé..... 54.000.000 »

Créditeurs. 345.000.000 »

Pour les quatre grands établissements de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte, Crédit Industriel et Commercial), nous obtenons, en 1913, les chiffres suivants :

Capital nominal.....	1.050.000.000	francs
Capital versé	725.000.000	»
Créditeurs.	5.660.100.000	»

Les grandes banques assuraient donc leurs opérations avec les fonds de leurs déposants jusqu'à concurrence de 88 p. 100 et seulement pour 12 p. 100 avec leur capital versé.

Or, dans les banques du Nord, la proportion est également de 86 p. 100 environ pour les créditeurs et 14 p. 100 pour le capital versé. On peut donc dire que les banques du Nord, comme les grandes sociétés de crédit travaillent surtout avec les capitaux qui leur sont confiés. Mais la différence apparaît quand on considère non plus le capital versé, mais le capital nominal. La proportion du capital nominal est beaucoup plus forte dans les banques locales que dans les grandes banques par rapport aux comptes créditeurs.

Cette proportion était dans les quatre établissements de crédit, en 1913, 1.050.000.000 francs de capital nominal pour 5.660.100.000 francs de créditeurs, soit 18 p. 100; dans les sept banques du Nord citées plus haut, elle était de 150 millions de francs de capital nominal pour 345 millions de créditeurs, soit environ 43 p. 100.

Il faut en conclure qu'en ce qui concerne les emplois, les banques du Nord se servent comme les Sociétés de

Crédit davantage de leurs dépôts que de leurs ressources propres effectives (capital versé). Il n'est donc pas exact de dire qu'elles travaillent surtout avec leurs capitaux propres, comme on le dit souvent, d'une façon un peu hâtive, des banques locales. Mais comme les emplois de ces banques sont moins mobiles, moins facilement réalisables que ceux des grandes banques, ils ont en regard une beaucoup plus forte proportion de capital nominal, celui-ci pouvant être mis à la disposition des banques dès que le besoin s'en fait sentir.

2° *Les emplois*

Comment étaient employées ces ressources diverses dont disposaient les banques du Nord, et quel aide accordaient-elles au commerce et à l'industrie de leur région ? C'est l'étude de l'actif de leurs bilans qui nous renseignera sur ce point et nous allons en passer en revue les principaux postes : Encaisse, portefeuille effets, comptes-courants débiteurs, acceptations avals et cautionnements, portefeuille, titres et participations.

a) *Encaisses*. — Une première remarque s'impose ici qui est à l'avantage de nos banques locales, du moins quand leur extension régionale n'avait pas encore pris toute son ampleur. Le nombre assez restreint de leurs agences leur permettait d'avoir des encaisses beaucoup plus réduites comparativement aux exigibilités immédiates, que les établissements de crédit, dont chaque agence devait avoir une encaisse importante. Il y avait donc ainsi dans les banques locales

moins de sommes soustraites à des emplois lucratifs. C'est que la concentration bancaire se traduit en définitive par une dispersion en agences qui a des inconvénients dont la multiplication des encaisses est un des principaux.

M. Saurel (1) signale qu'en faisant une moyenne d'après les bilans dans les six exercices 1894-1899, les encaisses comparées aux exigibilités immédiates donnent la proportion suivante :

Crédit Lyonnais : 12,9 p. 100.

Comptoir d'Escompte : 11 p. 100.

Crédit du Nord : 8,2 p. 100.

Banque Régionale du Nord : 2,8 p. 100.

La proportion de l'encaisse est dans les banques en raison inverse du développement de leur réseau d'agences.

b) *L'escompte*. — Un des principaux emplois que les banquiers locaux font des capitaux dont ils disposent est l'escompte des effets de commerce sur place ou déplacés, et des warrants. Ces titres fiduciaires entrent dans le portefeuille de la banque, dont le bilan nous donne la situation en fin d'exercice.

Le portefeuille des Banques de la région du Nord a suivi une progression marquée dont les chiffres suivants peuvent donner une idée.

Pour les sept importantes banques suivantes : Crédit du Nord, Banque Régionale du Nord, Verley-Decroix,

(1) M. Saurel, *op. cit.*, page 21.

Dupont, Piérard-Mabille, Scalbert, et Petyt, le portefeuille atteint :

En 1890 : 84 millions de francs environ.

En 1900 : 117 millions de francs environ.

En 1910 : 149 millions de francs environ.

En 1913 : 183 millions de francs environ.

Ces chiffres indiquent un accroissement remarquable. Le portefeuille effets a ainsi plus que doublé en vingt-ans dans les Banques du Nord. Il est vrai que dans la même période pour trois grands établissements de Crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale et Comptoir d'Escompte), il est passé de 744 millions en 1890 à 3.587 millions en 1913, c'est-à-dire qu'il a presque quintuplé.

Il est naturellement impossible d'avoir des détails sur la composition de ces portefeuilles. Mais ces chiffres nous permettent-ils de nous rendre compte du total des escomptes consentis au cours d'une année, ce qui serait la question intéressante à résoudre pour juger de l'aide que les banques locales apportent, sous la forme de crédit à court terme, au commerce local ? Or, cette étude est très difficile à faire. En premier lieu, les bilans ne font aucune distinction à l'article « portefeuille » entre les effets entrés à l'escompte et ceux qui ont été remis à l'encaissement. Or, si cette dernière opération est un service rendu au commerce, elle ne peut être considérée comme un crédit accordé puisque le compte du client ne sera crédité, au plus tôt, que le jour de l'échéance de l'effet, si le tiré fait honneur à sa signature. De plus, le portefeuille que nous connaissons c'est le portefeuille à la fin de l'exercice, c'est-

à-dire à une date déterminée : c'est la somme prêtée à cette date précise. Or, le chiffre des escomptes varie au cours de l'année et dans des proportions assez fortes du fait du courant des affaires, des phénomènes saisonniers, du fait des clients qui, suivant leurs besoins, nourrissent eux-mêmes ou escomptent leur papier, du fait du banquier lui-même enfin qui augmente ou réduit ses réescomptes suivant les époques de l'année. Ce qui serait intéressant à connaître, c'est le portefeuille moyen de l'année. L'étude du mouvement général du portefeuille, qui donne les entrées en portefeuille, ne peut donner non plus de précision sur la somme des escomptes accordés, car il ne distingue pas les entrées à l'escompte et les entrées à l'encaissement. En l'absence de ces renseignements, on est conduit à raisonner, de façon très approximative, sur les chiffres portés aux bilans.

Si nous admettons que la durée moyenne des effets escomptés par les banques locales est de quarante-cinq jours environ (1), il faudrait, le portefeuille se renouvelant 8 fois en une année, multiplier par huit le chiffre du portefeuille moyen pour obtenir le total des crédits accordés sous forme d'escompte au cours de l'année (2). Ne pouvant connaître le chiffre du porte-

(1) D'après plusieurs banquiers autorisés du Nord ce chiffre de 45 jours doit être considéré comme un maximum. Le chiffre que nous citons plus bas pour le total des crédits accordés en 1913 sous forme d'escompte par 8 banques du Nord ne serait donc qu'un minimum.

(2) M. André Théry, *op. cit.*

feuille moyen, nous devons prendre le chiffre porté au bilan, qui ne doit d'ailleurs pas en être très éloigné. Ce mode de calcul nous montre que les huit principales banques de la région du Nord ont prêté sous forme d'escompte en 1913 la somme approximative de 1 milliard 400.000.000 de francs. Rappelons, pour donner à ce chiffre toute sa signification, qu' « on estimait avant la guerre, la masse des effets escomptés en France à 40 milliards, dont 20 milliards par les établissements de crédit » (1).

Il est donc impossible de dire que les banques locales, du moins dans la région du Nord, étaient sur le terrain de l'escompte évincées par les établissements de crédit. Certes, ceux-ci ont fait à ce point de vue une concurrence terrible aux banques locales. Ils ont contribué à rendre productives, en les employant en escomptes, les épargnes qu'ils ont drainées sur tout le territoire et ils ont utilisé en escomptes les capitaux momentanément inemployés par leurs propriétaires. En servant à ceux-ci un intérêt très faible, ils pouvaient prêter, d'autre part, à un taux plus élevé. C'est un phénomène qui n'est plus nié par personne, même par les adversaires des établissements de crédit, que leur action a contribué à l'abaissement du taux de l'escompte en France, qui s'est maintenu à un niveau plus bas et plus stable que dans les autres pays d'Europe, double avantage pour notre commerce. On a cité l'exemple des

(1) M. Germain-Martin, *op cit.*, p. 125.

industriels de Roubaix qui, au cours des enquêtes de 1909 et 1910 ont reconnu que le bon marché de l'argent leur a permis de se livrer au commerce d'exportation et de concurrencer les tisseurs anglais, qui, auparavant, avaient une sorte de monopole sur les marchés internationaux (1). Cet abaissement du taux de l'escompte a été manifestement funeste à beaucoup de petits banquiers locaux ou escompteurs dont la seule fonction était d'escompter les effets aux commerçants pour les revêtir de leur signature et les réescompter à la Banque de France, bénéficiant de la différence entre le taux qu'ils appliquaient à leurs clients et le taux de la Banque de France. Les établissements de crédit en ramenant le taux hors banque à un niveau très légèrement supérieur au taux officiel supprimèrent le bénéfice des escompteurs. Beaucoup de banquiers locaux furent aussi détournés de l'escompte par la baisse du chiffre de leurs dépôts, autre conséquence de la concurrence des grandes banques.

Mais les banques locales importantes et solides, si elles subirent du fait de cette concurrence, une diminution de profits dans leurs opérations d'escompte, n'en continuèrent pas moins à les pratiquer. Il n'est pas juste de dire qu'elles ne voient plus de beau papier. Dans les régions très industrielles du Nord, où les banques locales sont étroitement liées aux affaires industrielles, elles conservent une large part de la bonne clientèle. Celle-ci continue à escompter une partie de

(1) M. Germain-Martin, *op. cit.*

son meilleur papier aux banques locales, quitte à payer quelquefois un peu plus cher, car elle alimente ainsi en remises les comptes courants, qu'elle tient à conserver chez le banquier local dont les conditions sont plus libérales et qui accorde plus facilement des avances.

En outre, il ne faut pas oublier que les Etablissements de crédit, s'ils pratiquent des taux avantageux, se montrent parfois très difficiles dans les admissions à l'escompte. C'est que celui-ci, bien que gagé par une opération commerciale déjà réalisée, comporte cependant une part de crédit personnel. L'établissement de crédit préférera le papier qui offre le maximum de garantie : par exemple, les effets créés à propos d'une vente de marchandises prêtes à être consommées. Mais s'il s'agit d'effets créés à propos d'une fourniture de matières premières, le crédit personnel interviendra d'une façon beaucoup plus large. Le banquier devra juger si l'acheteur est capable de réaliser une bonne fabrication, si ses produits trouveront une clientèle suffisante et sûre : toutes questions que le banquier local est mieux à même de résoudre.

Enfin, il existe une clientèle sérieuse, mais dont le crédit visible n'est pas très grand, à laquelle l'établissement de crédit n'applique pas ses meilleures conditions, car il a plusieurs tarifs. Le petit industriel ou commerçant aura souvent intérêt à s'adresser à la banque locale.

Si l'on ajoute à ces raisons, que les principales banques de la région du Nord ont toujours disposé de capitaux suffisants et ont vu leurs dépôts s'accroître régu-

lièrement, on comprendra le rôle important qu'elles jouaient avant la guerre dans l'octroi du crédit à court terme concurremment avec les Etablissements de crédit.

Quoiqu'il en soit, les chiffres nous montrent qu'on ne peut assimiler ces importantes maisons du Nord aux nombreuses banques locales qui, du fait de la concurrence des grandes banques concentrées, ont vu « leur portefeuille rester stationnaire ou diminuer tandis que croissaient sans cesse les opérations d'avances à plus long terme et à risques plus grands » (1).

Si nous envisageons la période de 1890 à 1913, nous voyons que, dans ce laps de temps :

Pour cinq banques importantes du Nord : le Crédit du Nord, la Banque Régionale du Nord, les Banques Verley-Decroix, Dupont et Piérard-Mabille, les crédi-teurs ont augmenté environ de 135 p. 100, les débi-teurs de 162 p. 100, le portefeuille de 114 p. 100.

Tandis que pour les trois grands établissements de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte), les créditeurs ont augmenté environ de 331 p. 100, les débiteurs de 254 p. 100, le portefeuille de 382 p. 100.

Les pourcentages respectifs d'accroissement ne peuvent naturellement être comparés entre les deux groupes de banques, mais le rapprochement permet de faire des observations intéressantes.

Dans les deux groupes de banques, il y a eu accroissement des ressources et des emplois en escomptes et

(1) M. Saurel, *op. cit.*

en avances, mais tandis que dans les établissements de crédit l'augmentation portait principalement sur le portefeuille, dans les banques du Nord elle portait surtout sur les comptes courants débiteurs.

c) *Les avances en comptes-courants.* — C'est à l'étude des avances en comptes courants que nous sommes naturellement conduits et nous nous y arrêtons plus longuement, car elles constituent l'élément d'activité le plus intéressant des banques locales.

De 1900 à 1913, voici quelle a été la progression des comptes courants débiteurs dans les sept principales banques de la région du Nord : Crédit du Nord, Verley-Decroix, Dupont, Petyt, Piérard-Mabille, Banque Régionale du Nord, Scalbert :

31 décembre 1900, 128 millions de francs environ ;

31 décembre 1913, 248 millions de francs environ.

Les comptes débiteurs ont donc presque doublé pendant cette période. Si l'on ajoute aux chiffres de 1913 ceux de la Banque Adam, on obtient pour cette année la somme de 277 millions de francs.

Les avances en compte courant étaient donc avant la guerre le principal objet de l'action des banques du Nord. La combinaison du compte courant avec une ouverture de crédit est un des procédés bancaires les plus usités dans les banques locales, c'est un de ceux qui rendent le plus de services au commerce et à l'industrie. Il donne, en effet, aux affaires une grande souplesse en permettant de proportionner avec la plus grande facilité les fonds de roulement aux besoins, de les adapter aux circonstances.

Les affaires sont-elles actives, le commerçant présente beaucoup de papier à l'escompte et ces remises alimentent son compte courant qui présente un solde créditeur ; se ralentissent-elles, ou bien, au contraire, le commerçant prévoyant une hausse veut-il faire de gros approvisionnements, il use d'abord de ce solde créditeur et, quand il est épuisé, de la marge d'avances qui lui est consentie et qui vient prolonger ses ressources propres au moment où le besoin s'en fait sentir.

Ce type d'avances qui ont pour but d'élargir les fonds de roulement est celui que les banquiers préfèrent. Sans doute, une telle opération comporte plus de risques que l'escompte. L'escompte est, en effet, un crédit garanti par une opération de vente déjà réalisée. Il y a donc lieu de croire que l'effet sera acquitté à l'échéance. Au contraire, l'avance va, le plus souvent, soutenir une opération d'achat. Le risque est donc plus grand, car la vente est future, aléatoire ; la fabrication peut ne pas réussir, les prix peuvent baisser dans l'intervalle. Toutefois, normalement, l'opération doit se dénouer par la vente de la marchandise : un effet sera alors créé et remis au banquier et l'avance sera remplacée par un escompte.

Mais l'avance peut être une opération plus dangereuse, tout au moins en théorie, si au lieu de servir à étendre le fonds de roulement, à acheter des matières premières, elle sert à acheter de l'outillage ou à accroître les installations. Ici, le crédit accordé ne se transforme plus en un capital circulant qui, normalement, après une série de transformations reprendra par la

vente la forme monétaire, mais il se change en capital fixe, il s'immobilise pour de nombreuses années et il ne peut reprendre sa mobilité primitive qu'au moyen d'amortissements successifs. Dans ce cas, le banquier qui consent l'avance ne court pas seulement un risque momentané, il court le risque même de l'entreprise, dont il devient pour ainsi dire le commanditaire, mais un commanditaire qui partagerait les risques sans partager les profits. Une telle avance est déjà dangereuse si le banquier la consent sur son capital propre et ses réserves, si elle est consentie à l'aide des fonds prêtés par les tiers, elle devient excessivement périlleuse. Cependant, de telles avances peuvent parfois être accordées avec raison à une Société qui exécute un programme de travaux pour lequel une émission d'actions ou d'obligations est prévue. La banque fait ainsi l'avance des fonds, se réservant de faire l'émission quand le moment opportun sera venu. Le choix du moment est, en effet, un facteur primordial dans les affaires et le rôle du banquier est de permettre à l'homme d'affaire une certaine élasticité dans sa politique, de façon à pouvoir exercer ce choix.

L'avance en compte courant constitue le crédit à moyen terme, intermédiaire entre le crédit à court terme (ou escompte) et le crédit à long terme consenti par les actionnaires et les obligataires.

Le crédit à court terme est peut-être suffisant pour les affaires qui sont parvenues à « un haut degré de perfectionnement ou qui, pour se perfectionner, ont des

réserves » (1) mais « il en est d'autres en voie de croissance, de transformation ou de crise et qui ont besoin d'un crédit plus large. Celles qui sont très connues peuvent s'adresser directement au public, si la situation du marché le permet. Sinon, il faut recourir aux avances. Pour les affaires privées, le recours aux banques est inévitable (2) ».

Certes, au point de vue du développement des entreprises, l'augmentation de capital ou l'emprunt en obligations permettent une évolution rapide; c'est ce qui a permis la constitution des grandes sociétés anonymes modernes. Mais ces moyens ne sont permis qu'à ces grandes sociétés. Au contraire, les avances à échéance moyenne plus ou moins indéterminée permettent à l'affaire de « se développer lentement, progressivement, comme la plante qui pousse, en amortissant les dépenses qu'entraîne son développement par des économies sur ses bénéfices » (3).

Or, ces avances à échéances indéterminées constituent la principale originalité de l'action de la banque locale. On ne peut dire qu'elle en ait le monopole, car les grands établissements de crédit ont aussi un assez gros chiffre des comptes courants débiteurs (4). Mais

(1) M. Buffet, *Du régionalisme au nationalisme financier*.

(2) M. Buffet, *op. cit.*

(3) M. Brocard, « Les marchés financiers de province », conférence faite le 6 mars 1912 à l'Ecole des sciences politiques.

(4) En 1913, les comptes courants débiteurs dans les trois grands Etablissements de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte) dépassaient la somme de 1.465 millions de francs.

les comptes courants des banques locales ont un tout autre caractère. Le banquier local est seul bien placé pour pratiquer le crédit personnel. Originaire de la région dans laquelle il travaille, il a des relations constantes avec les chefs d'industries dont il peut ainsi juger non seulement les capacités professionnelles, mais même la valeur morale. Il connaît mieux aussi les garanties qu'ils peuvent offrir. Réciproquement, le client qui s'adresse au banquier local et qui en est connu sait qu'il peut compter sur son aide d'une façon stable et régulière. Le banquier local, seul responsable de ses opérations, n'a pas « comme le directeur d'une succursale, à craindre de voir sa confiance critiquée par un inspecteur délégué par le siège central qui lui enverra l'ordre de réduire le crédit, ou de le supprimer tout à fait » (1). Au cas où le client se trouve dans une situation difficile, le banquier local n'hésitera pas à le ménager et même à le soutenir s'il peut espérer des jours meilleurs (2). Bref, sa politique offre beaucoup plus de souplesse.

(1) M. Roth le Gentil, *op. cit.*

(2) Le passage suivant emprunté au rapport du Commissaire de la plus grande banque du Nord pour l'année 1872, montrera comment la banque locale sait se montrer modérée envers ses clients en difficulté et cela dans l'intérêt des deux parties. Il s'agit de la défaillance d'un débiteur important : « Etait-il préférable, dit le commissaire, d'entrer dans la voie d'atermolement, ou devait on laisser suspendre le débiteur dès sa première gêne ? Par une suspension de paiement qui pouvait entraîner la faillite — on ne l'a que trop vu depuis — X... perdait sa qualité de fournisseur (des Armées), et par cela même la réalisation de ses marchandises devenait très difficile à un prix rémunérateur. Au contraire, en restant sur pied, il avait,

Les avances consenties par les banques locales ont donc un caractère plus stable et plus personnel; elles sont aussi accordées de façon plus libérale. Nous touchons ici à la question des garanties. Celles-ci peuvent être de plusieurs sortes. C'est une question de cas particuliers. En général, les Etablissements de crédit n'accordent d'avances que sur des gages très importants, par exemple des dépôts de titres faits pour une valeur très supérieure à l'avance consentie de façon à réserver à la banque une marge considérable en cas de non-remboursement. Ils ne prêtent qu'aux riches. La banque locale peut se montrer moins difficile si elle a des raisons particulières d'avoir confiance dans son client. Elle peut lui demander des dépôts de titres, la constitution d'une hypothèque sur tel ou tel bien, ou simplement des cautions et signatures de personnes notoirement solvables. Seule, elle accorde parfois des crédits à découvert, c'est-à-dire sans garantie spéciale, soit parce qu'elle connaît la valeur personnelle de son

dans un temps plus ou moins rapproché, et à la reprise des demandes du gouvernement qui paraissait prochaine, la certitude de les écouler avantageusement. Entre les deux partis à prendre, celui de temporiser, en ne laissant pas tomber le débiteur, a été préféré comme présentant plus de chance au meilleur résultat. La mise en faillite de X..., si obstinément demandée, sans qu'il y eut péril en la demeure et si promptement déclarée par le tribunal, *malgré notre opposition* est venue renverser nos projets conservateurs. Elle aura pour conséquence, et sans profit pour personne, une perte considérable dans la réalisation de l'actif, perte qu'aurait évitée un arrangement amiable avec X... qui lui eut permis de le réaliser lui-même. »

client, soit parce qu'elle connaît la fortune qui peut lui servir de répondant.

Enfin, la banque locale peut accorder les crédits à une échéance plus ou moins indéterminée parce qu'elle peut engager ses capitaux à plus long terme que l'établissement de crédit, étant donnée la proportion, beaucoup plus forte chez elle, du capital par rapport aux exigences.

Ces avances peuvent donc avoir tous les avantages d'une commandite, sans toutefois en avoir les inconvénients. Le banquier peut s'engager, mais il ne doit pas s'immobiliser. Il doit toujours pouvoir se dégager à peu près quand il le veut, si les circonstances l'y obligent. Un moyen de mobiliser rapidement ces créances lui est donc nécessaire. Ce moyen, très ingénieux, le voici : Le débiteur par compte courant remet le plus souvent au banquier des billets revêtus de deux signatures, billets à ordre par lesquels il s'engage à payer à tant de jours de date (généralement à trois mois) la somme dont il est débiteur. Ces billets sont gardés par la banque locale. On peut les renouveler tous les trois mois, ou, ce qui est encore plus pratique, ne pas les dater. Quand le banquier aura besoin de liquider l'avance consentie, il datera les billets et les réescomptera, revêtus de sa signature, à la Banque de France. « La qualité des signatures permet ainsi de les monnayer à la Banque de France qui, sans violer les règles fondamentales de ses statuts, a pu apporter une collaboration puissante au développement de la région de l'Est et aussi du Nord, et de toutes les parties de la

France où des banques à la fois entreprenantes et prudentes ont remis au réescompte des effets offrant des garanties (1). » Ainsi, la banque rentre immédiatement dans ses fonds, mais, sous la garantie de sa signature qui a permis le réescompte, son client a encore devant lui un délai de trois mois pour faire les fonds nécessaires au remboursement de sa dette. Ce système très souple, qui n'offre aucun inconvénient quand il est appliqué avec prudence a été beaucoup utilisé dans la région du Nord grâce à la collaboration de ses puissantes banques locales et régionales et de la Banque de France.

Le crédit à moyen terme, ou crédit aux affaires, n'était donc pas en France « une chose vaguement entrevue dont on a bien entendu vanter la fécondité dans d'autres pays, mais qui serait à créer de toutes pièces en France » (2). M. Casimir Petyt, dans son rapport à la Société centrale des Banques de province en 1911, évaluait le chiffre global des avances consenties par les banques locales à quatre milliards. Mais, « si élevé que soit le chiffre de ces avances, ajoute M. Brocard, elles sont encore localisées sur un petit nombre de marchés » (3). Il faut dire, et notre étude tend à le démontrer, que la région du Nord est un de ces marchés privilégiés. La politique réfléchie des banques locales du Nord fait des avances à l'industrie, leur principal mode d'activité. Le bilan schématique

(1) M. Germain-Martin, *op. cit.*, p. 225.

(2) M. Buffet, *op. cit.*

(3) M. Brocard, *op. cit.*

suivant, établi à l'aide des bilans des huit principales banques du Nord, montre comment elles orientaient leur action (1). Si l'on suppose qu'elles avaient 100 de ressources, elles les employaient dans la proportion suivante avant la guerre :

Portefeuille	40	Ressources	100
Comptes courants débiteurs..	60		
	100		100

Le chiffre des avances consenties par les banques du Nord et du Pas-de-Calais au 31 décembre 1913 doit être compris entre 300 et 400 millions de frs. On dira que la marge est grande et ces chiffres peu précis. Mais, même si nous possédions les bilans de toutes les banques locales de la Région du Nord, la précision ne serait pas beaucoup plus grande. Ces bilans, en effet, ne nous donnent qu'une image, sans doute exacte, mais cependant atténuée de la situation. Ils envisagent celle-ci à un point de vue bancaire très légitime, mais non à celui où il faudrait se placer pour faire une enquête économique (2).

(1) Voici le même bilan schématique établi pour les trois Etablissements de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte) en 1913 :

Portefeuille	58	Ressources	100
Comptes courants débiteurs ..	24		
Reports et avances sur titres...	18		
	100		100

(2) Voici quelques exemples qui montrent comment le bilan peut présenter de plusieurs façons différentes une

d) *Acceptations, avals, cautionnements.* — Parmi les comptes débiteurs, nous avons compris les comptes débiteurs par acceptations, avals ou cautionnements. Ces opérations sont particulièrement avantageuses pour le banquier, parce qu'elles constituent des avances sans décaissement de fonds. Le banquier ne prête pas son argent, mais son crédit.

Le crédit par acceptation « consiste pour le banquier à se substituer à un débiteur en prenant l'engagement

même situation sans cependant fausser les écritures ni l'égalité des soldes.

a) Soit Monsieur X... titulaire dans une banque de deux comptes : un compte privé et un compte pour les affaires de son commerce. Le compte X... (privé) est créditeur de 450, le compte X... (commerçant) est débiteur pour avances de 500. On peut soit faire figurer les 2 comptes :

Ressources de la banque	50	
X (privé)	450	
X (commerçant)	500	
	500	500

soit fusionner les 2 comptes en considérant dans son ensemble la situation de X... et en n'inscrivant que 50 à son débit, ce qui au bilan diminuera de 450 le chiffre des débiteurs, sans changer l'égalité des soldes :

Ressources de la banque.....	50	
X (commerçant)	50	
	50	50

b) Soit Monsieur X... débiteur pour avances de 500 et qui a remis en garantie des billets s'élevant à la somme de 400. Ceux-ci sont entrés en Portefeuille, qui a été débité par le crédit d'un compte spécial « garanties ».

On peut au bilan faire figurer ce compte spécial en

de payer à sa place une dette à une échéance déterminée; le tireur de la traite qu'accepte le banquier, et qui peut ainsi se procurer des fonds en négociant cette traite doit le plus souvent avant l'échéance faire parvenir les sommes nécessaires à l'acceptant, ou bien celui-ci peut s'engager à payer la traite au moyen d'une avance à son client; mais, par sa signature, le banquier est engagé et doit faire face à ses engagements quelle que soit l'attitude de son client. Une traite circulant dans ces conditions et présentée à l'escompte dans une autre maison ne vaut que par la confiance que peut inspirer le signataire, par son honnêteté et sa

même temps que le Compte débiteur X... et les avances apparaîtront alors dans toute leur étendue :

Ressources de la banque.....	500	
X débiteur	500	
Compte spécial « garanties »	400	
Portefeuille	400	
	900	900

On peut au contraire fusionner par compensation le Compte spécial avec le Compte X... débiteur :

Ressources de la banque	500	
X débiteur	100	
Portefeuille	400	
	500	500

Cela ne change rien à l'égalité des soldes, mais fait fait apparaître une somme de débiteurs moins élevée.

c) Au cas où le chiffre des billets remis en garantie dépasserait la somme des avances effectivement accordées, le procédé de compensation ferait disparaître les débiteurs et apparaître un excédant de créditeurs. Si par ex-

solidité. Pour que cette nature d'opérations puisse acquérir une certaine importance il faut que le crédit de l'acceptant soit largement connu; il faut nécessairement que par son prestige, par sa grandeur, par sa réputation, le banquier signataire en impose au public, et l'on consentira alors à monnayer son crédit (1). »

M. Saurel (2) avait déjà remarqué que pour ces raisons les acceptations étaient une forme de crédit qui convenait mieux aux grandes banques qu'aux petites. Cependant, dans presque toutes les banques du Nord et du Pas-de-Calais, nous relevons avant la guerre un chiffre important de crédits par acceptations. Quelquefois, la traite, au lieu d'être tirée sur un banquier est

emple les avances effectives à Monsieur X... s'élèvent à 300 et qu'il a remis des billets en garantie pour 400, nous avons sans compensation :

Ressources de la banque	300	
X débiteurs	300	
Compte spécial « garanties »	400	
Portefeuille	400	
	700	700

et après compensation :

Ressources de la banque	300	
Compte spécial « garanties »	100	
Portefeuille	400	
	400	400

Les bilans peuvent donc ne pas faire apparaître la totalité des avances consenties.

(1) M. André Théry, *op. cit.*

(2) M. Saurel, *op. cit.*

tirée sur le débiteur lui-même, mais le banquier l'avalise par sa signature, c'est-à-dire garantit qu'elle sera payée à l'échéance, le porteur ayant un recours contre lui si le tiré ne s'exécute pas. Mais l'aval peut nuire au crédit du tiré. Certaines banques, qui n'aiment pas de voir circuler leur signature, préfèrent cautionner le débiteur en écrivant directement au vendeur ou au banquier qui escomptera la traite. Les acceptations, avals, cautionnements rendent le banquier créancier du client pour le compte duquel ils sont donnés; ils apparaissent donc à l'actif sous la rubrique « Débiteurs par acceptations », mais comme ils chargent la banque d'un passif éventuel ils donnent lieu à une écriture égale au passif « Acceptations à payer » (3).

En décembre 1913, les banques suivantes : le Crédit du Nord, Verley-Decroix, Dupont, Piérard-Mabille, Scalbert, Adam, la Banque régionale du Nord et Petyt avaient accordé en acceptations, avals et cautionne-

(3) Voici à quelles écritures donnent lieu les acceptations, avals, cautionnements : Au moment où la banque donne son acceptation elle ouvre un Compte actif « Débiteurs par acceptations » qui est débité par le crédit d'un Compte de passif « Acceptations à payer » :

Acceptations à payer.....	100
Débiteurs par acceptations...	100
	100 100

Au moment de l'échéance de l'effet accepté, de deux choses l'une : 1) ou bien le débiteur X... n'a pas fourni les fonds et le banquier paie l'effet : il débite le Compte « Acceptations à payer », qui se trouve ainsi soldé, par

ments des crédits dépassant la somme de 31 millions de francs.

Ceci nous amène à dire quelques mots du rôle des banques de la région du Nord dans le commerce extérieur. Les acceptations sont en effet surtout utilisées pour les affaires d'importation et d'exportation. L'acheteur peut ne pas être très connu sur le marché étranger où il contracte et dans ce cas le vendeur préfère tirer sur une banque. Le papier ainsi créé sera de meilleure qualité et pourra être escompté à des conditions plus avantageuses, dont l'acheteur bénéficiera par contre-coup. Les crédits par acceptation étaient spécialement accordés par les banques de nos places

le crédit de « Caisse » et vire le Compte « Débiteurs par acceptation » aux « Comptes courant débiteurs » :

Caisse	100	(a)
Acceptations à payer (h).....	100	100 (c)
Débiteurs par acceptations (a).	100	100 (c)
Compte cour ^t débiteur X (c)..<	100	

300

2) Ou bien le débiteur a fourni les fonds. Dans ce cas le Compte « Débiteurs par acceptations » est crédité par le débit du « Compte courant créditeur de X... » et se trouve soldé. Quant au Compte « Acceptations à payer » il est soldé, comme plus haut, au moyen d'un crédit, par le débit du Compte « Caisse » :

Caisse	...	100 (a)
Acceptations à payer (c).....	100	100 (b)
Débiteurs par acceptations (a)	100	100 (b)
Compte cour ^t créditeur de X (b)	100	

300

textiles pour les achats de matières premières à l'étranger. Nos vieilles maisons de Lille, Roubaix, Tourcoing fort connues sur les marchés d'Argentine et d'Australie pouvaient rendre de très grands services à ce point de vue. En matière d'importation, les banques du Nord pratiquaient aussi des avances sur connaissements. Ceux-ci étaient remis aux importateurs au fur et à mesure du placement de la marchandise, contre remise de la valeur.

En ce qui concerne l'exportation, on a souvent prétendu que la faiblesse de nos ventes à l'étranger qui, de 1880 à 1913, n'ont augmenté que de 98 p. 100 alors que celles de l'Allemagne augmentaient de 245 p. 100 (1), était due surtout à l'insuffisance de notre organisation bancaire. On critiquait spécialement les établissements de crédit qui n'accordaient pas facilement les escomptes à plus de trois mois nécessaires dans ce commerce où l'on doit souvent laisser aux acheteurs les délais de paiement de 6, 9 et même 12 mois. Certes, les banques régionales ne reculaient pas devant l'escompte d'effets à moyenne échéance, mais il est certain que, pour développer notre commerce extérieur, il eut fallu une puissance et une organisation qu'elles n'avaient pas et ne pouvaient avoir. Les banques locales ne peuvent être des banques d'exportation ayant des bureaux et des services de renseignements à l'étranger. Aussi, l'exportation directe souffrait-elle de cette lacune dans le mécanisme de notre crédit. Parlant des exportations d'avant-guerre de la place de Roubaix-

(1) M. Germain-Martin, *op. cit.*

Tourcoing, M. Eugène Motte disait : « Nous avions, dans le Royaume-Uni, un client séculaire, d'appétit toujours ouvert qui achetait sans sourciller, portait nos tissus robes et fantaisies et qui, de plus, envoyait dans ses colonies, c'est-à-dire dans la moitié du monde connu, nos produits qui souvent ne faisaient que toucher barre en la Cité pour se répandre aux quatre coins du globe. L'absence des banques d'exportation en terme, permettant d'escompter des traites sur toutes les places de l'univers, nous forçait à suivre des voies moins droites. »

Du moins, les rapports avec les pays limitrophes : Belgique et Angleterre, étaient-ils assurés par nos banques locales. La banque Adam avait en particulier des relations plus que centenaires avec la Grande-Bretagne ; le Crédit du Nord possédait une filiale à Bruxelles, la Banque Verley-Decroix avait une succursale à Mons, et la Banque J. Joire plusieurs maisons en Belgique. Réciproquement, la Banque centrale de Maubeuge était la filiale d'une banque belge. Nous avons, de plus, déjà signalé les relations des banques de nos places textiles avec les pays producteurs de leurs matières premières.

e) *Portefeuille-titres. Opérations sur les valeurs mobilières.* — Nous ne trouvons pas à l'actif des banques de la région du Nord des portefeuilles-titres importants. Ceci s'explique d'ailleurs parfaitement, ces banques étant des banques de dépôt, d'escompte et d'avances et non des banques d'affaires. En 1913, le portefeuille-titres total des banques suivantes : Crédit du Nord, Verley-Decroix, Adam et Petyt n'atteint même pas dix millions de francs.

Mais si les banques du Nord ne conservaient pas de titres en portefeuille, de quelle façon s'intéressaient-elles aux opérations sur les valeurs mobilières ?

On a maintes fois vanté le rôle qu'ont joué les banques de l'Est dans l'émission et la diffusion des valeurs régionales. « Les banquiers de Lorraine ont pris l'initiative de diriger leurs maisons dans une voie pour ainsi dire inconnue en France : leurs banques devinrent des banques d'affaires locales. Comme telles, les banques lorraines sont unies par des liens très étroits à l'industrie du pays; elles s'efforcent de développer celles déjà existantes, elles en fondent de nouvelles, et se chargent de réunir les capitaux nécessaires pour leur mise en œuvre; c'est ainsi qu'elles ont contribué à l'exploitation des minerais de fer du bassin de Briey, qu'elles facilitent la construction de nouveaux hauts-fourneaux et de nouvelles aciéries, par l'émission d'obligations elles subviennent aux besoins des sociétés industrielles; le nombre des sociétés anonymes ou des commandites par actions ayant leur siège dans le département de Meurthe-et-Moselle était en septembre 1905, de 190 représentant un capital de 268 millions, qui, en très grande partie, a été constitué par les banques locales, ou procuré par leur intermédiaire; il faut y joindre des établissements métallurgiques représentant un capital de 120 millions et qui, n'ayant pas leur siège en Meurthe-et-Moselle, ont eu recours aux services des banques nancéiennes (1). »

(1) Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy. Cité par M. Roth le Gentil, *op. cit.*, p. 151, 152.

La question de la participation des banques de la région du Nord aux émissions de valeurs régionales se pose d'une façon particulière et très différente de celle dont elle se pose dans l'Est. L'examen que nous avons fait des caractéristiques de l'industrie dans le Nord doit nous permettre de la résoudre : origine ancienne, prédominance des affaires privées, tels sont ses traits essentiels.

Dans l'industrie textile, il existait avant la guerre dans le Nord presque exclusivement des affaires de famille; à peine peut-on citer dans cette branche quatre ou cinq sociétés anonymes. En ce qui concerne l'industrie houillère la plupart des sociétés de mines (19 sur 24) du Nord et du Pas-de-Calais ont été fondées en sociétés civiles à une époque où les émissions de valeurs mobilières dans le large public ne se pratiquaient pas; onze d'entre elles s'étaient, avant 1913, transformées en sociétés anonymes, mais sans faire d'émissions nouvelles. Dans la métallurgie, on rencontrait dans le Nord deux genres de sociétés anonymes : Les très grandes sociétés à capitaux considérables qui étaient en rapport avec les capitalistes du monde entier : Aciéries de France, Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et Anzin, Senelle-Maubeuge sont des affaires qui dépassent le cadre régional. A leurs émissions ont pris part à la fois les grandes banques d'affaires de Paris, les établissements de crédit et les banques de la région. A côté de ces grandes affaires existaient des sociétés moyennes dont le capital variait de 1 à 3 millions :

la Société des Tubes de Valenciennes, la Société des Tubes à Louvroil, la Société des boulonneries et ferronneries de Thiant, les Hauts Fourneaux et laminoirs de la Sambre, les Forges et Laminoirs de Saint-Amand, la Société métallurgique de l'Escaut, etc., etc. Ces dernières affaires sont bien des exemples de sociétés à caractère régional, fondées par l'initiative de capitalistes du pays. Enfin, dans les autres branches de l'industrie, on rencontrait quelques sociétés anonymes : des cimenteries, quelques brasseries, des maisons d'alimentation à comptoirs multiples, puis des sociétés de distribution d'eau et de gaz, des compagnies de tramways ; enfin des sociétés d'électricité, dont la plupart étaient fondées avec le concours des compagnies minières (1).

Les banques locales et régionales ont naturellement contribué à la fondation de plusieurs de ces affaires. Mais la création d'une société nouvelle par émission de titres dans le public est une opération des plus délicates, qui convient mieux à la banque d'affaire qu'à

(1) Il convient de rappeler également que de nombreuses sociétés anonymes ont été créées dans le Nord de la France par des groupes belges appuyés par des Banques d'affaires belges. Citons dans la Métallurgie : les Ateliers de construction du Nord de la France, fondés par la Soc. belge « La Métallurgique », dans l'électricité : les Ateliers de construction électrique du Nord de la France, fondés par le groupe Empain, dans les transports : la Compagnie des tramways électriques de Lille, et la Compagnie des chemins de fer économiques du Nord, fondée par le groupe Empain ; dans la glacerie : les Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord, fondées par la Société Générale de Belgique.

une banque de dépôt et d'escompte. Celle-ci doit garder son crédit intact pour conserver ses dépôts et elle ne peut faire d'immobilisations. Or, la création d'une affaire comporte toujours des aléas dans le classement des titres et aussi dans les résultats de l'entreprise. La banque locale craint de voir ses fonds immobilisés dans une participation à long terme, de voir se constituer chez elle un portefeuille-titres important de valeurs qu'elle n'aurait pu écouler dans sa clientèle. Et même si le placement réussit, l'affaire peut ne pas donner les résultats attendus et le crédit de la banque qui a soutenu l'opération peut en être ébranlé.

Les augmentations de capital comportent, il est vrai, moins de risques : L'affaire est déjà connue et éprouvée. Le banquier peut y participer avec plus de sécurité. Mais dans le Nord il faut dire qu'il n'a pas joué à ce point de vue un rôle très important : Les sociétés se contentaient d'offrir leurs titres nouveaux à un taux avantageux, très au-dessous du prix des actions anciennes cotées en Bourse, assurant ainsi elles-mêmes, par ce sacrifice, le succès de leurs émissions.

Ce n'est pas à dire que les banques du Nord n'aient joué aucun rôle dans la création des affaires régionales. Plusieurs fois des groupements ont été constituées par l'ensemble des banques locales et des succursales des établissements de crédit pour garantir des émissions. Mais leur rôle a été moins apparent, plus discret que celui, si souvent vanté, des banquiers de l'Est. On peut, cependant, à titre d'exemple, citer plusieurs affaires à la création desquelles des banques du

Nord ont pris une part prépondérante. C'est ainsi que, dès le milieu du XIX^e siècle, la Banque Adam s'intéresse à la création du chemin de fer de Boulogne à Amiens. On connaît aussi son influence dans la création des cimenteries du Boulonnais. De même le Crédit du Nord prête en 1900 son concours à la fondation de la Société métallurgique de l'Escaut, au capital de 1.500.000 francs, et de la Société des boulonneries et feronneries de Thiant, au capital de 800.00 francs, sociétés ayant pour but la reprise et l'exploitation d'anciens établissements métallurgiques de la région. Citons encore le rôle de la Banque Petyt dans la constitution et les augmentations de capital de la Société des Etablissements Dickson-Walrand, et dans l'augmentation de capital de la Société anonyme du Chocolat Remnal, à Bourbourg.

L'action des banques régionales et locales du Nord s'est fait sentir d'une façon beaucoup plus intense dans le placement des emprunts en obligations. Cette opération était, en effet, moins aléatoire pour les banquiers. Les sociétés emprunteuses existent déjà, sont connues du public et la valeur placée rapporte un revenu fixe. Quand le titre est placé la responsabilité du banquier est, en somme, dégagée. Les émissions d'obligations ont été nombreuses dans la région du Nord, particulièrement du fait des compagnies houillères. Le placement des obligations de charbonnages fut d'ailleurs relativement aisé, étant données la prospérité des sociétés et la garantie de premier ordre qu'offraient leurs actifs considérables. Les banquiers, en garantissant les emprunts, permettaient cependant aux compa-

gnies d'emprunter au taux le plus bas possible. C'est ainsi que, grâce à l'intervention de la Banque Dupont, l'emprunt des Mines de Béthune 1905 put être placé à 3,75 p. 100 et presque au pair nominal (le prix d'émission des titres de 400 francs fut : 398 fr. 50). Le Crédit du Nord a pris une part prépondérante dans l'émission de nombreuses obligations minières : Mines de Béthune 3 p. 100 1877, 4 p. 100 1903, 4 p. 100 1912; Mines de La Clarence : 4 p. 100 1903; Mines de l'Escarpelle, 4 p. 100 1907; Mines de Ferfay, 4 p. 100 1903, 4 p. 100 1910; Mines de Liévin, 4 p. 100 1906; 4 p. 100 1907, 4 p. 100 1910; Mines d'Ostricourt, 4 p. 100 1897, 4 p. 100 1905, 4 p. 100 1910; Mines de Thivencelles, 4 p. 1908, 4 p. 100 1910. En ce qui concerne les émissions de fonds publics régionaux, le Crédit du Nord fut le banquier du Département du Nord pour ses emprunts 3 1/2 p. 100 1892 et 3 1/2 p. 100 1893.

Nous n'avons jusqu'à présent étudié que les émissions préparées ou garanties par les banquiers du Nord. Mais en ce qui concerne le placement des titres par simple prêt de guichets et sans responsabilité leur rôle a été plus important. Et, ici, il ne s'agit plus seulement de valeurs régionales, mais de toutes les valeurs françaises ou étrangères. C'est ainsi que dans la liste des émissions auxquelles les banques du Nord ont participé de 1907 à 1913, nous trouvons, à côté de toutes les valeurs régionales émises durant cette période, des valeurs aussi diverses que : Augmentation de capital Huta Bankowa 1907, Obligations Buenos-Ayres 5 p. 100

or 1908, Emprunt Brésilien Pernambuco 1908, Emprunts Russe et Danois 3 p. 100 1909, Emprunts Bahia 5 p. 100, Brésilien 4 p. 100, Bolivien 5 p. 100 1910, Emprunt Argentine 4 p. 100 1911, etc.

Ce n'est d'ailleurs que depuis une époque assez récente que les banquiers de province se sont mis à « faire du titre », suivant le conseil qui leur en avait été donné à maintes reprises.

Autrefois, le banquier local n'était guère en rapport qu'avec les commerçants et quelques capitalistes qui lui confiaient leur fortune à faire valoir. Il n'avait guère la clientèle des moyens et petits épargnants. Ces derniers avaient été attirés par les établissements de crédit qui avaient flatté habilement et développé leur goût naissant pour les valeurs mobilières. « Lorsqu'il s'agissait de titres, les banquiers de province adressaient leurs clients aux maisons concurrentes, aux établissements de crédit, ou tout au moins aux agents de change.

Le résultat pour ces clients était d'avoir ainsi deux comptes distincts. Un tel procédé des banques locales livrait leur clientèle aux sociétés de crédit (1). Plus tard, les banques locales comprirent qu'elles devaient rendre à leurs clients au point de vue des opérations sur titres les mêmes services que les établissements de crédit. Nous avons vu comment par des ententes avec le Crédit Industriel et Commercial, puis par la fonda-

(1) Discours de M. Petit au Congrès régional des banques de Province à Marseille, en 1906, cité par M. Roth-le Gentil, *op. cit.*, p. 98.

tion de la Société centrale des Banques de province, elles avaient été mises à même de participer aux émissions les plus diverses. Il fallait compléter ce premier résultat par des mesures accessoires : organiser la garde des titres, l'encaissement gratuit des coupons, la location de coffres-forts, créer des services d'ordres de Bourse, de renseignements financiers. Il ne fallait même pas négliger d'attirer le client en améliorant les installations, en offrant au public des salles spacieuses et confortables. La plupart des banques de la région du Nord n'y manquèrent pas et, dès avant la guerre, leurs immeubles ne le cédaient en rien aux succursales les plus luxueuses des établissements de crédit. Elles purent ainsi bénéficier des avantages pécuniaires que procurent aux banques les opérations sur les valeurs mobilières. « Une opération de placement de titres opérée par la banque locale lui amène presque toujours du chef du même client, d'autres opérations de banque à effectuer. Ainsi un client passe, par exemple, l'ordre d'effectuer un achat en bourse ; il se fait ouvrir un compte de dépôts, auquel il verse la couverture de l'achat. Plusieurs jours se passeront, surtout si l'ordre mentionne une limitation de prix, avant que l'agent de change ne soit réglé ; ce règlement demandera en moyenne quatre à cinq jours. Pendant ce laps de temps, l'argent travaille au profit de la banque locale. Lorsque l'achat des titres est effectué le client les laisse en dépôt à la banque et le montant des coupons vient grossir le compte de dépôts qui lui a été primitivement ouvert. Si la somme ainsi produite n'est pas employée

pour le compte du client, la banque l'utilise à son propre profit. Au contraire, si le client donne l'ordre d'employer cette somme en titres, le banquier touchera une commission plus ou moins élevée qui constituera son bénéfice (1). » Le banquier local doit naturellement être à même d'exécuter les ordres de bourse de tout genre que lui passent ses clients et de renseigner ceux-ci sur tous les titres français ou étrangers, mais c'est surtout en ce qui concerne les valeurs régionales qu'il possède une compétence particulière. C'est donc lui qui assure la circulation de ces valeurs sur le marché de sa province, par l'intermédiaire de la Bourse provinciale, quand il en existe une. La région du Nord possède sa Bourse à parquet fondée à Lille aux environs de 1860. Elle est surtout spécialisée dans la métallurgie et les charbonnages. L'ensemble des titres représentait en 1912 un capital au pair de 900 millions, coté plus de 3 milliards, ce qui n'empêchait pas, là comme ailleurs, des moins-values considérables sur certains titres. Ce total se décompose de la façon suivante :

(1) M. Roth le Gentil, *op. cit.*, p. 102-103.

<i>Actions :</i>	Valeur nominale en millions	Valeur réelle en millions
Charbonnages.....	97	2.296 ⁽¹⁾
Aciéries.....	130	250
Banques.....	42	81
Eaux, Gaz, Transports.	84	120
Divers.....	170	180
<i>Obligations :</i>		
Villes et Départements.	45	43
Eaux, Gaz, Transports.	25	23
Sociétés divers.....	19	17
Aciéries.....	54	52
Charbonnages.....	152	148
<i>Totaux en millions..</i>	<i>818</i>	<i>3.204 ⁽²⁾</i>

Donnons quelques exemples de l'activité des banques de la région du Nord dans le compartiment des valeurs mobilières :

Les titres en dépôt au Crédit du Nord sont passés de la somme de 13.784.200 francs en 1883, à celle de 284.335.095 francs en 1912, ce qui fait bien ressortir les progrès accomplis dans cette branche en l'espace de trente ans.

A la Banque Adam, en 1913, les ordres de bourse se

(1) L'énorme plus value globale des actions de charbonnages est particulièrement à remarquer.

(2) Chiffres cités M. Brocard dans sa conférence faite le 6 mars 1912 à l'Ecole des sciences politiques, sur « les marchés financiers de province ».

sont élevés à 23.902 pour une somme de plus de 67 millions de francs.

Toutefois, les opérations sur les valeurs mobilières étaient encore, avant la guerre, considérées comme accessoires, secondaires, par les banques locales. La Banque Adam, dans son rapport sur l'exercice de 1913, déclare :

« Nous continuerons comme par le passé à suivre attentivement tant en France qu'à l'étranger les manifestations sous forme d'émissions de l'activité économique et financière et à nous y intéresser lorsqu'elles présenteront un attrait particulier pour notre clientèle, mais nous considérerons toujours que ce doit être un élément secondaire de notre activité, les opérations de banque proprement dites demeurant la base de la prospérité de notre établissement. »

CHAPITRE IV

L'activité des banques régionales et locales de la Région du Nord pendant et depuis la guerre de 1914-1918

Section I. — Pendant la guerre

Dès le début de la guerre de 1914-1918, la plus grande partie de la région du Nord fut envahie par l'ennemi, le reste fut englobé dans la zone du feu ou dans la zone des armées la plus proche du front.

Presque toutes les banques du Nord et du Pas-de-Calais eurent leur siège social en territoire envahi : Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, ou dans des villes bombardées : Dunkerque, Boulogne, Arras. Nous disposons de peu de documents pour étudier l'activité de la plupart de ces banques pendant la guerre, aucune assemblée générale n'ayant pu se tenir et aucun bilan n'ayant été publié.

La Banque Dupont avait son siège et toutes ses agences, sauf celle de Paris, en région occupée ; le Crédit du Nord y avait 80 p. 100 de ses affaires, les banques Piérard, Scalbert, Régionale du Nord, la totalité de leurs affaires. La Banque Verley-Decroix avait toutes

ses agences soit en pays envahi soit sur la ligne de feu. Enfin, les banques Petyt et Adam avaient leur siège dans la zone bombardée. Dans de telles conditions, que pouvaient faire les banques de la région du Nord ?

En territoire occupé par les Allemands, toutes les affaires étaient arrêtées ; l'ennemi opérait les plus sévères réquisitions, plaçait des séquestres dans toutes les banques, contrôlait toutes les opérations, assistait à l'ouverture des coffres-forts. L'activité des banques fut donc réduite au minimum. Cependant, elles rendirent encore des services, « Nous sommes venus en aide, dit le rapport du Crédit du Nord, aux populations occupées en tenant nos succursales ouvertes, non pour réaliser des bénéfices, toutes les affaires étant arrêtées, mais pour assurer à nos clients la plus modeste existence, grâce à des avances régulières et aussi pour pouvoir donner des appointements au personnel resté en pays envahi. »

C'est en territoire libre que les banques du Nord reportèrent toute leur action. Les succursales y fonctionnèrent jusque sous le feu de l'ennemi.

« Sur le front même, dit le rapport du Crédit du Nord, dans des villes comme Armentières, Béthune ou Dunkerque, nos succursales ont fonctionné sous le bombardement ennemi et n'ont fermé qu'après le départ du dernier habitant. »

Mais ce qui importait surtout pour la France, c'était de refaire en arrière du front une grande industrie qui nous permit de remplacer dans la mesure du possible

celle qui existait dans nos plus riches départements envahis. A cette œuvre, les banques de la région du Nord collaborèrent de toutes leurs forces.

De nombreux habitants du Nord, fuyant l'invasion, étaient venus se réfugier en France libre. Les uns avaient besoin d'aide financière simplement pour vivre. D'autres avaient gardé leur esprit d'entreprise et ne voulaient pas rester inactifs. Ils sollicitaient l'appui de leurs banques habituelles, dont plusieurs associés se trouvaient réfugiés parmi eux. C'est pour répondre à ces appels que les banques du Nord qui n'avaient pas de succursales à Paris en créèrent au cours de la guerre. Ce fut le cas des banques Verley-Decroix, Pié-rard-Mabille, Scalbert. L'activité de guerre des banques du Nord fut diverse suivant les moyens dont elles purent disposer dans de si tragiques circonstances. Nous ne pouvons, faute de renseignements, en donner un tableau complet et nous devons nous contenter d'étudier les résultats indiqués par quelques banques.

Le Crédit du Nord s'est beaucoup développé pendant la guerre. Il a créé neuf succursales nouvelles à Auchel, Bordeaux, Creil, Estaires, Eu, Flers-de-l'Orne, Hesdin, Lisieux, Merville. Etendant son influence dans Paris, il y créa sept maisons nouvelles pendant la guerre, et dûit déménager par deux fois son siège central, dont les locaux devenaient rapidement insuffisants.

Le président du Crédit du Nord, M. Dubar, disait, en 1919 :

« Nous avons fait des affaires en pays libre de France pendant une période des plus difficiles, nous avons aidé nos compatriotes venus travailler à Paris

ou en province pour les besoins de la guerre et pour le ravitaillement de la France entière. En relations à Paris avec les plus grandes maisons parisiennes et aussi avec toutes les maisons de province, les gens du Nord ont dit les services que nous leur rendions et ces grosses maisons dont la liste est l'honneur de l'industrie et du commerce français sont devenues nos clientes; *elle ont trouvé d'ailleurs à certains moments chez nous des facilités presque impossibles à obtenir ailleurs.* Ainsi s'est formée notre clientèle qui doit être considérable pour faire le chiffre d'affaires actuel. Cette explication était nécessaire pour vous rendre compréhensible l'importance inouïe de notre développement. »

« Quant au concours apporté par le Crédit du Nord pour la création des ressources nécessaires à la conduite de la guerre, il n'a pas été moins important que celui que nous avons donné à l'industrie et au commerce. Sous les diverses formes de crédit, nous avons versé dans les caisses de l'Etat la somme de 2 milliards 700.000.000 de francs se décomposant comme suit :

95 millions à l'emprunt de 1915; 117 millions à l'emprunt de 1916; 161 millions à l'emprunt de 1917; 361 millions à l'emprunt de 1918; 1.900 millions de bons et obligations de la Défense Nationale. »

Les bénéfices nets des exercices 1914-1918 atteignirent pour le Crédit du Nord la somme globale de trente millions.

La Banque Adam, de Boulogne-sur-Mer, n'eut pas à souffrir de l'invasion, mais, en 1918, le bombardement l'obligea à transporter tous ses services à Poitiers. La

banque Adam avait abordé la période de guerre dans de bonnes conditions, comme le fait observer le rapport sur l'exercice de 1914 : « Qu'il nous soit permis, dit-il, de faire ressortir que depuis près d'un avant la guerre nous nous efforcions de parer aux dangers d'une crise, en adaptant nos opérations à cette éventualité. C'est ainsi que dans les six premiers mois de 1914, nous avons diminué le chiffre de nos acceptations de 5 millions 372.000 francs à 2.858.000 francs et réduit l'emploi de nos fonds en reports de 3.374.000 à 1.631.000 francs. Par contre, notre caractère de Banque régionale, dont la vie est étroitement liée au commerce et à l'industrie de notre province, ne nous permettait pas d'apporter aux relations avec notre clientèle les mêmes restrictions. Nous devons cependant noter que, depuis un an, le choix de nos crédits était plus rigoureux et les garanties demandées par nous furent plus généralisées que précédemment. Aussi, les conditions dans lesquelles notre Société aborda la crise lui permirent d'en supporter aisément le choc. Nous pûmes dès les premiers jours d'août, et sauf les cas spéciaux, ne pas faire usage du moratorium. Disons mieux : Dès les premiers mois de la guerre où le resserrement de l'argent et la désorganisation de tous les moyens de transaction furent si préjudiciables aux commerçants de notre région, ces derniers trouvèrent, auprès de nous, le concours nécessité par les événements sous la forme d'escompte ou même d'ouvertures de crédit. » A partir de 1917, le développement des affaires fut tel que la Banque Adam dût augmenter son capital versé par l'appel du deuxième quart sur les actions. Les sous-

criptions recueillies par la Banque Adam aux divers emprunts de la Défense Nationale atteignirent les sommes suivantes :

22.646.920 francs pour l'emprunt de 1915; 27 millions 500.000 francs pour l'emprunt de 1916; 42 millions 264.175 francs pour l'emprunt de 1917; 111 millions 018.500 francs pour l'emprunt de 1918.

Quant aux bénéfices, l'examen de leur marche montre le fléchissement, puis le relèvement et la progression des affaires de 1913 à 1918.

<i>Bénéfices nets de la Banque Adam</i>	
1913	550.000
1914	
1915	300.000
1916	450.000
1917	650.000
1918	1.050.000

Examinons maintenant les bilans de guerre des deux seules banques de la Région du Nord qui en aient publiés pendant les années 1914 à 1918. La banque Adam et la banque Petyt. Le tableau suivant donne leurs chiffres globaux :

	Portefeuille	Comptes débiteurs et acceptations	Comptes Créditeurs et Créditeurs à terme
	(en millions de frs)	(en millions de frs)	(en millions de frs)
1913	23	36	57
1914	16	24	44
1915	20	23	54
1916	30	26	62
1917	37	51	103
1918	78	72	170

Le portefeuille fléchit en 1914, se relève en 1915 et, dès 1916, dépasse le chiffre d'avant-guerre pour progresser ensuite rapidement; mais cette augmentation est due à l'escompte de Bons de la Défense Nationale et non d'effets de commerce. En 1918, le chiffre du portefeuille dépasse celui des emplois en avances et acceptations, ce qui est la situation inverse de celle d'avant-guerre.

Quant aux débiteurs, on constate d'abord une compression en 1914 et 1915, puis un relèvement qui devient considérable en 1917, et qui n'est dû qu'à l'accroissement des comptes-courants débiteurs, les acceptations ayant au contraire sans cesse diminué de 4 millions en 1914 à 1 million 1/2 en 1918.

En ce qui concerne les comptes créditeurs, notons un fléchissement sensible en 1914, les retraits atteignant 13 millions; la reprise se fait ensuite assez lentement en 1915 et 1916. Il y eut alors une défiance passagère du public et une préférence marquée pour la souscription directe aux Bons du Trésor. Puis, à partir de

1917, la confiance revenant et par suite de l'augmentation rapide des moyens de paiement mis à la disposition du public les comptes créditeurs marquent une progression considérable.

Section II. — *Depuis la fin de la guerre*

Au moment où la guerre cessa, les banques de la région du Nord se trouvèrent en face d'une œuvre immense à accomplir.

Elles devaient, en premier lieu, relever leurs propres ruines, celles de leurs succursales détruites, et remettre de l'ordre dans leurs archives et leurs livres, souvent pillés ou déménagés par l'ennemi. Ensuite, elles devaient répondre dans la mesure du possible aux demandes pressantes de crédit de leurs clients sinistrés.

A ce moment, la situation était très incertaine. Pour les banquiers, elle dépendait dans une large mesure de la solution de deux questions très importantes : Celle du vote de la loi sur les dommages de guerre et celle du vote de la loi sur les créances moratoriées en pays envahi. Cette dernière question ne fut réglée que par la loi du 27 décembre 1920 qui causa un grand préjudice aux banques du Nord.

En ce qui concerne la réparation des dommages de guerre, elle fut organisée par la loi du 17 avril 1919. Cette loi domine l'économie d'après-guerre de toute la région du Nord qui a subi les pires dévastations. Nous ne referons pas un tableau de celles-ci. En dehors des

destructions causées par la bataille ou faites dans un but stratégique, villes et villages de la zone de feu dont la trace même avait parfois disparu, champs convertis en une succession de trous d'obus, routes coupées à distances régulières par d'énormes entonnoirs, ponts détruits sans aucune exception, écluses dynamitées, voie ferrée rendue inutilisable jusqu'à la frontière belge, il y avait aussi les destructions systématiques opérées par l'armée allemande suivant un plan étudié et sans aucune utilité militaire. C'est ainsi que la plupart des usines avaient été vidées de leurs machines; celles qu'on n'avait pu expédier en Allemagne avaient été dynamitées sur place. Dans l'industrie textile, le coefficient de destruction du matériel dans la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, varie de 80 à 90 p. 100. Dans les mines, les concessions d'Anzin, Douchy, Aniche, Azincourt, Thivencelles, Crespin, Vicoigne, l'Escarpelle, Flines, Dourges, Ostricourt, Vimy-Fresnoy, Drocourt, Liévin, Lens, Courrières, Meurchin, Carvin, occupées par les Allemands avaient été dévastées avec un art consommé. Les installations de surface et les chevalements dynamités, les machines d'extractions expédiées en Allemagne; quant au fond, dans la plupart des fosses, le cuvelage avait été crevé à hauteur des venues d'eaux de façon à noyer complètement les galeries. Pour l'ensemble de l'industrie, contentons-nous de rapprocher les chiffres suivants donnés par la statistique de l'ingénieur en chef du Département du Nord :

	1913	1919
Nombre d'usines à vapeur..	4.507	1.352
— de machines.....	6.823	1.622

Le problème de la reconstitution se posait donc d'une façon angoissante dans les régions ruinées. On voulait se mettre au travail, mais les besoins financiers étaient énormes. Comment y ferait-on ?

M. Buffet avait proposé un plan qui associerait étroitement les banques et particulièrement les banques régionales à l'œuvre de reconstruction. Il « entrevoyait un mécanisme de paiement des indemnités pour dommages de guerre dans la remise de bons à terme, aux bénéficiaires de l'indemnité, après reconnaissance par l'Etat du droit à son quantum. Ces bons seraient escomptés par un consortium de banques et autant que possible de banques régionales à même d'apprécier les qualités personnelles du bénéficiaire des bons et de suivre les emplois qui seront faits de ces sommes. Les petits porteurs pourraient aussi trouver auprès de la Banque de France la possibilité d'obtenir des avances contre remise de leur titre à l'indemnité. Les banques régionales se procureraient les ressources nécessaires à leurs opérations d'escompte de bons en émettant, sous leur garantie collective, des obligations à quinze, vingt, ou vingt cinq ans d'échéance. Lors du versement de l'indemnité que devra payer l'ennemi, pour tous les dégâts commis à l'encontre des règles du droit international, l'Etat rachèterait, par tranches, les bons

d'indemnité, détenus par les consortiums ou par la Banque de France (1) ».

Ce système, bien que très séduisant, ne fut pas adopté par l'Etat qui, en fait, se passa du concours des Banques dans le règlement des dommages de guerre. Celui-ci s'effectua par trois modes différents :

1° Paiement d'avances et d'indemnités par l'Etat, d'abord en numéraire, puis en obligations à terme.

2° Fournitures par le Comptoir central d'achats industriels.

3° Emprunts des groupements de sinistrés.

La loi de 1919, que nous n'avons pas à examiner, prévoit le paiement des indemnités pour dommages de guerre par l'Etat lui-même, et aussi un régime d'avances pour permettre au sinistré de se remettre au travail avant la liquidation de son dossier.

Quant au Comptoir central d'achats industriels, il permit d'imputer une partie des créances des sinistrés sur des comptes de livraisons en nature : Constituée en 1916 en Société anonyme au capital de un million, le Comptoir établit dès la libération du territoire des agences régionales dans les divers secteurs de reconstitution. Devenu le tiers mandataire de l'Etat, le Comptoir d'Achats reçoit les commandes des industriels sinistrés, visées par le chef du secteur qui leur fait ouvrir un crédit correspondant. Le Comptoir étudie alors ces commandes, et en fait assurer l'exécution, la livraison, le paiement par l'Etat, et en impute la valeur

(1) M. Germain-Martin, *op. cit.*, p. 105-106.

au débit du sinistré en lui faisant signer une délégation sur ses dommages de guerre.

Enfin, on organisa un système permettant, tout en continuant l'œuvre de reconstitution, d'en répartir les charges sur plusieurs années. La loi du 31 juillet 1920 est un moyen ingénieux de résoudre ce problème financier.

« Sans modifier en rien dans leur montant les engagements de l'Etat, elle établit au regard des sinistrés qui l'acceptent un échelonnement régulier des paiements correspondants à ces engagements; la dette du Trésor est transformée en un certain nombre d'annuités constantes représentées par des titres et payées comme des coupons de rentes. Le sinistré se trouve ainsi avoir en mains un actif de valeur et d'échéances précises qu'il lui est possible de constituer en gage d'emprunts. Ces emprunts contractés avec cette garantie collatérale sont exempts d'impôts. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sinistrés dont le dommage est évalué en valeur 1914 à moins de un million. Pour profiter des dispositions de la loi une formule prévalut : l'association des efforts. Pour emprunter, les sinistrés se réunissent en groupements corporatifs ou territoriaux homogènes, au nom desquels les appels à l'épargne sont lancés (1). »

On le voit, dans cette triple organisation du financement de la reconstitution, on n'a pas prévu, comme l'avait suggéré M. Buffet, l'action directe des banques

(1) M. Charles Sergent, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Finances.

régionales. Théoriquement, tout pourrait se passer sans elles. Mais, en pratique, elles ont joué un rôle important, en particulier dans le placement des emprunts garantis par les annuités de l'Etat.

De plus, l'organisation et la mise au point du règlement des dommages de guerre ne se sont pas faites sans lenteurs, alors que les besoins des sinistrés étaient urgents. Au lendemain de l'armistice, ceux-ci voulaient, suivant l'expression d'un banquier du Nord, « tirer à boulets rouges sur les caisses des banques locales ». Celles-ci se montrèrent comme toujours à la fois prudentes et libérales. On dit dans le rapport de la Banque Verley-Decroix sur l'exercice de 1920 ces paroles qui peuvent être appliquées à toutes les banques de la région du Nord : « Le sinistré était bien assuré d'être indemnisé de ses pertes et de fait la reconstitution venait à son aide, mais cette aide fut bientôt ralentie et il fut obligé d'engager lui-même des dépenses d'autant plus considérables que la main-d'œuvre et la matière première avaient atteint des cours inconnus jusqu'alors. Devant cette situation, un rôle important s'imposait aux banques et leur devoir était d'aider les commerçants et les industriels à faire revivre leurs affaires sans attendre les versements de la reconstitution. Ce devoir, nous l'avons rempli et fidèles au programme que nous nous étions tracés nous sommes en droit de nous dire que nous avons largement contribué au relèvement de notre région sans toutefois jamais perdre de vue les principes de prudence qui ont toujours été notre règle. »

Pour être à la hauteur de la tâche nouvelle qu'elles

avaient à accomplir les banques de la région du Nord se sont, dès la fin de la guerre, préoccupées de renforcer leurs moyens d'action. Nous avons déjà signalé les nombreuses transformations en sociétés anonymes qui eurent lieu alors; nous avons vu aussi que le mouvement d'expansion régionale s'était alors accentué et généralisé, si bien que pour les huit principales banques du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre des agences est passé de 99 en 1913 à 364 en 1923.

De même, nous assistons, après la guerre, à un renforcement des ressources propres de ces banques au moyen d'augmentations de capital :

<i>Banque :</i>	1913		1923	
	Nominal	Versé	Nominal	Versé
Crédit du Nord.....	60.000.000	15.000.000	125.000.000	62.500.000
Verley Decroix, Banque Générale du Nord.....	20.000.000	10.070.000	100.000.000	51.673.000
Dupont.....	20.000.000	8.000.000	60.000.000	15.000.000
Scalbert.....	non déclaré		30.000.000	18.038.000
Piérard Mabilie.....	10.000.000	2.500.000	30.000.000	9 000.000
Adam.....	25.000.000	10.000.000	25.000.000	20.834.000
Petyt.....	7.000.000	4.900.000	25.000.000	25.000.000
Banque Régionale du Nord.....	8.000.000	4.000.000	12.000.000	10.691.000
<i>Total.....</i>	150.000.000	54.407.000	407.000.000	212.736.000

Le capital nominal atteint donc plus de deux fois et demi celui de 1913, et le capital versé a presque quadruplé.

Les réserves qui se montaient en 1913 à 40 millions environ pour les huit banques citées plus haut, attei-

gnent en 1922 en y comprenant des provisions diverses, 64 millions environ.

En ce qui concerne les ressources provenant des tiers, les comptes créditeurs ont, depuis la fin de la guerre, suivi une progression continue, comme le montre le tableau suivant, qui s'applique aux huit mêmes banques :

1913	1920 (1)	1921	1922
en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs
382	2.558	2.850	3.485

Les comptes créditeurs atteignent donc en 1922 un chiffre neuf fois plus élevé qu'en 1913. Ces chiffres comprennent les comptes courants de clients et de correspondants, les comptes à terme. Beaucoup de banques continuent à confondre sous la même rubrique les comptes courants et les comptes de dépôts. Il est donc impossible de les distinguer dans les chiffres globaux que nous donnons. Mais on peut dire que, si les comptes de dépôt ont beaucoup progressé, l'augmentation provient surtout des comptes-courants.

Pour expliquer un tel accroissement des créditeurs, il faut se rappeler que notre monnaie, par suite de l'inflation monétaire, a perdu une grande partie de sa valeur, si bien que les chiffres en francs de 1922 ne sont pas comparables à ceux de 1913; cependant, mê-

(1) Sans la Banque Scalbert.

me en tenant compte d'une dépréciation monétaire des deux tiers, le chiffre des crédateurs atteint encore le triple de celui de 1923, il faut donc trouver d'autres raisons pour expliquer ce phénomène.

Il est certain que par suite du règlement des dommages de guerre de grosses sommes d'argent ont été déversées dans la région du Nord, et que les réparations y ont amené un mouvement d'affaires et une circulation monétaire considérables. Cet argent disponible a été drainé beaucoup plus efficacement que jadis par les banquiers locaux, devenus de plus en plus banquiers régionaux, et qui ont ouvert des bureaux jusque dans les plus petits centres de la région. A cet égard, l'institution des « bureaux périodiques » est très ingénieuse. Ce sont des bureaux que les banques ouvrent dans les villages ou petites villes une ou deux fois par semaine, les jours de marchés, de façon à faciliter ces jours-là le courant d'affaires, à y recueillir des dépôts, sans cependant supporter pendant les autres jours de la semaine des frais généraux importants. Beaucoup de banques du Nord ont eu recours à ce système des bureaux périodiques; en 1922, le Crédit du Nord en possédait 34, la Banque Générale du Nord 24, la Banque Dupont 4. Ces bureaux installés dans des locaux à faible loyer, sont rattachés aux agences voisines qui, aux jours d'ouverture, leur fournissent les quelques employés nécessaires.

Si les banques du Nord sont mieux outillées pour recueillir les fonds disponibles qu'avant la guerre, le public, d'autre part, est beaucoup plus désireux de

leur confier son argent et beaucoup moins de le thé-
sauriser.

« Les difficultés de l'existence qui s'allient bizarrement à l'abondance de l'argent ou plutôt de la monnaie de papier font que chacun s'efforce de tirer de son avoir le maximum de rendement. Les sommes mêmes qui doivent rester disponibles à première demande ne sont pas laissées improductives. La thésaurisation simpliste d'autrefois n'existe plus guère qu'à l'état de souvenir. On conservait volontiers quelques rouleaux de pièces d'or ou d'écus. On ne garde plus guère de liasses de billets. L'énormité et la progression rapide du chiffre des dépôts en banque permettent de constater la vulgarisation croissante des comptes de dépôts et du recours aux services des banques, d'où la nécessité pour celle-ci de multiplier leurs guichets, moins peut-être comme on se l'imagine pour solliciter de nouveaux clients que pour donner aux anciens toutes les facilités désirables de se mettre à leur portée immédiate (1). »

Comment les banques de la région du Nord allaient-elles trouver l'emploi de ressources si soudainement accrues, c'est ce qui nous reste à examiner. Les chiffres globaux, que nous citerons, s'appliquent comme précédemment aux huit banques : Crédit du Nord, Banque Générale du Nord, Banques Dupont, Scalbert, Adam, Petyt, Piérard-Mabille, Banque Régionale du Nord.

(1) *Le Rentier*, n° du 27 nov. 1923, p. 326.

En ce qui concerne les encaisses, elles se sont accrues de la façon suivante :

1913	1920	1921	1922
en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs
22	382	247	299

Malgré le fléchissement de 1921, causé probablement par la crise qui sévit durant cet exercice on voit que l'encaisse a augmenté dans de très fortes proportions et qu'elle est en 1922 plus de treize fois supérieure à celle de 1913. La dépréciation du franc, la nécessité d'augmenter les disponibilités immédiates en même temps qu'augmentaient les exigibilités, le développement du réseau d'agences sont les causes qui expliquent cet accroissement. Toutefois, celui-ci est tel qu'on peut y voir l'effet d'un certain embarras dans l'emploi des fonds. La proportion de l'encaisse aux exigibilités immédiates dépasse 10 p. 100.

Les emplois en escompte se sont aussi beaucoup développés comme nous le montrent les chiffres du portefeuille :

1913	1920 (1)	1911	1922
en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs
199	1.286	1.677	1.873

Le portefeuille a donc presque décuplé depuis 1913.

(1) Sauf la Banque Scalbert.

Cela ne veut d'ailleurs pas dire que les escomptes d'effets de commerce aient suivi la même progression. Car, depuis la guerre, les bilans confondent sous la même rubrique les effets de commerce et les bons du Trésor. Les banques ont vu dans l'achat de bons de la Défense Nationale un emploi de leurs fonds d'une sécurité exceptionnelle, puisque ces bons, quand ils n'ont plus que trois mois d'échéance, sont réescomptables à la Banque de France, où elles peuvent ainsi se procurer des ressources immédiates. Cet emploi remédie à la rareté des escomptes commerciaux. En effet, depuis 1914, la législation du moratorium avait dans toute la France entretenue « ce sentiment de défiance qui, pendant la guerre, plana au-dessus de la plupart des opérations commerciales. L'on préféra ne point ajouter aux créances anciennes des engagements nouveaux et l'habitude se généralisa depuis le début des hostilités d'exiger le paiement au comptant. Le moratoire des échéances fut loin cependant d'être la cause unique de ce phénomène; les événements économiques généraux ont agi eux aussi sur les modifications profondes survenues dans le mode de règlement des transactions et les rapports aux assemblées générales (des banques) s'en plaignirent assez fréquemment. L'augmentation considérable de la circulation fiduciaire, l'abondance des disponibilités créées par les dépenses de l'Etat vinrent gonfler les encaisses des industries de guerre et eurent pour effet de réduire la matière escomptable (1). »

Depuis la guerre, on a constaté une reprise notable,

(1) M. André Théry, *op. cit.*

mais assez lente, des escomptes d'effets de commerce. Les bons de la Défense Nationale occupent toujours une place importante dans les portefeuilles des banques et on ne peut dire que la progression de ceux-ci dans les bilans soit le reflet de l'accroissement des escomptes. Au 31 décembre 1921, le Rapport du Crédit du Nord signale que la proportion des bons est de près de 50 p. 100 du chiffre du portefeuille. En ce qui concerne la Banque Générale du Nord qui, dans son bilan, distingue le portefeuille Effets du portefeuille Bons, nous voyons les résultats suivants :

	1920	1921	1922	
Portefeuille effets	137,7	128,3	176	en millions
Portefeuille Bons	160	309,9	320	de francs

On voit que le Portefeuille Effets a progressé de 1920 à 1922, après la dépression causée en 1921 par la crise ; mais l'accroissement du portefeuille total est surtout causé par les Bons.

Les comptes courants débiteurs et débiteurs par acceptation atteignent en 1922 un chiffre plus de quatre fois et demie supérieur au chiffre de 1913.

1913	1920	1921	1922
en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs	en millions de frs
277	1.182	1.183	1.316

Cette augmentation n'est pas surprenante si l'on considère, à côté de la dévaluation de notre franc, les

besoins considérables des industriels et commerçants pour opérer leur reconstitution et pour adapter leurs fonds de roulement à des prix sans cesse croissants. Ce qui étonne au contraire c'est que les débiteurs n'aient pas augmenté davantage.

Tandis que le portefeuille a décuplé et que les comptes créditeurs sont neuf fois plus élevés qu'en 1913, les comptes débiteurs n'ont même pas quintuplé. Alors qu'en 1913 on pouvait dresser de l'emploi de leurs ressources par les banques du Nord, le tableau schématique suivant :

Portefeuille..	40	Ressources...	100
Avances.....	60		
	100		100

Ce tableau se présente en 1922 de la façon suivante :

Portefeuille..	57	Ressources...	100
Avances.....	42		
	100		100

Comment expliquer ce renversement de la situation ? Est-il l'effet d'une politique voulue par les banques de la région du Nord qui tendraient à devenir moins libérales et à restreindre leurs avances. Nous ne le croyons pas. Les banques du Nord ont conservé les traditions de la banque locale et elles continuent à accorder largement le crédit personnel, à rechercher les comptes débiteurs qui conservent une large place dans leur actif.

Mais, du fait du règlement des dommages de guerre, il y eut dans la région du Nord un grand afflux de numéraire. Beaucoup d'industriels qui, avant la guerre, se trouvaient généralement débiteurs de leurs banquiers ont pu rembourser leurs dettes; d'ailleurs, il est constant que l'inflation facilite toujours ces remboursements. Les sommes considérables mises à la disposition des habitants du Nord ont été, d'autre part, mieux drainées, nous l'avons vu, par les banques régionales. Celles-ci acquièrent ainsi des ressources telles que les emplois en avances et en escomptes ne suffirent plus à les absorber et qu'elles durent les placer, dans une forte proportion, en bons du Trésor.

Dépositaires, depuis la guerre, de fonds considérables, dont l'emploi n'est pas toujours facile à trouver, les banques de la région du Nord ne cherchent plus à fixer les dépôts, mais, au contraire, à faciliter à leur clientèle les opérations de bourse, préférant un courant de capitaux qui se renouvellent sans cesse et qui donne lieu à des commissions fructueuses. D'autre part, le public est de plus en plus attiré vers les valeurs mobilières parce que, en raison des difficultés de l'existence, il veut tirer un revenu de ses épargnes et parce qu'il ne veut plus thésauriser de la monnaie de papier. Aussi les banques du Nord se sont-elles engagées résolument dans la voie des opérations sur titres.

Elles ont amélioré leurs services de Bourse, fondé des services d'études financières; elles publient des circulaires financières qui sont en général fort bien rédigées.

Quant aux émissions des valeurs, elles sont de plus

en plus nombreuses. Créations de sociétés anonymes, augmentations de capital, emprunts de sociétés, emprunts des groupements de sinistrés, emprunts d'Etat, émissions du Crédit National pour favoriser la reconstitution des régions envahies, bons de la Défense Nationale, sollicitent l'épargne. En même temps, la loi prohibant l'exportation des capitaux réserve au marché français toutes les ressources des épargnants si bien que « de longtemps encore nous n'entendrons plus discuter sur l'abus des placements en valeurs étrangères (1). »

Dans le Nord, en particulier, cet essor des valeurs mobilières, et surtout des valeurs industrielles, est encore accentué par les tendances nouvelles de l'industrie, depuis la guerre. On constate une concentration et une intégration de plus en plus intenses, résultant de la reconstitution. La destruction des usines du Nord avait, dans beaucoup de branches de l'industrie, fait pour ainsi dire table rase du passé. La reconstitution devait-elle remettre les choses dans l'état d'avant-guerre; ou ne valait-il pas mieux apporter certaines améliorations? C'est ce que pensèrent beaucoup de sociétés; non seulement elles voulurent bénéficier dans leur reconstruction des derniers progrès techniques, mais encore elles voulurent à la dispersion des efforts substituer la concentration et l'intégration, à des concurrences nuisibles la collaboration. Ce mouvement se manifesta dans les industries les plus diverses. En voici quelques exemples caractéristiques. Dans la grosse métallurgie, les

(1) M. André Théry, *op. cit.*

Forges et Aciéries du Nord et de l'Est fusionnent avec les Forges et laminoirs de l'Espérance, à Louvroil; et la Société Métallurgique de Pont à Vendin; les deux grandes usines de Blanc-Misseron pour la fabrication du matériel de chemin de fer fusionnent en une seule « Société des Ateliers de Construction du Nord de la France ». Dans le textile, la nouvelle Société des Filatures de laines peignées de la région de Fourmies groupe vingt-cinq firmes sinistrées, représentant avant la guerre 350.000 broches. Dans la brasserie la « Société des brasseries réunies de Maubeuge et environs » construit une usine unique dont la production sera égale à celle des neuf établissements d'avant-guerre auxquels elle succède. Dans la verrerie, la Société anonyme des Verreries à bouteille du Nord groupe les quatre verreries de Denain, Escaupont, Dorignies, Frais-Marais. Dans la meunerie, la Société anonyme « La Meunerie-Lilloise », au capital de 15.000.000, est fondée par plusieurs meuniers sinistrés dans le but de reconstituer en une seule unité plusieurs moulins détruits pendant la guerre.

Cette tendance à la concentration se traduit par l'évolution de nombreuses entreprises privées vers la société anonyme et par des augmentations de capital des sociétés déjà existantes. En outre, beaucoup d'affaires familiales ont pris la forme anonyme dans le seul but de pouvoir constituer des réserves échappant à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; la plupart de ces dernières sociétés n'ont d'ailleurs pas fait d'appels au public sous forme d'émissions, mais elles seront sans doute tentées d'y recourir dans l'ave-

nir pour se procurer les ressources nécessaires à leur développement.

Les banques régionales du Nord ont donc depuis la guerre vu s'ouvrir devant elles un champ très vaste d'activité en matière d'émissions de valeurs locales. Les augmentations de capital et les transformations en sociétés anonymes d'affaires déjà existantes étaient des opérations particulièrement séduisantes pour elles. Elles n'ont pas manqué d'y prendre part. Cependant, gardant leurs traditions de prudence, elles ont continué à s'occuper surtout des émissions de valeurs à revenu fixe. C'est ainsi en particulier que toutes les banques du Nord ont collaboré très activement avec les établissements de crédit dans le placement des Emprunts des Groupements de sinistrés garantis par des annuités de l'Etat : les deux emprunts 6 p. 100 du groupement des industries textiles des régions sinistrées, les deux emprunts 6 p. 100 du groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, etc. Citons aussi l'exemple du Crédit du Nord qui a pris une part prépondérante dans le placement de nombreuses obligations régionales d'après-guerre. Département du Nord 6 p. 100 1923, Chaudronneries du Nord 6 p. 100, Dujardin et Cie 6 p. 100, Comptoir de l'Industrie linière 6 p. 100, Deneux 6 p. 100 1919 et 1922, Filets de pêche, Lainière de Roubaix 6 p. 100, Société anonyme de Peignage bons et obligations 6 p. 100, Tuileries du Nord et du Pas-de-Calais ; enfin, avec la collaboration de la Banque Générale du Nord, le grand emprunt 6 p. 100 1922 de la Compagnie des Mines de Lens.

CONCLUSION

L'étude de la banque locale et régionale dans le Nord de la France montre l'utilité, on peut même dire la nécessité de cet organe dans la distribution du crédit. Son rôle a été grand dans le passé; il est resté important dans le présent grâce à la vitalité et à la faculté d'adaptation des principales banques locales devenues régionales. Aucun établissement ne pourra les remplacer sur le terrain du crédit personnel. Peut-être, dans l'avenir, devront-elles s'efforcer, sans se départir de leur prudence, de collaborer plus étroitement à l'émission des valeurs mobilières régionales. Leur réserve, à ce sujet, qui fut sans inconvénient tant que les affaires privées prédominèrent dans le Nord, pourrait devenir fâcheuse, car la forme anonyme tend à se généraliser de plus en plus.

La banque locale et régionale a conservé dans le Nord les traditions de ses origines. Il ne faut donc pas redouter qu'elle évolue vers la « forme nationale des Sociétés de Crédit ». Elle s'est suffisamment, et d'ailleurs très rapidement étendue dans l'espace; c'est maintenant surtout en profondeur qu'elle doit travailler,

c'est-à-dire s'attacher de plus en plus étroitement aux centres industriels, commerciaux ou agricoles où elle est déjà établie, leur dispenser le crédit sous toute ses formes, sans chercher à élargir encore son rayon d'action. « La banque régionale a prospéré parce qu'elle favorisait les hommes de valeur de sa région, parce qu'elle avait des chefs qui appréciaient la force créatrice de chacun et, sur cette appréciation des qualités personnelles, faisaient du crédit. A multiplier les agences de sociétés de crédit, ne risque-t-on pas d'aboutir à une concurrence dont le public éprouverait plus de dommages que de profits ? Le régionalisme bancaire a fait ses preuves. Il importe qu'il subsiste en s'appuyant sur le concours d'une clientèle d'autant plus fidèle que les liens personnels seront maintenus dans l'avenir. En fait, ce sont les banques régionales et locales qui, en dehors de toute initiative officielle, ont par le seul effort de l'initiative privée, créé l'instrument indispensable à la mise en valeur des régions françaises (1). »

L'exemple de la région du Nord, après celui de l'Est, montre la grandeur et l'efficacité de leur action.

Vu : Le Doyen
M. BERTHELEMY

Vu : Le Président de la thèse
GERMAIN-MARTIN

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris :
APPELL

(1) M. Germain Martin : Préface à « *Banques régionales et banques locales* » édité par « La France Economique et financière », p. 9.

BIBLIOGRAPHIE

Traité d'Economie Politique de LEROY-BEAULIEU, GIDE, COLSON.

COURCELLE-SENEUIL : *Les opérations de Banque.*

ARNAUNÉ : *La Monnaie, le Crédit et le Change.*

AFTALION : *Les crises périodiques de surproduction.*

LYON-CAEN et RENAULT : *Manuel de Droit commercial.*

LÉON BARÉTY : *L'évolution des banques locales en France et en Allemagne.*

MAURICE SAUREL : *Sociétés de Crédit contre banques locales.*

TESTIS : *Le rôle des Sociétés de Crédit.*

LYSIS : *Contre l'oligarchie financière en France.*

GERMAIN-MARTIN : *Les problèmes du Crédit en France* —
Préface de « *Banques Régionales et Banques locales* »
(édité par *La France économique et financière*).

PIERRE PIDOUX : *Avantages des banques locales*, Dôle-1901.

CHARLES-ROTH-LE-GENTIL : *Le Mouvement de concentration des banques en France.*

ANDRÉ THÉRY : *Les grands établissements de Crédit, avant, pendant et après la guerre.*

GRÉAU : *Le fer en Lorraine.*

FÈVRE et CUVELETTE : *Les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais.*

FRANCIS LAURE : *Mines et Usines en 1889.*

LOUIS QUESNOT : *Administration financière ; Méthodes
Comptables et bilans.*

DAMIEN : *L'industrie de la Verrerie dans le Nord de la
France.*

RAFFALOVITCH : *L'année financière.*

L. BROCARD : *Les marchés financiers de Province. (Les
grands marchés financiers, chez Alcan).*

Revue et Périodiques.

La France économique et financière.

L'Economiste français.

Le journal des Economistes.

Le Rentier.

Le Nord Textile.

*Le Monde Illustré (numéros spéciaux consa-
crés aux Régions dévastées).*

DIVERS : *Circulaires financières et Rapports des Con-
seils d'administration de diverses banques.*

*Statistiques de l'Industrie Minérale. Rapports au Consei
Général du Nord.*

Annuaire des valeurs cotées à la Bourse de Paris.

idem

de Lille.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE I.

Le développement économique de la Région du Nord jusqu'en 1914	13
<i>Section I</i> : L'industrie houillère.....	13
<i>Section II</i> : L'industrie métallurgique.....	20
<i>Section III</i> : Les industries textiles.....	29
<i>Section IV</i> : Industries diverses.....	37
<i>Conclusion</i> : Les caractéristiques du développement économique de la Région du Nord jusqu'en 1914	41

CHAPITRE II.

Le régionalisme bancaire et l'organisation du Crédit dans la Région du Nord.....	49
<i>Section I</i> : Historique des principales banques régio- nales et locales de la Région du Nord.....	49
Le Crédit du Nord.....	49
La Banque Générale du Nord.....	53
La Banque L. Dupont.....	57
La Banque Adam.....	60
La Banque Piérard-Mabille.....	65
La Banque Scalbert.....	67

La Banque Régionale du Nord.....	69
La Banque Petyt.....	71
La Banque J. Joire.....	73
La Banque Robert.....	75
La Banque Georges Clairin.....	75
Banques diverses	80
<i>Section II : La place des banques régionales et locales dans l'organisation bancaire de la Région du Nord</i>	
Leur évolution	82

CHAPITRE III.

L'activité des banques régionales et locales de la Ré- gion du Nord jusqu'à la veille de la guerre de 1914	99
1 ^c Les Ressources : Capital, Réserves, Bénéfices. Les ressources provenant des tiers.....	100
2 ^o Les Emplois : Encaisses, Escompte, Avances. Ac- ceptations, avals et cautionnements. Portefeuille titres et opérations sur les valeurs mobilières....	109

CHAPITRE IV.

L'activité des banques régionales et locales de la Ré- gion du Nord pendant et depuis la guerre de 1914- 1918	145
<i>Section I : Pendant la guerre.....</i>	145
<i>Section II : Depuis la fin de la guerre.....</i>	152
CONCLUSION	171

